

Avec ce numéro, magazine «Terres d'été»



Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE



QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14368 - 8 F

SAMEDI 6 AVRIL 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Confusion soviétique

La situation politique paraît totalement bloquée en URSS, où le Congrès russe se débat depuis plus d'une semaine dans d'interminables batailles de procédure empêchant l'émergence de majorités stables. Les décisions prises un jour sont annulées le lendemain, au vu de leur substance. Les députés voudraient-ils déformer la population d'un parlementaire encore embryonnaire qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.

A l'origine, cette session extraordinaire du Congrès russe avait été convoquée à l'initiative du groupe communiste, bien décidé à censurer M. Boris Eltsine, président du Parlement de la plus grande République soviétique. Le contre-attaque n'avait pas tardé. M. Eltsine, soutenu par les démocrates, organisait son propre référendum en même temps que celui de M. Mikhaïl Gorbatchev. Fort d'un score de 70 % en faveur de l'élection d'un président de Russie au suffrage universel, il a obtenu du Congrès une réforme constitutionnelle qui devrait lui permettre de se faire élire dans la foulée et de conforter son statut de rival du président soviétique.

Le rapport des forces au Congrès, entre communistes et militaires d'un côté, démocrates et réformateurs de l'autre, a largement paralysé les travaux. Les premiers ont renoncé à leur intention de destituer M. Eltsine ; la date de l'élection présidentielle a été fixée, mais les détails sont reportés à une session ultérieure. Le président russe s'est fait voter les pleins pouvoirs, mais la commission chargée de les définir n'a pu se réunir parce que ses opposants la boycottent. De toute manière, personne ne sait comment M. Eltsine pourrait exercer ses pleins pouvoirs, ses prérogatives restant très limitées par rapport au pouvoir central.

M. Gorbatchev ne se trouve pas dans une position plus confortable. Il gouverne par ordonnance, mais ses décisions sont mal appliquées parce que les pouvoirs locaux font preuve d'une grande mauvaise volonté dans l'exécution. En même temps, les Républiques les plus indépendantes doivent convenir que leurs moyens d'action sont très limités, la politique économique, la monnaie, les transports et les communications, sans parler de la force armée, restant entre les mains du « centre ».

Ce jeu de faux semblants ne saurait durer. La situation générale ne continuait à se détériorer et si les autorités, qu'elles soient fédérales ou républicaines, ne faisaient pas chaque jour la preuve de leur incapacité. Après avoir feint d'ignorer la gravité des maux qui dure depuis plus d'un mois, le gouvernement soviétique a brusquement cédé en accordant un doublement des salaires. Aussitôt les ouvriers des grandes entreprises de Minsk ont cessé le travail pour demander une augmentation de salaires compensant le triplement du prix des denrées de base qui vient d'être annoncé.

S'il veut éviter que le mouvement de mécontentement ne se transforme en explosion sociale, M. Gorbatchev ne pourra pas refuser aux uns ce qu'il a donné aux autres. La planche à billets continuera à financer cette politique qui, faute d'une réforme en profondeur du système, mène l'URSS à la banqueroute.

Lire nos informations ainsi que la critique par MICHEL TATU du livre de M. IAKOVLEV : « Ce que nous voulons faire de l'Union soviétique », page 6

M0147 - 0406 0 - 6.00 F

Plus de 350 000 Kurdes réfugiés en Turquie et en Iran

Washington et Londres soutiennent la démarche française à l'ONU M. Bush justifie sa décision de ne pas intervenir militairement

M. Bush a réaffirmé, jeudi 4 avril, que les Etats-Unis n'entendaient pas « intervenir dans les affaires intérieures de l'Irak ». Le chef de la Maison Blanche a exclu de l'option « de précieuses vies américaines ». M. Bush a toutefois condamné la « brutalité » du président Saddam Hussein « contre son propre peuple ».

Aux Nations unies, la France - désormais soutenue par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne - a poursuivi jeudi ses efforts pour faire voter par le Conseil de sécurité une résolution favorable aux Kurdes. A cet égard, M. Roland Dumas estime que le droit international doit intégrer la notion de « droit d'ingérence ».

Washington a confirmé jeudi que l'armée de Bagdad avait réoccupé toutes les grandes villes du pays. Bien que la frontière soit officiellement fermée, près de 250 000 réfugiés kurdes sont parvenus à pénétrer en Turquie. Pour sa part, l'Iran affirme avoir déjà accueilli cent dix mille réfugiés.



Un peuple naufragé

par André Fontaine

Allons, c'est bien ! Contrairement à ce que l'on aurait pu croire, George Bush ne manque pas de cœur, puisqu'il n'a pas hésité, au beau milieu d'une partie de golf (sans ça) à se déclarer « troublé par la souffrance humaine en Irak ». Mais qu'on ne lui en demande pas plus.

Il a bien voulu faire massacrer par l'armée alliée quelques dizaines de milliers de sujets de Saddam Hussein pour remettre sur son trône l'émir du Koweït, dont on a pu mesurer depuis les convictions démocratiques et l'efficacité gouvernementale. Il a bien, le 15 février, appelé ouvertement les Irakiens, tant civils que

militaires, à « prendre eux-mêmes les choses en mains » et à « obliger Saddam Hussein, leur dictateur, à céder la place ».

On avait cru comprendre qu'il avait ordonné à l'aviation américaine d'empêcher les hélicoptères dudit dictateur de prendre l'air. Moyennant quoi, ils s'en sont donnés à cœur joie successivement contre les chiites du Sud et maintenant les Kurdes du Nord. Le général Schwarzkopf nous dit certes qu'il s'est fait « posséder » (traduction inexacte du très grossier « suckered ») par Bagdad. Mais pourquoi, une fois constatée la tricherie, n'avoir pas agi ? Mystère. Naturellement, les choses ne sont pas aussi simples que certains paraissent le croire.

Lire la suite page 4

La longue quête de l'autonomie

par Jean Gueyras

Si étrange que cela puisse paraître aujourd'hui, l'arrivée au pouvoir le 17 juillet 1968 du Baas irakien créa dans le pays un climat d'euphorie générale. A la suite d'une déclaration du nouveau régime affirmant qu'il s'engageait à résoudre le problème kurde sur la base du plan de règlement élaboré en juin 1966 par le gouvernement Bazzaz, on commença à parler de la « fraternité arabo-kurde retrouvée ».

Ce plan prévoyait en effet l'octroi à la minorité kurde d'un certain degré d'autonomie dans le cadre d'une politique de décentralisation, un projet dont le principe avait été à l'époque accepté par les dirigeants

kurdes, mais n'avait jamais été mis en application dans son intégralité. Dès le 5 août, le Conseil de la révolution annonçait la mise en application de l'article 6 du plan Bazzaz concernant la reconnaissance de la langue et de la culture nationales kurdes, proclamait une amnistie générale pour les peshmergas et décidait de prendre contact avec les chefs de la rébellion.

Les discrètes négociations qui s'engagèrent rapidement avec le général Barzani, le dirigeant charismatique du mouvement national kurde, aboutirent à la déclaration du 11 mars 1970, qui mit fin à une guerre civile larvée de près de sept ans sur la base de la reconnaissance de l'autonomie du « pays kurde » dans le cadre de la République irakienne.

Lire la suite page 4

Max Frisch, l'homme sans identité

L'écrivain suisse de langue allemande est mort dans la nuit du mercredi 3 au jeudi 4 avril à son domicile de Zurich. Il était âgé de soixante-dix-neuf ans

par Michel Contat

En Suisse, on aime beaucoup fêter les jubilaires. On s'y apprête à célébrer, le 15 mai, le quatre-vingtième anniversaire de l'autre grand écrivain dont le pays peut s'enorgueillir : Max Frisch, que tant de gens croient Allemand.

Après l'insolent trépas de Friedrich Dürrenmatt, survenu juste après qu'il se fût adressé, dans une cérémonie officielle, à l'écrivain prisonnier devenu président, Vaclav Havel, pour lui dire qu'on aurait souhaité lui présen-

ter quelques Suisses de sa trempe, mais qu'ils étaient en prison pour objection de conscience et, que, à vrai dire, la Suisse était une vaste prison où chacun, prisonnier ou gardien, s'accrochait désespérément à l'illusion d'être libre, la Suisse officielle et la Suisse littéraire, autrement dit la Suisse aux gardes à vue et la Suisse dissidente, gardaient l'une et l'autre l'espoir que Max Frisch, qui venait quant à lui de refuser toute participation (« sept cent ans, ça suffit ») à la célébration du 700^e anniversaire de la Confédération helvétique, ne se déroberait pas à sa propre

commémoration comme grand écrivain jubilaire. Une sorte de revanche sur le Nobel qui, depuis tant d'années, lui était dû, et que divers raisons avaient fait tant de fois différer. Le voilà qui meurt sans avoir prévenu, par ultime façon d'échapper à ce qui a été sa hantise : être la proie de l'image que les autres se font de vous.

Je ne suis pas Max Frisch ! Il aurait pu crier cette phrase, la première du roman qui est devenu, dès la fin des années 50, un classique de l'existentialisme littéraire : « Je ne suis pas Stiller ! »

Lire la suite page 11

M. Rocard définit l'« intégration »

M. Michel Rocard a défini, jeudi 4 avril, dans le Val d'Aoste, la « stratégie globale » du gouvernement en matière d'intégration. Un projet de loi sur la « sécurité intérieure » va être déposé au Parlement et les procédures de naturalisation seront accélérées.

Lire page 9 les articles de PHILIPPE BERNARD et d'ALAIN ROLLAT

Un entretien avec M^{me} Tasca

Le ministre délégué à la communication s'explique sur l'aide financière de l'Etat aux télévisions publiques.

Lire page 25 l'entretien avec Jean-François Lacan

Des capitaux privés dans les groupes publics

Le gouvernement vient d'autoriser l'entrée minoritaire dans le capital des entreprises nationalisées d'intérêts privés, français ou étrangers. Première application : un mariage entre le Crédit lyonnais et la Commerzbank.

page 23

M. Durieux, un centriste heureux

Le ministre de la santé croit plus que jamais à l'ouverture.

page 8

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 30

Un appel en faveur de l'Europe politique

Trente-huit personnalités de toutes tendances invitent les dirigeants des Douze à saisir « la chance historique » que leur offrent les deux conférences intergouvernementales destinées à compléter le traité de Rome pour faire de la Communauté « une puissance politique à part entière ».

La seconde mort du gaullisme

par Alain Duhamel
Déficit parlementaire dans la décentralisation
par Paul Graziani, Jean-Yves Le Drian et André Sentil page 2

ANDRÉ STIL
de l'Académie Goncourt
Gazelle

roman

Un homme, une femme
et la sensualité d'un pays comme écrin
naturel de leur passion.



Grasset

Mozart sur la route du Requiem

Voyage avec Amadeus
de Vienne à Prague

■ SOS ketchup. ■ Bayeux fait tapisserie. ■ Visite au Palais de justice de Paris. ■ Lawrence, dit d'Arabie. ■ Ecoles. ■ La table : le poulet au harbouiila. ■ Samana gourmande en Sancerre. ■ Vin à la santé de Louis XI. ■ Les jeux.

pages 15 à 22

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,60 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 460 F CFA ; Suisse, 1,80 FRS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,80 \$.

حکومت الامم المتحدة

DÉBATS

Après-guerre

L'Europe doit rebondir !

Ni la conclusion rapide de la guerre du Golfe ni le rôle diplomatique et militaire joué par la France et la Grande-Bretagne ne peuvent masquer l'évidence qui s'est imposée au plus fort de la crise : l'absence de l'Europe.

Incapable - faute des structures nécessaires - de faire entendre sa voix et d'être militairement présente, la Communauté n'a pu compter dans une épreuve majeure ni ses intérêts essentiels étaient directement en cause. Le moment est venu pour elle d'en tirer les leçons.

Pour défendre ses valeurs et assurer sa sécurité, la Communauté doit devenir une puissance politique à part entière. Elle n'y parviendra que si les Douze saisissent le chemin historique que leur offrent les deux conférences intergouvernementales destinées à compléter

le traité de Rome pour faire naître une union économique, monétaire et politique de l'Europe.

Les signataires considèrent que cet objectif ne sera rempli que si les Douze s'engagent à réaliser, à des échéances fixées dans les traités et par des procédures majoritaires, des avancées concrètes et décisives.

- L'union économique et monétaire ne peut plus s'accommoder d'un chemin de traverse : la mise en place d'une banque centrale européenne doit être entreprise dès 1994 et la monnaie unique voir le jour avant la fin du siècle pour que le modèle européen de société puisse s'appuyer sur une économie solide.

- Le débat français sur la défense doit s'inscrire dans la perspective d'une défense européenne : la coordination des politiques d'armement et la création par la Communauté d'un

système de défense, pilier européen de l'alliance atlantique, doivent être débloqués dans l'année.

- Ces deux avancées doivent, enfin, acquérir une pleine portée par la réalisation de l'union politique, dont le crédibilité, selon nous, se mesurera à l'une des trois critères simples : la généralisation du vote à la majorité qualifiée au sein du conseil des ministres ; la mise en œuvre d'une politique étrangère commune, notamment en direction des régions voisines de la Communauté ; la démocratisation des institutions communautaires.

C'est à ces conditions - et à ces conditions seulement - que les Européens pourront relever les défis politiques, économiques et écologiques que lancent la fin de l'organisation bipolaire du monde et la naissance d'un nouvel ordre international.

Ce texte a été signé par les personnalités suivantes :

Michel ALBERT, directeur des AIGF
Marc AUGÉ, directeur de l'école des hautes études en sciences sociales
Yves BARSAQUO, président de la Causse nationale de crédit agricole
Alain BESANCON, directeur d'études à l'école des hautes études en sciences sociales
Dominique BOCCOET, secrétaire général du Mouvement européen
Bernard BOSSON, député de la Haute-Savoie, maire d'Annecy
Huguette BOUCHARDEAU, députée
Jean-Michel BOUCHERON, président de la commission de la défense nationale et des forces armées à l'Assemblée nationale
Jean-Marie CASANOVA, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris
Pierre CHAUMU, membre de l'Institut

Michel CROZIER, directeur de recherches au CNRS
Patrick DEVEDJIAN, député des Hauts-de-Seine et maire d'Antony
Guy ORILLEAU, président de la CFTC
Jean ELLENSTEIN, président du Club Victor-Hugo pour les États-Unis d'Europe
Bernard DE FALLOIS, éditeur
Jean-François PONCET, président du Mouvement européen
Gérard FUCHS, secrétaire national du Parti socialiste pour les affaires européennes et les questions de sécurité
Marc FUMAMOLI, professeur au Collège de France
Pierre GUILLEN, président de l'Union des industries métallurgiques et minières
Françoise HERTIER-AUGÉ, professeur au Collège de France

Charles JOSSELYN, président de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes
Raymond LACOMBE, président de la FISEA
Alain LAMASSOURE, député général des Clubs Perspectives et Réalités
Jean LECANUET, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale
Jacques LE GOFF, directeur d'études à l'école des hautes études en sciences sociales
Gilles MARTINET, président de l'Association pour la Communauté européenne culturelle
Jean MATTEOLI, président du Conseil économique et social
Edgar MORIN, directeur d'études à l'école des hautes études en sciences sociales
Jean PÉRYGÉVAGE, député UDR
Jean PÉRYGÉVAGE, député UDR

Jean-François REVEL, écrivain
Antoine RIBOUO, président de l'Académie des sciences
Laurent SCHWARTZ, membre de l'Académie des sciences
Jean-Pierre SIFFERT, avocat à la cour
Jean-Pierre SIFFERT, président du Comité économique et social de la CEE
Bernard RAUSCH-VAHN, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale
Robert TOULMOND, inspecteur général des finances
René TEULADO, président de la Fédération nationale de la mutualité française
Michel VAUZELLE, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale
Simone VIEL, députée européenne
Les signataires déclarent qu'ils adhèrent à ce texte à titre personnel et n'engagent pas les institutions qu'ils représentent.

Réforme

Déficit parlementaire dans la décentralisation

par Paul Graziani, Jean-Yves Le Drian et André Santini

Le projet d'un Institut des collectivités locales et des services publics locaux, dont l'idée avait été lancée l'année dernière par Pierre Joux et Edmond Hervé, suscite, au cours de la longue et minutieuse instruction à laquelle il a donné lieu, de mettre en lumière l'ampleur mais aussi la complexité de notre déficit en matière d'information, de bases de données, d'éléments statistiques et d'expertise sur les politiques publiques locales, les interventions économiques, l'évolution des budgets locaux ou la fiscalité des collectivités locales.

Mais si les élus, les chercheurs et les experts indépendants se sont unanimes à s'accorder sur la nature du « besoin », ainsi exprimé, les opinions divergent encore sur la structure à mettre en place, son échantillon de compétences et son mode de fonctionnement - et l'on peut s'interroger sur les « effets pervers » d'une initiative qui serait insuffisamment « ciblée », voire concurrente avec la production du tissu associatif existant.

Toutefois, le travail d'investigation, conduit ces derniers mois par Edmond Hervé et par le commissaire spécial de l'Assemblée nationale - et dont il faut souligner ici l'intérêt et la qualité - a également permis de mettre en évidence le

propre déficit de l'Assemblée nationale et du Sénat dans le domaine du « local ». En effet, alors que la fonction parlementaire, aux termes de la Constitution, revêt deux grandes dimensions - la fabrication des lois et le contrôle de l'action gouvernementale et de l'administration - il faut bien constater que l'essentiel des lois votées, notamment dans le domaine du « local », sont aujourd'hui d'origine gouvernementale et que les interventions de loi parlementaire, notamment dans le domaine de la décentralisation, a peu de chances d'aboutir, qu'elle émane de la majorité ou de l'opposition. D'autant que les parlementaires manquent à l'évidence cruellement de moyens d'information, d'évaluation, d'expertise (et donc de capacité de proposition) pour jouer pleinement leur rôle.

Ainsi, concernant la décentralisation, on constate que le budget global des collectivités locales dépasse les 600 milliards de francs, soit plus de la moitié du budget de l'État, mais que, de son côté, le Parlement ne dispose d'aucun moyen réel d'investigation et d'expertise sur les politiques territoriales et les enjeux locaux, ou plus que sur le suivi de la décentralisation et de la déconcentration. Il doit se contenter des informations publiées par le Direction générale des collectivités locales, c'est-à-dire par le ministère de l'Intérieur. Il n'est pas la faiblesse des moyens reconnus à la division des collectivités locales au Sénat (deux administrateurs), service qui n'existe pas à l'Assemblée nationale (même pas une mission provisoire d'information sur la décentralisation, telle qu'elle a pu voir le jour il y a quelques mois au Sénat), qui permettra au Parlement de disposer d'une expertise véritable sur l'état et le suivi des politiques publiques locales et de la décentralisation.

Dès lors, pourquoi ne pas envisager que le Parlement se dote d'un véritable organe ad hoc disposant de réels moyens de travail, et véritablement indépendant du gouvernement et de l'administration ? L'institution d'un tel organe traiterait tout à fait dans le sens des propositions émises récemment par le président de l'Assemblée nationale pour renforcer le rôle du Parlement et des projets du président du Sénat pour la rénovation de l'institution sénatoriale.

Une façon de réhabiliter la politique

La discussion du projet de loi portant réforme de l'administration territoriale de la République peut donc être l'occasion pour le Parlement de se doter, enfin, d'un tel outil - qui pourrait être un office parlementaire, commun aux deux Assemblées.

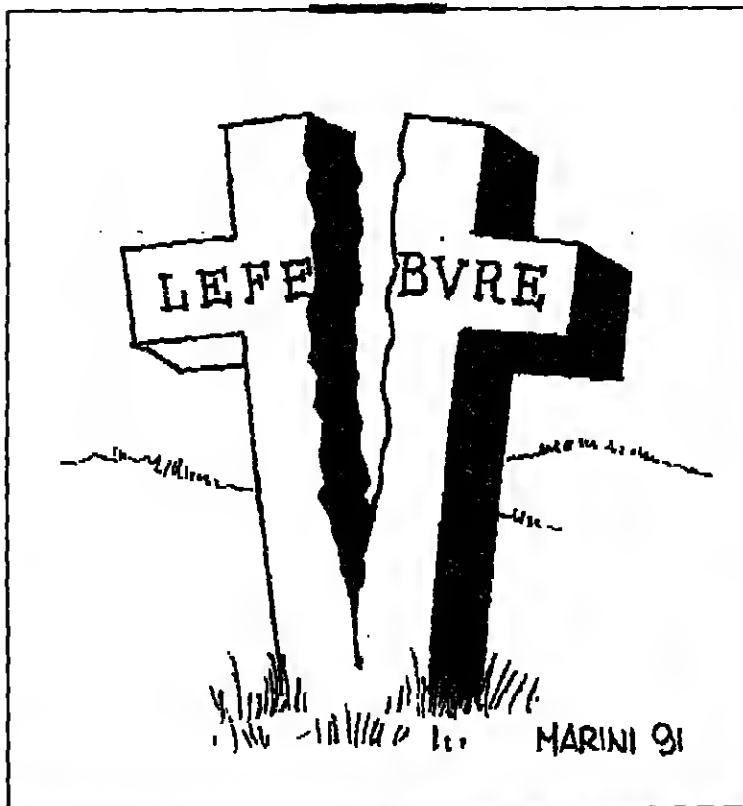
Politiquement pluraliste, il s'insérerait bien dans la logique de la décentralisation. S'inspirant du remarquable travail accompli par l'Office parlementaire d'évaluation des choix technologiques, il pourrait être un espace de dialogue, d'information, d'évaluation et, indirectement, de proposition. La qualité des travaux issus de la représentation nationale assurerait d'autant plus une cohésion aux avancées de la décentralisation qu'un tel office parlementaire pourrait disposer d'un budget très important et faire appel aux meilleures expertises dans le domaine du « local ».

Ainsi, le Parlement pourrait, à la fois en amont et en aval de son travail législatif sur le « local », apporter sa vision globale des réalisations, des problèmes et des enjeux vécus à l'échelle territoriale. Il trouverait là, à l'évidence, une piste de reconquête du « réel » et de contact national avec la diversité française, tout en respectant son autonomie. La dimension démocratique de la décentralisation pourrait y trouver son compte, et la politique un champ d'expression directement utile.

La réhabilitation du politique ne trouverait-elle pas aussi à y gagner ?

► Paul Graziani est sénateur (RPR) des Hauts-de-Seine, président de l'Institut de la décentralisation. Jean-Yves Le Drian est député et maire (PS) de Lorient, secrétaire général de l'Institut de la décentralisation. André Santini est maître d'œuvre des Moulins, député UDF des Hauts-de-Seine et président de la Fondation pour la gestion des villes.

TRAIT LIBRE



un dossier de 40 pages

Rimbaud

avec fnac

avez-vous besoin d'une psychanalyse ? patients et analystes répondent

qui après Rocard ? notre enquête

GLOBE

La seconde mort du gaullisme

par Alain Duhamel

Le gaullisme est mort une première fois il y a vingt ans lorsque le général s'est éteint dans son austère demeure de Colombey-les-Deux-Églises. Aujourd'hui, il expire une seconde fois, car il cesse d'être le modèle implicite, la référence obligatoire, le tabernacle politique devant lequel tout pouvoir exécutif français devait fléchir. La V^e République se laisse jusqu'à suggérer cette question sacrilège : et si le gaullisme avait pour destin de rester la parenthèse la plus glorieuse de l'histoire politique depuis la Libération ?

L'hypothèse s'est formée il y a dix ans, lorsque François Mitterrand fut élu président de la République. Elle a pris corps avec sa rédaction en 1988. Elle devient aujourd'hui plausible avec l'apparition de toute une série d'indices convergents en politique étrangère. La crise du Golfe ne les a pas créés, mais en quelque sorte cristallisés. La volonté de rupture avec l'héritage gaullien, évidente sur le plan intérieur depuis le 10 mai 1981, aura fini par s'imposer sur le plan extérieur à l'approche du 10 mai 1991.

Georges Pompidou était l'héritier naturel, par la détermination mal aimée du général de Gaulle. Valéry Giscard d'Estaing apparaissait comme un gendre à la mode d'aujourd'hui, fondateur de la V^e République. L'actuel président n'appartient pas seulement à une autre famille politique, n'incarne pas seulement le personnage de l'adversaire le plus opiniâtre, le plus pugnace et le plus coriace du gaullisme républicain : il devient surtout l'homme qui rompt les derniers liens avec l'héritage que le général avait légué à la France. Pour le dixième anniversaire de son accession au pouvoir, François Mitterrand privatise en somme le gaullisme.

Le retour des Nations unies

La guerre du Golfe aura servi de révélateur. Jusqu'alors, la thèse dominante était qu'en politique extérieure le mitterrandisme n'était et ne pouvait être que la poursuite du gaullisme par d'autres moyens. Les meilleurs spécialistes, les universitaires les plus renommés parlaient même, comme Stanley Hoffmann, de gaullisme réajusté. Pour étayer leur démonstration, ils s'appuyaient sur le ralliement (incontestable) du président socialiste à la doctrine nucléaire gaullienne, sur la confirmation de la position particulière de la France au sein de l'Alliance atlantique, sur la persistance de l'émiettement privilégié entre la France et l'Allemagne, sur le maintien d'une coopération des plus classiques avec les États africains. Ils ont désormais globalement tort.

Pour la première fois, les rapports entre Washington et Paris semblent décomplexés. Il n'y a plus de ces craintes insupportables, ces signes humeurs, de ces ressentiments malheureux qui caractérisaient jadis les

relations des deux capitales. La coopération de la France et de ses alliés se resserre lentement au sein de l'OTAN. Les présidents américains et français s'apprécient et se consultent. La France ne s'aligne pas sur les États-Unis et ne passe pas du particularisme ombrageux à l'atlantisme ordinaire. Elle cultive toujours ses différences diplomatiques et préserve son autonomie militaire. Il n'empêche : voilà les « malentendus transatlantiques » purgés.

Le retour des Nations unies s'inscrit dans le même processus d'émancipation intellectuelle. Le général de Gaulle ne faisait pas de l'ONU, c'est une litote, son encadrement privilégié. La France de 1991 espère bien en revanche pouvoir y jouer un rôle élargi. La revalorisation du Conseil de sécurité sert ses desseins, qui se relient d'ailleurs à toute une tradition de la gauche humaniste française, laquelle militait dès l'entre-deux-guerres pour la sécurité collective, le désarmement équilibré et vérifié, la naissance d'une société internationale fondée sur le droit. Noble objectif, aux espérances lointaines, mais qui relève indubitablement du post-gaullisme.

Les premières inflexions substantielles de la doctrine française en matière de coopération (elles datent du sommet franco-allemand de La Sauve en juin 1990) militent dans le même sens. Le principe de non-ingérence dans les affaires politiques intérieures mais d'encouragement affiché à l'européisme du multipartisme constitue une franche innovation. Elle marque vivement, par certains chefs d'État. Tout comme la prise en compte des droits de l'homme comme l'une des dimensions nécessaires des rapports avec les États communistes, elle inaugure et elle dérange.

Quant à la vision de l'Europe, et à la logique de son développement, qui pourrait nier l'éclosion d'un changement, qui hérisse d'ailleurs nombre de gaullistes brevetés ? Quels que soient les destins ultimes et convergents d'une Europe autonome, capable de devenir à terme non seulement un partenaire, mais un égal des États-Unis - ce n'est ni pour demain, ni pour après-demain - les chemins se distinguent de façon frappante. L'acte unique, le marché unique, l'union économique, monétaire, voire politique, participent d'une démarche fédéraliste, même si le mot fait peur. En politique extérieure, le général de Gaulle se sera comporté comme le dernier souverain d'une grande puissance révolutionnaire, alors que François Mitterrand agit comme le monarque républicain de la plus ambitieuse puissance moyenne. L'un rêvait de souveraineté et d'éclat, l'autre d'influence et de droit. Ainsi, même l'horizon de la politique étrangère se colore désormais autrement.

Ce qui vaut pour la scène internationale s'applique a fortiori sur la scène française, depuis plus longtemps et de manière difficilement réversible. La société hexagonale de 1991 relève, pour le meilleur et

pour le pire, de la social-démocratie. La rupture orgueilleuse et téméraire de 1981-1983 a cédé la place à un processus de normalisation continentale. Le socialisme à la française a dû passer sous les fourches caudines de la logique européenne. Le modèle gaullien ne s'en étonne pas moins, irréductiblement. Le collectivisme doit baisser pavillon devant les directives de Bruxelles. Les citoyens individuels, salariés et protégés (sauf du chômage et de la violence) des années 90 se correspondent plus à cette France que le général rêvait unie, communautaire et participative. Les grandes utopies sociales s'éclipsent, les systèmes de valeurs ne sont plus les mêmes, les mœurs se sont métamorphosées. Le jacobinisme vacille, les contre-pouvoirs progressent lentement : le Conseil constitutionnel affirme son autorité, les institutions locales et régionales avancent pas à pas, l'audiovisuel s'émancipe dans cet univers post-gaullien. Du patrimoine légué par le fondateur, il reste le souci du rang et de l'indépendance - c'est l'éternelle humeur nationale - un parti politique d'opposition et l'armature institutionnelle. Encore celle-ci a-t-elle cessé d'être taboue. Le plus réfléchi des berons du nouveau gaullisme - Edouard Balladur - juge venu le temps de la réforme. Si l'année 1991 se sonne pas la fin de l'exception française, elle marque la fin de l'exception gaullienne.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Mesrine, gérant directeur de la publication Bruno Fregier directeur de la gestion Marcel Lucet secrétaire général
Rédacteurs en chef : Jacques Amalric Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)
Thomas Feronnet Philippe Hermon Jean-Pierre Lévêque
Daniel Vernet (directeur des relations internationales)
Anciens directeurs : Hubert Benoit-Méry (1944-1969) Jacques Faure (1969-1982) André Laurens (1982-1986) André Fontaine (1986-1991)

RÉDACTION ET BUREAU SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Téléphone : 46-46-25-26 Télécopieur : 46-46-25-29 1, PLACE ROBERT-BRENE-MÉRY 94852 NRY-SUR-SENE CEDEX 19 Téléphone : 48-80-30-10

ÉTRANGER

Après plus de vingt jours de combats entre l'armée irakienne et les opposants kurdes et chiites

Washington confirme que Bagdad contrôle les grandes villes du Nord et du Sud

Après plus de vingt jours de combats, l'Irak a affirmé jeudi 4 avril avoir complètement maté la rébellion kurde dans le nord du pays. Dans une déclaration diffusée par le radio de Bagdad, M. Izzet Ibrahim, le commandant en chef adjoint de l'armée irakienne, a déclaré que les « vaillantes troupes irakiennes avaient écrasé le dernier abcès de la duplicité en Irak », en revendiquant une victoire totale sur la rébellion kurde et sur celle des chiites dans le sud.

A Washington, le porte-parole du Département d'Etat a confirmé l'occupation par l'armée irakienne de toutes les grandes villes du nord et du sud, mais a ajouté que Bagdad devait y maintenir des forces importantes et que des « accrochages sporadiques » continueraient. De son côté, un porte-parole du Pentagone, Bob Hall, a déclaré que les troupes loyalistes avaient « en gros un contrôle incontesté de tous les centres de population ainsi que des zones rurales où elles se sont implantées ». Au nord, a-t-il précisé, les combattants kurdes se sont retirés dans les montagnes et de nombreux réfugiés se dirigent vers les frontières de la Turquie et de l'Iran. Au sud, il n'y a quasiment plus de combats, sauf quelques accrochages quant les partisans rencontrent des poches de résistance. M. Bob Hall a

affirmé par ailleurs que les troupes irakiennes avaient entrepris « la destruction systématique des habitations situées dans les centres de population où les activités des insurgés étaient les plus importantes ».

Dans une réunion impromptue tenue dans un village de montagne encore aux mains des rebelles kurdes au nord de l'Irak, Massoud Barzani, le chef du PDK a affirmé jeudi que la guérilla conservait le contrôle des montagnes dans le nord du pays et a déclaré qu'il « valait mieux mourir en se battant que vivre dans des camps de réfugiés en Turquie ou en Iran ». Le désespoir des Kurdes continue à ébranler l'Europe, mais si la presse est unanime à réclamer une action directe en faveur des populations pourchassées par l'Irak, les responsables politiques ne se sont guère montrés prêts à s'engager au-delà d'une aide humanitaire et d'une condamnation de l'Irak au Conseil de sécurité des Nations unies.

Le premier ministre britannique a fait un aveu d'impuissance en déclarant à la presse, sur le ponton du 10 Downing Street, que l'armée irakienne était « la mieux placée pour mettre fin au régime de Saddam Hussein ». Dans un communiqué publié à Londres, Amnesty International a invité les gouverne-

ments du monde entier à « agir immédiatement pour protéger les Irakiens en exode, kurdes ou chiites, qui risquent la torture et l'extermination s'ils restent dans leur pays ».

A Bruxelles, des médecins belges et palestiniens de retour de Bagdad, ont averti que des dizaines de milliers d'Irakiens sont menacés de mort avant l'été à cause du manque d'eau, de médicaments et d'électricité qui paralyse les hôpitaux d'Irak. Les chaleurs de l'été vont aggraver les risques d'infection et rendre plus difficile le stockage de médicaments, de sang et de vaccins en l'absence de systèmes de climatisation, a déclaré le médecin belge Huub Dierckx. Il a ajouté qu'il y avait des risques d'épidémie et de sida car les médecins sont contraints d'utiliser plusieurs fois les mêmes seringues.

A Amman, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a lancé jeudi un appel à une aide internationale pour enrayer des risques d'épidémie massive en Irak. « Nous nous attendons à des épidémies massives, de choléra, de typhoïde, de méningite et même de poliomyélite. Le premier indice en est le taux élevé de diarrhées parmi les enfants », a déclaré le Dr. Fattih El Samani, un épidémiologiste de l'UNICEF qui vient d'effectuer une mission de quinze jours en Irak. (AFP, AP, Reuters)



La grande amertume des peshmergas

Après avoir jugé que les circonstances étaient favorables à une insurrection, les Kurdes vaincus et victimes d'une nouvelle répression, ressassent leur rancœur contre ceux qui les ont « lâchés »

IRAKI (Kurdistan d'Irak)

de notre envoyé spécial

« Mais pourquoi nous a-t-on lâchés ? » Il a soixante ans, le teint ridé, la barbe hirsute, la peau brune. C'est un homme qui a vu beaucoup de choses. Il a été peshmanga - l'un de ces partisans qui s'insurgent avec une arme dans la main - pendant vingt et un ans, mais aujourd'hui, Ahmed Omar pleure. Après l'euphorie de la « libération », les premiers signes d'un retournement de situation viennent de se précéder. Les Irakiens ont repris Kirkouk, à 80 kilomètres d'Irbil, la nuit précédente, infligeant une défaite aux combattants kurdes qui essayaient de rouvrir la route de la capitale pétrolière. Les forces de Saddam Hussein ont encore progressé dans la matinée de ce samedi 30 mars vers Irbil, que les Irakiens ont déjugué en elle-même convert d'opprobre, au point de le combattre au nom du droit.

Aucune aide n'est venue

Le sentiment d'abandon qu'ils éprouvent ne lui fait tout de même pas perdre sa dignité : Ahmed Omar essuie ses larmes de la main ; son regard, implorant quelques instants plus tôt, se durcit. « La force des Kurdes est de ne compter que sur le peuple kurde et pas sur les autres », Quelques secondes passent. « Rien sûr, si on nous aide, nous acceptons ».

Aucune aide n'est venue : les troupes de Bagdad ont pu poursuivre leur avance, reprenant une à une les villes « libérées » par les Kurdes, trois semaines auparavant. Et pourtant, de l'avis des dirigeants du soulèvement, la situation ne pouvait être meilleure pour déclencher l'insurrection.

« L'occasion était unique », esti-

« Le CRIF dénonce l'extermination d'un peuple ». - Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) a exprimé, jeudi 4 avril, son « immense étonnement devant les massacres subis par le peuple kurde » et indiqué qu'il « approuve pleinement les démarches du gouvernement français afin que l'ensemble des nations s'engagent à mettre un terme immédiat à ces tueries ». Le CRIF estime que « le prétexte de non-ingérence dans les affaires d'un pays ne peut, en aucun cas, justifier l'indifférence et la passivité des gouvernements devant l'extermination d'un peuple ».

mai-on le 23 mars dans l'entourage de Jalal Talabani, chef de l'un des deux principaux mouvements kurdes, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). En premier lieu, soulignait-on, les groupes de guérilla urbaine, implantés dans les cités de regroupement créées au Kurdistan par les autorités irakiennes après la grande répression de 1988, villages-rés, villes évacuées, « politiques de la terre brûlée », ont pu jouer un rôle de détonateur. Ensuite, le ralliement à la révolte de quelque cent mille miliciens kurdes pro-gouvernementaux (les Jashan ou « petits frères ») était acquis avant même l'insurrection, en échange d'une promesse « d'amnistie » générale de la part des peshmergas. Seule une toute petite minorité de ces miliciens est restée fidèle à Bagdad, selon M. Talabani. Ce retournement a été décisif en raison de l'importance des forces qu'il fournissait à la rébellion. Mais, surtout, celle-ci n'avait plus en face d'elle que des unités irakiennes amoindries.

Occupé au sud à réprimer l'insurrection chiite, après avoir été taillée en pièces par la coalition internationale, l'armée, ou plutôt ce qu'il en restait, ne représentait plus la même menace qu'auparavant. « En 1988, nous avons été défaits à cause des armes chimiques, assurait-on notamment à la direction de l'UPK : mais maintenant, les Irakiens n'osent plus utiliser les gaz contre nous » Et, effectivement, si l'utilisation de napalm et de phosphore a pu être signalée par des sources kurdes lors de la « reconquête », celle d'armes chimiques est exclue.

Enfin, autre élément déterminant, les Kurdes pensaient pouvoir bénéficier d'un environnement international plus favorable que jamais, grâce à la formation par les trois voisins du Kurdistan d'Irak d'une sorte de « front » anti-Saddam Hussein, la Turquie et la Syrie faisant partie de la coalition internationale et Téhéran ayant un vieux compte à régler avec le régime baas de Bagdad.

Des revendications « réalistes »

Dans un premier temps, toutefois, l'option de l'insurrection n'a pas réuni les suffrages de tous les Kurdes. Deux tendances se dégageaient, a confié M. Talabani : d'un côté, les principaux partis du Kurdistan - le PDK et l'UPK - se retrouvaient pour prôner - et préparer - la révolte ; de l'autre, des formations de moindre importance se déclaraient favorables à un dialogue, à des négociations avec le pouvoir central. Les mouvements de M. Talabani et de M. Massoud Barzani (PDK) ont quand même proposé aux autres partis de « marcher avec eux » et, lorsqu'ils sont passés à l'action, le 7 mars - à Ranya, petite ville de l'est du Kurdistan, - les autres ont suivi.

Persévérant dans leur volonté de

pouvoir, au minimum, « déterminer eux-mêmes leurs liens avec le pouvoir central », selon l'expression de M. Talabani, les Kurdes sont devenus, au fil des révoltes écumées dans le sang, d'un grand réalisme dans leurs relations avec l'étranger. Cette fois, ils ont multiplié les assurances de modération, une question de modifier les frontières, pas question de créer un Etat kurde, pas question de participer au démantèlement de l'Irak, ont martelé, ces dernières semaines, tant M. Talabani que M. Barzani.

Certes, on espérait, il y a dix jours, dans l'entourage des deux dirigeants, que l'action entreprise au Kurdistan d'Irak entraînerait des changements dans la région dont les Kurdes pourraient bénéficier (le président turc, M. Turgut Ozal, ne vient-il pas d'ailleurs de lâcher un peu de lest vis-à-vis de ces Kurdes, en leur reconnaissant, pour la première fois, une certaine spécificité au moins linguistique ?). Et ces mêmes sources d'insister sur la nécessité réaliste, « Nous savons quelles limites ne pas dépasser », dit un proche de M. Talabani. Il s'agit maintenant de « prouver à nos voisins que les Kurdes peuvent vivre en bonne intelligence avec les Arabes » d'Irak. En outre, « tant que les Kurdes ne concordent pas sur la nécessité réaliste, nous ne pouvons rien et n'avons aucun droit. Tenir le Kurdistan (d'Irak) nous met en position de discuter ». Alors, le mot d'ordre est clair : « Nous faisons partie de l'Irak, dont nous n'avons jamais demandé l'« éclatement », répète M. Barzani, en rappelant le slogan des peshmergas : « Démocratie pour l'Irak et autonomie pour le Kurdistan ». « L'Irak doit devenir une fédération dans laquelle le Kurdistan trouvera sa place », assure, de son côté, M. Talabani.

Ce souci constant de rassurer est aisément explicable par la nécessité de ne pas effrayer trois puissants voisins qui abritent chacun des communautés kurdes, auxquelles ils déniaient tout droit à l'autonomie. Si les Kurdes de Syrie sont peu nombreux et plutôt paisibles, les Kurdes d'Irak et de Turquie ont, à diverses époques de l'histoire, traversés des épreuves identiques à celles des Kurdes d'Irak. Téhéran, comme Ankara, ne peuvent que se montrer méfiants vis-à-vis d'une révolte du type de celle qui vient d'avoir lieu en Irak et désireux d'éviter une éventuelle contagion chez eux.

Les Kurdes ont, à cet égard, une expérience douloureuse des jours d'alliance menés par les Etats voisins à leur détriment. Ils n'ont oublié, nous rappelle récemment un responsable kurde irakien, ni le « lâchage » irakien des Kurdes en 1975, en échange d'un traité avec l'Irak, ni, plus récemment, les accords irako-turcs sur le droit de poursuite des « terroristes » kurdes.

Ils avaient une autre raison de réfréner leur ambition : ne pas effrayer des puissances dont ils attendaient - sans trop d'illusions - au moins un geste en leur faveur : les Etats-Unis et leurs alliés, ceux-là mêmes qui venaient

de combattre le régime irakien au nom - officiellement - du principe de l'intangibilité des frontières. Mais avoir un ennemi commun ne suffit pas et la prudence des Kurdes a manqué son but. Le 28 mars, sur les hauteurs d'Irbil, où il avait installé son quartier général, Massoud Barzani assurait publiquement « avoir reçu « aucune aide de l'étranger ».

Des colonnes de réfugiés mitraillées

Fils du légendaire Mustapha Barzani, l'un des principaux figures de la révolte kurde des années 40 aux années 70, Massoud Barzani reconnaissait implicitement par la même occasion que l'opposition irakienne des Kurdes aux Chirites du Sud - n'avait jusqu'alors pu recueillir le soutien des pays voisins à la formation d'un « gouvernement provisoire ». Un lieutenant de Jalal Talabani pouvait, un peu plus tôt, se féliciter de ce que « les autorités syriennes se montraient très coopératives ». Il ne semble pas, toutefois, que cette « coopération » ait été au-delà de l'octroi d'un droit de passage à certains dirigeants et à quelques peshmergas.

La Turquie, elle, a bouclé sa

frontière, allant jusqu'à interdire l'accès de son territoire à la multitude des réfugiés - les Turcs parlent eux-mêmes de deux cent mille personnes - qui tentent d'échapper à la répression irakienne. L'Iran, en revanche, a ouvert ses frontières aux réfugiés et c'est essentiellement de ce pays que proviennent les vagues de contrebande qui sont parvenues au compte-gouttes au Kurdistan insurgé, en proie à une dramatique pénurie.

Pas d'électricité - à la suite des bombardements alliés sur les centrales, - pratiquement plus d'essence, des produits de base qui sont gravement défaut, comme le riz et la farine, d'autres qui atteignent des prix exorbitants - vingt fois leur prix d'avant-guerre, comme les œufs, - des villes et des villages privés d'eau courante : la situation a amené le chef du PDK à lancer un appel à l'aide internationale « pour les prochains mois, avant que nous puissions compter sur la prochaine récolte ». Une situation, surtout, qui risque de tourner à la catastrophe avec l'afflux de réfugiés démunis de tout sur des routes constamment menacées par les hélicoptères et les chars irakiens. Certains témoignages font déjà état de colonnes de réfugiés mitraillées par les forces de Saddam Hussein.

A cela s'ajoute la menace d'une répression dans les régions réoccu-

pées par l'armée de Bagdad, dont on peut craindre qu'elle ne soit encore plus dure que toutes celles qui ont précédé. Cette fois-ci, il ne s'agit pas de simples opérations menées par un mouvement de guérilla agissant seul dans ses montagnes : l'insurrection a été générale et rares ont été les adultes à ne pas prendre les armes. Dans les permanences politiques bandées à toute heure de la journée, dans les rues des villes et des villages les plus reculés, personne n'aurait pensé à faire trois pas sans son fusil d'assaut.

En dépit de tout, Massoud Barzani se montrait déterminé, aux premières heures de l'offensive irakienne, à ne pas renoncer au combat. « Si nous perdons cette fois, nous ne nous rendons jamais », Et ce, même s'il se refusait à exclure la possibilité de négociations avec Bagdad, affirmant qu'« aucun parti kurde n'est contre des négociations », à condition cependant que l'on puisse en attendre des résultats positifs. En tout cas, Massoud Barzani était décidé à « ne pas laisser l'ennemi se mouvoir librement au Kurdistan », assurant sa détermination d'une menace précise : « Nous détruirons les installations pétrolières et les barrages (de la région) si et quand nous le jugerons utile ».

YVES HELLER

OLIVER SACKS



L'éveil
(Cinquante ans de sommeil)
L'homme qui prenait
sa femme
pour un chapeau
Migraine
Sur une jambe
Des yeux pour entendre

Collection La couleur des idées

Editions du Seuil

50.000.000

PROCHE-ORIENT

L'exil des nationalistes après la répression en Irak

Plus de deux cent cinquante mille réfugiés sont entrés en Turquie

Plus de deux cent cinquante mille réfugiés kurdes irakiens - deux cent quarante-six mille précisément - sont d'ores et déjà arrivés en Turquie, et cent cinquante mille autres y sont attendus, a-t-on déclaré vendredi 5 avril en fin de matinée, de source turque autorisée. « La frontière turque est ouverte, non pas légalement, mais en fait », a déclaré le gouverneur du sud-est du pays, M. Hayri Hozakoglu.

ISTANBUL

de notre correspondant

Près de la ville d'Uludere, plusieurs dizaines de milliers de Kurdes sont installés, en territoire turc, tout près de la ligne de démarcation entre les deux pays. Faute de les dissuader d'entrer en Turquie, le gouvernement tente au moins d'empêcher les réfugiés de pénétrer plus à l'intérieur du pays et des troupes ont été postées à proximité dans ce but. Selon des témoins dans la région, les réfugiés campent sous une pluie battante et glaciale, protégés par un nombre insuffisant de couvertures et de bâches en plastique rassemblées par la population locale.

Les habitants ont déployé des efforts considérables pour soulager les souffrances des nouveaux arrivants qui sont souvent pieds nus et vêtus légèrement. Les fours communautaires fonctionnent jour et nuit pour fournir du pain, des collectes de sang sont organisées pour soigner les blessés et des provisions et vêtements chauds sont envoyés aux réfugiés qui sont bloqués du côté irakien.

Le gouvernement turc est lui aussi en train de mettre sur pied une opération humanitaire de grande envergure. Mais les moyens dont il dispose sont insuffisants pour faire face à l'afflux massif de réfugiés. Plusieurs pays ont déjà promis leur assistance, la France en particulier. Le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, a effectué

jeudi une visite à la frontière pour évaluer les besoins des réfugiés. Le premier ministre britannique, M. John Major, a également annoncé l'envoi d'une aide humanitaire.

Ces offres, qui sont bienvenues, n'ont cependant pas complètement convaincu les autorités turques d'ouvrir officiellement leur frontière aux réfugiés. Selon le président Ozal, la Turquie ne peut pas héberger les quelque cinq cent mille réfugiés qui sont attendus. L'expérience du passé et notamment l'exode de soixante mille Kurdes irakiens en 1988 ont prouvé que les pays occidentaux, indignés et choqués par la tragédie de ces populations déplacées, sont en revanche peu pressés d'offrir l'asile aux milliers de victimes.

La Turquie s'inquiète de l'influence que les réfugiés, aigris et désespérés, pourraient avoir sur ses propres Kurdes. D'autre part, elle craint l'infiltration de combattants séparatistes du PKK, contre lequel elle lutte depuis 1984. Malgré les démentis catégoriques du ministère des Affaires étrangères, des rumeurs persistantes font état d'incursions en territoire irakien par des troupes d'élite turques qui profiteraient de la situation pour attaquer des camps du PKK situés dans le nord de l'Irak.

La Turquie ne pourra pas résister beaucoup plus longtemps à la double pression exercée par les réfugiés terroristes qui veulent à tout prix quitter l'Irak, et la communauté internationale.

Les propos du président Ozal, lors d'une entrevue accordée à la chaîne de télévision britannique Independent Television News, indiquent un assouplissement de la position turque, face à l'inevitable. Mais le président a habilement renvoyé en affirmant que la Turquie ouvrirait ses portes à des réfugiés kurdes si les pays européens acceptaient d'héberger la moitié d'entre eux. « Quatre cent mille personnes, nous en prenons mille moi-même, nous en prenons mille moi-même », a-t-il déclaré.

NICOLE POPE

Les Kurdes de Clermont-Ferrand confient leurs espoirs et leurs désillusions

Installés sur les hauteurs auvergnètes au cœur de la France, les réfugiés kurdes vivent toujours en pensée dans les montagnes enneigées de leur pays. Impuissants face au drame qui se joue en Irak, ils confient leurs craintes. Et surtout leurs désillusions.

CLERMONT-FERRAND

de notre envoyé spécial

Le 23 mars dernier, ce fut révélation à la salle des fêtes de Vieille-Comte (Puy-de-Dôme). Les réfugiés kurdes, principalement regroupés en Auvergne, étaient arrivés par dizaines, les femmes vêtues de leur tenue traditionnelle - mousseline de couleurs et peilattes argentées - les hommes coiffés de leur « der-suk », turban du combattant. Chacun avait apporté des cadeaux, des yaourts et des instruments locaux. On y dansa.

Et on célébra ce Nouvel An kurde avec la délectation d'une pièce de théâtre que les invités avaient eux-mêmes composée sur les hauteurs auvergnètes, à défaut de pouvoir le vivre là-bas, dans les vallées enneigées du haut Kurdistan. C'était l'histoire d'un dictateur mourant. Pour survivre, il devait boire le sang de deux jeunes garçons chaque jour. Pendant des années, les familles se résignaient à voir partir leurs fils, tués au sacrifice, renaître Choukrie, une femme de trente-quatre ans. Et puis, un jour, un charpentier, qui avait déjà perdu cinq garçons, refusa d'envoyer ses deux derniers fils au bourreau. Il pénétra dans le palais et il

tua le dictateur à coups de marteau. Il y eut quinze jours encore, les spectateurs pouvaient croire au merveilleux tableau final.

Les principales villes kurdes tombaient une à une aux mains de leurs combattants, les peshmergas. Barakés dans leur tour HLM de Clermont-Ferrand ou dans les anciennes maisons ouvrières du bassin minier de la région, les réfugiés qui avaient fui les gaz chimiques en 1988, le torturé ou le menace d'une émigration parce qu'ils comptaient des peshmergas dans leur famille, pouvaient s'emporter, devant leur télévision, dans l'illusion d'un vent de liberté. Peut-être les derniers coups de marteau tant espérés.

« A chaque instant, nous étions prêts à faire la fête. A chaque fois, nous repoussions le moment », soupire Fawziya, une réfugiée de vingt-quatre ans. Quelques années n'ont pas effacé dans l'esprit du retour. Et on soupirait alors aux souvenirs de Hama, cette vieille femme qui, dès son arrivée dans le camp de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme), avait brutalement répondu à un bénévole français : « La seule chose qui me ferait plaisir, c'est que tu m'apportes le tête de Saddam Hussein sur un plateau. Si tu ne peux pas cela, tu ne pourras jamais rien pour moi ».

Aujourd'hui, le euphorisme est terminé. Les réfugiés regardent, consternés, les images de leurs compatriotes en exode. Obéissant flesh-back de leur marche de trois jours et de trois nuits au début 1988 : « Nous, encore, nous étions près de la frontière turque. C'était l'été et nous

avions des mules pour traverser les montagnes », explique Gulzar, une mère âgée de vingt et un ans, entre deux bulletins de France-Info. Mais eux, ils sont coincés dans la neige, sans nourriture, bloqués avec leurs voitures. Ce sont des gens des villes. Ils n'ont pas d'armes pour traverser les cols. Choukria, ancienne expert-comptable en Irak, a momentanément décroché de ses cours à l'université de Clermont-Ferrand où elle avait repris des études de gestion. « Je ne peux plus me concentrer. Nous ne dormons plus. Nous ne mangeons plus. Nous sommes là-bas en permanence ».

« Nous nous battons avec notre sang »

Son frère et ses quatre sœurs restés en Irak ne passent plus un de ces coups de téléphone donnés à la sauvette, malgré l'interdiction du régime. « Pour ne pas se faire repérer, ils allaient dans des bureaux de poste des villes arabes. Ils disaient juste trois mots : bonjour, ça va, et puis ils raccrochaient. » Sa mère, assise en tailleur sur le tapis de la salle à manger, au troisième étage d'une tour donnent sur un supermarché de Clermont-Ferrand, parle toute seule à ses enfants restés au Kurdistan. « Elle ne sort jamais. Elle ne dit pas un mot de français. Quelquefois, elle descend jusqu'au supermarché. Elle vit comme dans une prison ici », dit Choukria.

Fewziya, Choukria, Gulzar ont suivi la guerre du Golfe, déconcertées. « Nous étions perdus, dit

Gulzar. Nous ne savions pas répondre aux questions de nos amis français. Nous étions contents et tristes en même temps. Les Occidentaux s'attendaient à Saddam Hussein. Nous avions l'espoir qu'ils allaient renverser le régime baassiste. Mais nous pensions à cette population civile bombardée. Nos amis mourraient, y compris au Kurdistan ».

« Les Occidentaux ont vendu des armes chimiques à Saddam pendant des années. Saddam est ensuite devenu le diable qu'il fallait abattre. Maintenant, il serait presque redevenu un ami, faute de remplacements qui leur conviennent. Ils ont libéré le Koweït à cause du pétrole », s'insurge Choukria. Nous, nous ne nous battons pas avec notre sang, mais avec notre sang. C'est sans doute pour cela qu'on nous oublie si souvent ».

Gulzar pensait que « deux ou trois jours de guerre supplémentaires suffiraient aux Américains pour renverser Saddam. Ils ne l'ont pas fait. Saddam conserve encore les Scud, les hélicoptères et les armes chimiques pour nous, les Kurdes. Nous ne demandons pas l'impossible. Nous voulons simplement l'autonomie à l'intérieur de l'Irak, un régime démocratique ». Et elle ajoute : « Pourquoi les Kurdes n'ont-ils pas le droit de vivre ? » A côté d'elle, sa fille Nozar feuillette l'album des photos de famille : son père, tué au combat en 1988, sa mère arrivant à l'aéroport de Clermont-Ferrand et sa petite sœur Rendik qui, à trois ans, posait avec une taitchirko dans les bras, au bord d'un torrent kurde...

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Un peuple naufragé

Suite de la première page

Les Etats-Unis ont été autorisés par le Conseil de sécurité à recourir à la force pour libérer le Koweït. Ce mandat ne leur permet pas d'intervenir dans la guerre civile irakienne. Une non-ingérence dans les affaires intérieures a beau s'apparenter à l'occasion à la non-assistance à notion en danger, elle demeure un dogme.

A qui s'ajoute que la perspective de l'établissement, soit seulement dans le Sud, soit à Bagdad même, d'un gouvernement à dominante chiite, vaudrait à tomber tôt ou tard sous le coup de l'Irak, ne séduit moralement pas les monarchies du Golfe. En tout cas, l'administration américaine fait dire qu'elle redoute par-dessus tout la « libération » de l'Irak. L'International Herald Tribune vient d'écrire, sous la signature de Joseph Fitchett, que la politique tend à laisser faire à Saddam le « sale boulot » d'écraser les deux rébellions, en espérant que l'été prochain verra l'arrivée au pouvoir d'une équipe de sunnites d'un commerce plus facile...

Tout cela est bel et bon, mais sonne un peu tout de même comme le langage de Ponce Pilate, alors que soir après soir la télévision nous montre les déchirantes images du martyre kurde. Alors que l'Assemblée générale des Nations unies a adopté en 1976 un « pacte » qui débute en son article premier que « tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes ». Alors que ce droit a été reconnu à des Etats illégitimes comme Saint-Kitts et Nevis, qui, avec 30 000 habitants seulement, ont été admis à l'ONU, et que le Liechtenstein, qui en a moitié moins, est candidat à y entrer. Alors que, dans le monde, une vingtaine de millions, dispersés, pour leur malheur, sur quatre Etats, ne comptent plus les promesses qui leur ont été faites et ensuite oubliées.

Les Kurdes sont, on le sait, des Indo-Européens convertis à l'islam sunnite. Ils sont volontiers reconnus par leurs origines jusqu'aux Mésopotamies. Pasteurs et guerriers, avec de fortes structures tribales, ils se sont regroupés au Moyen Age en principautés qui ont fini par tomber sous le joug ottoman, contre lequel ils se révoltèrent à plusieurs reprises. En 1914, la partie septentrionale du Kurdistan figurait, sans que bien entendu personne ait songé à prendre l'avis des intéressés, au nombre des provinces offertes par la France et la Grande-Bretagne à Nicolas II pour prix de son entrée en guerre à leurs côtés.

Paris se réservait la partie méridionale, avec les pétroles de Mossoul qui devaient d'ailleurs finalement tomber dans l'escarcelle de Londres.

Le traité de Sévres

La révolution d'Octobre permit aux Alliés d'oublier leurs engagements vis-à-vis de la Russie, et c'est donc sans elle qu'ils se partagèrent, par le traité de Sévres du 20 août 1920, les possessions du sultan, auquel n'était guère laissée l'Anatolie, amputée de Smyrne et de l'Arménie. Il était prévu par le traité qu'une commission franco-anglo-italienne préparerait « dans les six mois un schéma d'autonomie locale pour les régions à prédominance kurde situées à l'est de l'Euphrate, au sud de la frontière sud de l'Arménie... et au nord de la frontière de la Turquie avec la Syrie et la Mésopotamie » (qu'on appelle pas encore l'Irak). La Turquie s'engageait d'autre part à mettre en œuvre une « recommandation » des dispositions du traité. Celui-ci, de toute façon, n'a jamais été appliqué, son extrême sévérité à l'égard des Turcs ayant provoqué la révolte qui devait aboutir à la proclamation de la République et à l'expulsion des Grecs.

Les dirigeants kurdes se réfèrent souvent à ce texte, dont le moins qu'on puisse dire est que la prédisposition n'était pas le trait dominant, au contraire de la plupart des autres traités d'occupation. Mais, en 1920, les Kurdes n'étaient pas des Kurdes, ils étaient des Turcs. C'est pourquoi, à l'égard des Turcs ayant provoqué la révolte qui devait aboutir à la proclamation de la République et à l'expulsion des Grecs.

la jeune République et l'Occident, il se retourna contre eux.

Il nia purement et simplement l'existence d'une nation kurde, déclara les intellectuels et écrivains sans état d'âme trois insurrections successives. Longtemps Ankara a affecté de ne considérer l'Irak comme des « Turcs » récemment séparés de la Turquie. C'est pourquoi le président Ozal a déclaré qu'il ne pouvait pas parler de ce qu'il appelle une solution « basque » à un problème qui a entretenu depuis des années un climat de violence dans l'est du pays, et envoyé en prison des milliers de nationalistes.

L'attitude de l'Irak n'est pas très différente. Ses Kurdes s'estiment délaissés à ses yeux. Les Persans comme les Arabes ne partent pas pour eux. C'est pourquoi son territoire qu'a été proclamé, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, la seule République kurde indépendante qui ait jamais existé.

Le réalisme du chah

Fortement soutenu par Staline, qui avait donné à son président Barzani ses étoiles de général et se servait de ses propres Kurdes - une centaine de milliers - pour agir sur ses voisins, elle ne devait pas survivre à la première épreuve de force de la guerre froide, qui conduisit l'URSS à évacuer le 25 mars 1946 l'Azerbaïdjan d'Irak.

Si par la suite le chah s'est intéressé à des Kurdes, c'est essentiellement à ceux d'Irak, dont la lune de miel avec le régime baassiste, après la révolution de 1958, suivie de la reconnaissance de leur autonomie, avait été de courte durée. Dans la lutte qui l'opposait à Bagdad pour le contrôle du Chah-Arab, il fut trop heureux de trouver Barzani, cette fois, à ses côtés. Mais cette alliance était purement tactique et conjoncturelle : dans un entretien accordé au Monde en juin 1974, le souverain ne fit aucune difficulté pour reconnaître qu'il n'appuyait les peshmergas - les combattants kurdes - que pour empêcher l'Irak de gagner, et pas pour gagner eux-mêmes. Il craignait trop en effet les répercussions que l'accès des Kurdes d'Irak à l'autonomie n'aurait pas manqué d'avoir sur le comportement de leurs frères d'Irak. Aussi bien, au lieu de leur jeter quelques mois plus tard, à Alger, dans les

bras de Saddam Hussein et conclure avec lui un compromis sur tous les problèmes bilatéraux, sous les souriantes auspices de Houari Boumediène.

Une fois de plus les Kurdes ont éprouvé ce jour-là le sentiment d'avoir été trahis : Barzani allait mourir quelques années plus tard, en exil aux Etats-Unis. Et sans doute d'est-il pas excessif de parler, dans leur cas, d'un « pacte » avec le régime baassiste, Bagdad étant sans nul doute le principal coupable, même s'il faut bien reconnaître, avec Stéphane Verasimos, que « l'adversaire principal d'un Kurde fut le plus souvent le Kurde de la tribu voisine » (1), ce qui explique, entre autres, que dans le conflit irako-iranien, les populations kurdes stationnées de part et d'autre de la frontière n'aient à aucun moment vraiment essayé d'unir leurs efforts.

C'était moins vrai sur la frontière turque. Des Kurdes l'ont apparemment franchie nombreux dans un sens lorsqu'ils ont cru, après la défaite de Saddam dans la guerre du Golfe, que l'heure de la libération avait enfin sonné pour eux. Des dizaines de milliers de réfugiés qui manquent de tout s'y présentent aujourd'hui, sous le vent glacé, en ayant perdu leurs illusions. On en compte davantage encore sur la frontière avec l'Irak.

La communauté internationale, qu'on eût si impatientement rétabli la loi au Koweït, ne peut sans se déshonorer rester sourde à ce nouveau drame. Elle doit exercer sur Saddam Hussein toutes les pressions nécessaires pour qu'il cesse de terroriser le Kurdistan et les provinces chiites du Sud. Et encourager, en les y aidant, les autorités turques à ouvrir largement les portes à leur pays à ce peuple naufragé.

Combien dérisoires, à défaut, sonneraient ces paroles adressées par George Bush, le 6 mars dernier, au congrès des Etats-Unis : « Deux fois auparavant dans ce siècle la Terre entière a été secourue de l'espoir d'une paix durable est né des horreurs de la guerre. Deux fois auparavant ces espoirs se sont révélés n'être qu'un rêve désigné, hors de portée de l'homme... Maintenant, nous pouvons voir un nouveau monde surgir sous nos yeux... »

ANDRÉ FONTAINE

(1) Stéphane Verasimos, « Turquie : les choix difficiles », Hérodote, 3^e et 4^e trimestres 1990.

La longue quête de l'autonomie

Suite de la première page

Le 29 mars, cinq personnalités kurdes entraient au gouvernement, et en juillet une nouvelle Constitution provisoire, reconnaissant les droits nationaux kurdes, était proclamée.

Le « printemps de mars 1970 » fut cependant de courte durée - six mois à peine, selon les dires d'une personnalité kurde - et dégénéra rapidement en une situation de « guerre civile ». L'armée irakienne tenta de s'implanter dans les régions contestées afin d'en modifier l'équilibre ethnique dans le but de fuir les résultats d'un recensement prévu pour octobre 1971. Lentement, mais sûrement, le fossé économique entre les deux parties du pays se creusa, défavorisant le développement du Nord. Les Kurdes exigent surtout la fin du rôle dirigeant du Baas au sein du Conseil de la révolution, du gouvernement et de l'armée, qui, selon eux, rend illusoire toute velléité de démocratiser le régime.

Deux événements accentuèrent alors la détérioration des relations entre le pouvoir et le Parti démocratique du Kurdistan (le PDK du légendaire général Barzani) : la signature en avril 1972 du traité d'amitié soviéto-irakien, suivie de près par la nationalisation du consortium pétrolier de l'IPC, qui renforça l'emprise du gouvernement sur les gisements pétroliers de Kirkouk, « situés en terre kurde ».

Premier résultat : l'alliance qui s'était forgée entre une lutte commune contre le Baas entre le PDK et le Parti communiste se relâcha. Les communistes prêchent aux Kurdes la modération afin de faire face « aux pressions conjuguées de l'impérialisme américain et de son allié iranien ». Un conseil qui ne sera pas écouté par le général Barzani, prêt à « s'allier avec le diable » pour obtenir la satisfaction des droits kurdes. En juin 1973, le général Barzani va même, dans un entretien au Washington Post, jusqu'à critiquer la nationalisation de l'IPC, affirmant qu'il aurait préféré

confier l'exploitation des gisements pétroliers de Kirkouk à une compagnie américaine, à condition que Washington lui fournisse une assistance militaire, vraisemblablement par le truchement de l'Iran.

L'accord d'Alger

Les deux camps sont alors pratiquement au bord de la rupture. Les incidents se multiplient dans le nord du pays, et les négociations qui se déroulent depuis un an en vue de la formation d'un Front national qui regrouperait le Baas, le PC et le PDK échouent. Le 11 mars 1974, le président Hassan El Bakr proclame le nouveau statut d'autonomie, et quatre jours plus tard, le vice-président Saddam Hussein donne au général Barzani un délai de quinze jours pour l'accepter et rejoindre le Baas et le PC au sein du Front national progressiste.

Un ultimatum que le chef kurde rejette aussitôt, rendant ainsi inévitable l'épreuve de force. L'application unilatérale du statut d'autonomie sans l'assentiment des principaux intéressés rallume la guerre civile interrompue en mars 1970, cette fois-ci avec la participation active de l'Iran aux côtés des Kurdes.

Avec l'aide de Téhéran qui lui fournit un matériel lourd, le général Barzani vole de succès en succès dans le nord du pays, mais ne semble pas réaliser qu'il demeure à la merci du chah, qui peut à tout instant lui retirer son aide en concluant un accord avec Saddam Hussein. C'est précisément ce qui arrivera le 6 mars 1975 au cours de la grande réconciliation irano-irakienne d'Alger « sur le dos des Kurdes ». Dans les huit heures qui suivent les embrassades d'Alger, les canons de l'armée iranienne remorquent vers la frontière le matériel militaire futur aux Kurdes, les privant ainsi de pièces d'artillerie, munitions, équipements lourds et même des vivres.

Qui plus est, les Iraniens menacent d'intervenir militairement aux côtés des Irakiens pour assurer le

50-100

EUROPE

URSS

Le Congrès de Russie accorde des pouvoirs spéciaux à M. Eltsine

Les élections d'un président russe auront lieu le 12 juin prochain, a décidé, vendredi 5 avril, le Congrès des députés de Russie. Il a également confirmé l'octroi des « pleins pouvoirs » au président du Soviet suprême de Russie Boris Eltsine.

Porté par les grèves qui continuent à se développer dans le pays, Boris Eltsine a provoqué la surprise, jeudi, en déclarant qu'il ne retournerait pas à la présidence de la Russie. Il a approuvé le principe de lui accorder des « pouvoirs extraordinaires », un peu à l'image de ceux que M. Gorbatchev avait obtenus du Parlement de l'Union.

Profitant du fait que le Congrès venait de voter une résolution préconisant un programme économique « anti-crise » pour la Russie, M. Eltsine a pris la parole pour expliquer que celui-ci ne pourrait être appliqué si lui-même n'était pas doté de pouvoirs exécutifs. Par 588 voix contre 292 et 73 abstentions, les députés ont dit « oui ». La résolution détaillant ces pouvoirs devait encore être votée point par point, et le fraction communiste du Congrès s'est récusé, en boycottant la commission qui devait mettre au point le texte final. Mais il s'agit d'un combat d'arrière-garde, même si les escarmouches ne vont pas manquer de se prolonger.

Le président du Parlement russe est ainsi en voie de marquer un point capital, même si ses pouvoirs risquent d'être aussi abstraits que

ceux de son rival. Les communistes de Russie, qui avaient convoqué ce Congrès extraordinaire pour tester de désavouer leur président, ont pu, durant une semaine de session, que se livrer à des tactiques d'obstruction. Ce qui leur avait permis d'empêcher M. Eltsine d'obtenir la mise en route immédiate de son élection au suffrage universel, comme l'ont souhaité les électeurs de Russie lors du référendum du 17 mars.

M. Eltsine aurait pu accepter ce délai, qui n'aurait fait qu'accentuer le discrédit des communistes, en se réfugiant derrière la paralysie « imposée au gouvernement russe » par le pouvoir central. Mais il a pris le risque de demander des pouvoirs réels et a obtenu le soutien d'une majorité de députés so-

laisant justement ses adjoints laisser planer la possibilité de sa propre démission et de celle de son gouvernement de Russie, c'est-à-dire des seuls dirigeants ayant une petite chance d'obtenir une fin des grèves.

Elections russes le 12 juin

M. Eltsine a pris soin de faire comprendre que les pouvoirs qu'il demandait n'étaient pas si « forts » que ceux obtenus formellement par M. Gorbatchev. Il ne pourra ni dissoudre les assemblées élues ni proclamer l'état d'urgence. De plus, ses nouveaux pouvoirs ne seraient en vigueur que jusqu'à l'élection présidentielle, qui se déroulera le 12 juin prochain, avec un Congrès

Grèves et manifestations à Minsk

La première grosse réaction sociale aux fortes hausses des prix intervenues le 2 avril en URSS s'est produite à Minsk, capitale de la Biélorussie, une République tenue par les conservateurs et qui était jusqu'ici restée relativement à l'abri de la tourmente générale.

Selon l'agence de presse indépendante Interfax, des grèves ont éclaté dans les principales entreprises de Minsk, jeudi 4 avril en fin de matinée. Au même moment, une foule d'environ dix mille personnes marchait vers le siège du gouvernement, place Lénine, réclamant notamment de fortes augmentations de salaires, auxquelles

s'ajoutaient rapidement des revendications politiques : démission du président Gorbatchev et du gouvernement soviétique, nouvelles élections parlementaires.

Le mouvement, a précisé Interfax, était coordonné par l'Union des travailleurs et par « l'aile radicale » du Front populaire biélorusse. En fin de soirée, l'un des organisateurs du comité de grève, M. Alexandre Galkovitch, indiquait à l'AFP que la grève était suspendue jusqu'au 10 avril et que, en attendant, des élections de représentants du comité de grève allaient se tenir dans les usines, en vue de négociations avec le gouver-

nement de Biélorussie. Parallèlement, aucune acclamation n'était perceptible sur le front des mineurs en grève depuis plus d'un mois : leurs comités de grève se sont prononcés pour la poursuite du mouvement, en dépit des concessions salariales offertes par le gouvernement soviétique. Jeudi soir, la télévision a diffusé des images d'une rencontre de M. Gorbatchev avec des mineurs. Visiblement irrité, le président soviétique a déclaré aux mineurs : « Il est possible qu'on cherche à me faire tomber, ce n'est pas nouveau. Mais ce ne sont pas des cris sur la place publique qui y parviendront. »

ALBANIE

Le succès de la grève générale est difficile à apprécier

TIRANA
de notre envoyé spécial

Laotée à l'initiative du Parti démocratique, la principale formation de l'opposition, les hommes à la tête des trois victimes des incidents du mardi 2 avril à Shkoder, la grève générale de mercredi en Albanie n'a été ni un succès ni un échec. Tout simplement, parce que dans un pays dont l'économie fonctionne au ralenti depuis plusieurs mois - voire depuis quarante-six ans, comme disent les mauvais langues - il est impossible de déterminer si un appel à la cessation de travail a été ou non suivi.

D'autant plus que la grève ne concernait que les « vitaux » du pays - les seuls qui fonctionnent tant bien que mal en période normale - et que les difficultés de communication rendent un jugement encore plus aléatoire. Disposant de peu de moyens, le Parti démocratique, comme l'Union des syndicats libres qui l'a soutenu, n'avaient pas

non plus la possibilité matérielle de lancer cet appel à la grève sur l'ensemble du territoire.

Des tracts avaient été distribués à l'intérieur des usines où mis sous les portes des appartements des jeudi matin. Apparemment, à Tirana, et dans quelques autres grandes villes, le mouvement a été suivi par une large majorité des ouvriers qui sont venus à l'usine mais n'ont pas travaillé. Comme dans cette fabrique de bicyclettes où sept cents personnes sur huit cents ont observé le mot d'ordre : « Nous sommes solidaires des gens de Shkoder » disent les grévistes.

En revanche, la mine de Valias, à 15 kilomètres de la capitale, continuait à fonctionner. « Cette grève va contre les intérêts du peuple », déclare le directeur. Pas de grève non plus pour une usine de chaussures qui exporte ses produits vers l'Italie et dont les capitaux viennent aussi de la péninsule. « Physiquement, nous sommes au travail, mais mentalement, nous sommes avec les

gens de Shkoder », déclare Malinda Kote, vingt ans. « Mais nous avons trop peur de perdre notre travail », disent les ouvrières. La directrice de l'usine est violemment opposée au mouvement : « A cause de la démocratie pluraliste. Si tous les partis appelaient chaque jour à une grève générale, le pays ne travaillerait plus. »

Au cours d'une conférence de presse tenue jeudi, M. Genz Pollo, le porte-parole de l'opposition, a indiqué que les incidents de mardi avaient fait coïncider quatre morts, un militant du Parti démocratique, qui avait été grièvement blessé, ayant succombé dans la nuit de mercredi. M. Pollo a d'autre part insisté sur « les actes de terreur et d'intimidation » dont seraient victimes de nombreux responsables de l'opposition : de l'explosion de bombes devant les sièges des partis aux licenciements de militants du Parti démocratique « pour des raisons politiques ».

JOSÉ-ALAIN FRALON

YUGOSLAVIE

Le gouvernement fédéral condamne le rattachement de la Krajina à la Serbie

BELGRADE

de notre correspondante

Le gouvernement fédéral a condamné, jeudi 4 avril, la décision des Serbes de Croatie de se séparer de cette république et de se rattacher à la Serbie. Le redécoupage des frontières ne peut qu'aggraver les conflits, a estimé le gouvernement, qui a ajouté que la création de territoires autonomes était anticonstitutionnelle et n'avait aucune valeur juridique. Le gouvernement yugoslave est le premier organe fédéral à prendre position sur cette question.

Néanmoins, le gouvernement et le Parlement de Serbie se sont également prononcés contre la proposition du mouvement serbe du Renouveau de proclamer le rattachement à la Serbie de la Krajina, car elle remet en question la déclaration du Parlement de Serbie selon laquelle « la crise doit être réglée pacifiquement ».

Les présidents des six républiques de la fédération se sont d'ailleurs rencontrés jeudi à Belgrade. C'est la deuxième fois que ces dirigeants se retrouvent en dehors de la présidence fédérale pour discuter de l'avenir du pays. Compte tenu de la tension entre la Serbie et la Croatie, la suite du conflit sur la Krajina, la poursuite du dialogue peut être considérée comme un

succès. Cependant, comme lors de la première réunion à Split, le 28 mars, cette rencontre a mis au jour les profondes divergences qui divisent les six républiques.

La Serbie et le Monténégro préconisent le maintien de la fédération, seule formule envisageable pour sauvegarder un Etat yougoslave. Le président serbe, M. Slobodan Milosevic, estime que l'instauration d'une confédération équivaldrait à la disparition de la Yougoslavie. Les quatre autres républiques préconisent un modèle confédéral qu'elles définissent comme une communauté d'Etats souverains. Toutefois, il existe entre ces quatre républiques des points de désaccord. La Bosnie-Herzégovine insiste notamment pour que la communauté soit un Etat composé de républiques souveraines disposant d'une armée unique et d'une seule monnaie.

An contraire, la Slovaquie et la Croatie préconisent une union où chaque Etat-république serait souverain et disposerait de ses propres forces armées. Pour la défection de l'ensemble de la communauté, il n'est pas exclu cependant de créer une armée commune. En outre, la Slovaquie estime que chaque république doit disposer du droit à l'indépendance. Les débats se poursuivront dès la semaine prochaine en Slovaquie.

FLORENCE HARTMANN

POLOGNE : en l'absence d'accord soviéto-polonais

L'URSS fixe unilatéralement un calendrier de retrait de ses troupes

L'URSS a décidé unilatéralement de commencer le retrait de ses troupes de Pologne le 8 avril pour l'achever fin 1993, alors que Varsovie demande que le retrait soit terminé fin 1991, a annoncé jeudi 4 avril à la presse un responsable de l'armée polonaise, le général Zdzislaw Ostrowski.

La première unité soviétique à quitter la Pologne dans le cadre de ce calendrier sera donc une unité de missiles tactiques ; comptant, outre les missiles (conventionnels), 1 200 hommes. Plusieurs milliers de militaires soviétiques, appartenant à huit unités différentes, ont déjà été rapatriés depuis juillet dernier. Le contingent soviétique en Pologne compte quelque 50 000 hommes ce qui, avec leur famille et le personnel d'accompagnement, aboutit à un total de 95 000 personnes.

Plusieurs rounds de négociations soviéto-polonaises sur le calendrier de retrait n'ont pas permis de dégager un accord. Tout en notant que le calendrier décidé par les Soviétiques était « unilatéral », le général Ostrowski a estimé que ce retrait constituait « un pas dans la bonne direction ». Le calendrier soviétique, a-t-il précisé, prévoit le départ de quelque 10 000 hommes cette année, soit 20 à 25 % des effectifs ; le retrait de 40 à 50 % des troupes en 1992, et le reste en 1993.

Cette question, qui retarde apparemment un éventuel voyage du président Walesa en URSS, a été évoquée par le premier ministre polonais, M. Jan Krzysztof Bielecki, qui se trouvait jeudi en visite officielle à Moscou, qui s'est également entretenu avec ses interlocuteurs soviétiques, dont M. Gorbatchev, de l'élaboration d'un nouveau traité soviéto-polonais de bon voisinage.

Un sondage sur l'attitude des Polonais estiment que « l'influence des gens qu'ils considèrent comme juifs est trop grande » dans le pays, malgré le départ quasi total de Juifs en Pologne, selon un sondage de l'institut CBOS publié jeudi 4 avril par la presse polonaise. (AFP)

Un livre d'Alexandre Iakovlev le « père » de la glasnost

Un sceptique égaré dans l'agit-prop

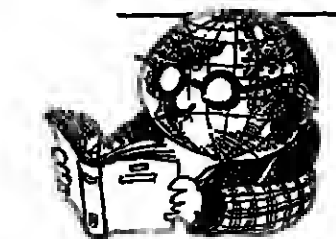
Alexandre Iakovlev est un personnage-clé de la perestroïka, du moins de ses débuts les plus prometteurs, lorsque, après avoir été placé par Mikhaïl Gorbatchev à la tête du service de propagande du parti en août 1985, il a lancé à grande échelle la glasnost.

Pendant quatre ans, jusqu'à son départ du bureau politique du parti l'été dernier, il est resté l'intellectuel éclairé de la nouvelle époque, celui qui renversait les tabous et dévoilait les crimes stalinien (il dirige depuis 1987 le commission ad hoc du parti). Bref la coqueluche des journalistes moscovites, qui trouvant en lui un protecteur face à Egor Ligatchev, l'apparechik orthodoxe. Et aussi, très vite, la bête noire des réactionnaires et autres nationalistes, qui voient en lui la pointe avancée du « complot judéo-maçonnique » lancé contre la Sainte Russie.

Venu présenter à Paris un livre d'entraîneur avec l'universitaire Lily Marcou, Alexandre Iakovlev resta en tout cas fidèle à son image de « conseiller de l'ombre ». Témoin de la lutte acharnée qui se livre au sommet et dans laquelle il a perdu lui-même quelques plumes, il se refuse à éter des noms et encore plus à mettre en cause son patron et protecteur.

Ancien membre du conseil présidentiel mis en place à y a un an, il n'a pas trouvé place au conseil de sécurité qui l'a remplacé. Mais, à cinquante-sept ans, il reste influent en tant que « conseiller principal » du Président. À la tête d'une équipe d'une dizaine de personnes environ.

Pas question non plus d'être pessimiste. Pour lui, la perestroïka ne va pas si mal, elle va progresser, « malgré la confusion actuelle », dans le sens de « la gauche », une gauche prise dans son double sens : radicale démocrate à l'Est, social-démocrate à l'Ouest. Même dans les anciens pays communistes d'Europe de l'Est, les peuples refusent, « pour l'instant », un socialisme qui a été « anéanti » par la contre-révolution stali-



nienne, mais il s'achemine malgré tout vers un « socialisme post-thermidorien » aux contours d'autant plus flous que son père spirituel rejette les « formules usées » telles que socialisme et capitalisme : « Il faut dans l'immédiat construire une société « normale », confie-t-il à Lily Marcou, de bon sens, capable de nourrir les gens, dans laquelle chacun pourra acheter ce qu'il veut, vivre dans l'appartenance de son choix, se sentir en sécurité. » Et cette odeur plus sur pas de problème plus sur le plan international : « A quoi bon avoir des alliés si l'on n'a plus d'ennemis ? »

Les réflexes de la « double pensée »

Bref, un curieux mélange d'optimisme et de scepticisme, d'ambiguïté aussi dans la mesure où ce vétérinaire de l'agit-prop stalinien, sympathisant ascret de Dubcek en 1988 et éloigné quelques années plus tard pour un article hostile au chauvinisme russe (mais dont il rougit aujourd'hui tant il était coulé dans la langue de bois), n'a pas perdu encore tous les réflexes de la « double pensée ».

Ainsi, Alexandre Iakovlev, naguère interlocuteur privilégié des Batas, tient aujourd'hui sur leur compte des propos d'une fermeté très gorbatchévienne, ignorant les référendums tenus dans la région cette année et exigeant une nouvelle consultation dont il feint de croire qu'elle donnera des résultats favorables au maintien des Républiques concernées dans l'Union.

À la différence de son ancien collègue et complice Edouard Cheveredneze, Alexandre Iakovlev n'est visiblement pas l'homme des démissions spectaculaires. C'est tant mieux pour M. Gorbatchev, mais sans doute un peu dommage pour ses lecteurs, qui devront attendre encore quelque temps pour connaître ses vrais souvenirs.

MICHEL TATU
► Ce que nous voulons faire de l'Union soviétique, le Samedi, 156 pages, 79 F.

BÉNIN

Investiture du président Soglo

Le nouveau président, M. Nicéphore Soglo, qui avait été élu pour un mandat de cinq ans, le 25 mars, a été investi, jeudi 4 avril, devant Mgr de Souza, archevêque de Cotonou et président du Haut Conseil de la République, au cours d'une cérémonie officielle qui a été écourtée. L'entretien en tête à tête qu'il devait avoir avec son prédécesseur, le général Mathieu Kérékou, n'a pas eu lieu.

Le nouveau chef de l'Etat qui était rentré, la veille, de Paris où il avait été hospitalisé, est apparu

à l'extrême droite occultée de l'appel. - La cour d'appel de Bologne a acquitté, jeudi 4 avril, pour insuffisance de preuves, deux militants néofascistes, Mario Tutti et Luciano Franci, condamnés à perpétuité pour un attentat contre la gare de Bologne qui, le 4 août 1974, avait fait douze morts et quarante-huit blessés. Le 18 juillet dernier, la cour d'appel avait déjà annulé le jugement condamnant à la prison à vie quatre militants d'extrême droite reconnus coupables d'avoir organisé l'attentat du 2 août 1980 à la gare de Bologne, qui avait fait 85 morts. - (AFP, Reuters).

extrêmement fatigué et a été soutenu par sa femme et des membres du protocole, pendant la cérémonie qui n'a pas été interrompue en direct comme prévu. Les photographes et les caméramans, à l'exception de ceux de la télévision nationale, n'ont pas été autorisés à prendre des images du président, son entourage craignant manifestement leur impact négatif sur l'opinion publique. - (AFP)

ÉTATS-UNIS

Mort accidentelle du sénateur républicain John Heinz

Le sénateur républicain John Heinz, un des héritiers de l'immense empire de l'industrie alimentaire du même nom, est mort jeudi 4 avril, dans une collision aérienne, au-dessus de Philadelphie, qui a fait sept morts. John Heinz, qui représentait la Pennsylvanie au Sénat, avait cinquante-deux ans. Petit-fils du fondateur de la société Heinz, il détenait 5,59 % du capital de la firme dont il était le plus gros actionnaire. Sa fortune avait été estimée en 1988 à 350 millions de dollars. Formé à Yale et Harvard, il s'était écoulé une réelle popularité en Pennsylvanie en dépit de son image glacée de « patricien » et passait pour un libéral. Réélu régulièrement au

Sénat depuis 1976, M. Heinz était membre de la commission des affaires bancaires et d'urbanisme.

La collision s'est produite entre un petit avion et un hélicoptère qui se sont écrasés en flammes à une cinquantaine de mètres d'une école primaire. Deux enfants de l'école sont parmi les victimes. - (Reuters, AFP)

EL SALVADOR

La guérilla accepte de négocier un cessez-le-feu

Le gouvernement et la guérilla du Salvador ont repris leurs négociations de paix, jeudi 4 avril à Mexico. Les guérilleros du Front Farabundo-Martí de libération nationale, représentée par les commandants Joaquín Villalobos et Shafick Handall ainsi que par des responsables opérationnels venus de zones de combat, ont accepté pour la première fois de discuter d'un éventuel cessez-le-feu. La délégation gouvernementale est conduite par M. Oscar Santamaría, ministre de la présidence, accompagné du colonel Mauricio Vargas, chef d'état-major adjoint de l'armée. Les pourparlers se déroulent en présence du représentant personnel du secrétaire général de l'ONU, M. Alvaro de Soto. - (AFP)

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

POLITIQUE

Ministre délégué à la santé depuis six mois
M. Durieux cultive la fleur bleue de l'ouverture

Le 2 octobre dernier, M. Bruno Durieux, député du Nord, CDS, entré au gouvernement, le ministre délégué à la santé était plus que jamais à l'ouverture comme remède aux maux de la politique française.

«Heureux!» Dans son laboratoire du ministère de l'énergie de Ségur, M. Durieux ne dissimule pas son bien-être. C'est un cas : pas le moindre état d'âme, aucun indice de stress, nul soupçon de crainte de demain qui pourraient déchanter. Ce ministre-là a le moral intact. Non, il ne regrette rien. Parce que, dit-il, ce métier, tout simplement, le passionne. «Si je n'avais pas tenté cela, affirme-t-il, si j'avais décidé de rester, pépère, député du Nord, je me serais ennuyé à l'extrême parce qu'il me fallait découvrir une équipe gouvernementale accueillante».

MM. Jean-Pierre Soisson et Michel Durieux, les parrains de l'ouverture, l'avaient mis tout de suite au parfum socialiste : «Tu verras, ils sont vraiment sympas...» Il n'a pas été déçu. Ah! bien sûr, le voisinage avec son ministre de tutelle, ministre des affaires sociales, M. Claude Evin, n'a pas été toujours, ces dernières semaines, de tout repos. Les ententes se sont prises en grippe, la presse s'en est fait écho, mais M. Durieux ne s'en amuse point : la petite histoire des gouvernements fourmille de ce genre de bisbilles.

Heureux, M. Durieux l'est, surtout, parce qu'il pense avoir personnellement vérifié que centristes et socialistes peuvent aujourd'hui, ensemble, travailler au bien du pays sans renier quoi que ce soit de leurs convictions.

«Ces six mois sont la preuve, selon moi, explique-t-il, que les centristes peuvent parfaitement coopérer avec le gouvernement et la majorité qui le soutient. Pendant le conflit du Golfe, je n'ai pas eu la moindre interrogation et, comme centriste, je suis parfaitement à l'aise au sein de ce gouvernement pour mettre en œuvre mes idées. Quand j'entends M. Marchand s'exprimer au conseil, quand j'entends MM. Bérégovoy ou Dumas, je n'ai jamais le moindre état d'âme.»

Au fil de ces derniers mois, M. Durieux est devenu, imperceptiblement, l'un des maillons forts de la chaîne de l'ouverture. Il est l'homme qui préserve des contacts étroits avec les centristes du CDS, auprès duquel il vient de renouveler son adhésion. Il les reçoit. Ils le consultent. Ces derniers jours, ils l'ont convenu davantage qu'ils n'ont plus grand effort à faire pour sauter, à sa suite, le pas. «Tous les grands sujets importants montrent que nous nous entendons de plus en plus en porte-à-faux par rapport à l'opposition. On l'a vu sur le projet Dabene, on le verra sur les questions d'éthique, sur l'Europe et le Front national. La geste que j'ai fait était un geste d'eudécia. Ils devaient, un jour, s'y résoudre.»

Entre M. Barre et M. Mitterrand

M. Durieux en veut beaucoup à M. Pierre Méhaignerie de n'avoir pas su saisir à pleines mains toutes les occasions qui se sont présentées à lui depuis deux ans. Il espère que, bientôt, des gens comme MM. Bernard Bosson, Jacques Bertot et Bernard Stasi parviendront, enfin, à faire bouger leur parti dans le bon sens.

Il est l'homme, aussi, qui fait la



jonction entre M. François Mitterrand et M. Raymond Barre, et ce n'est pas là son moindre rôle. Bariste, M. Durieux l'est resté sans conditions. La semaine dernière encore, les deux hommes d'ailleurs ensemble. Quoi qu'il advienne, l'ancien premier ministre restera longtemps, selon lui, utile à la République. «Son influence demeure grande, y compris sur ce gouvernement, affirme-t-il. Les ministres ont une réelle estime pour lui, même s'ils ne comprennent pas toujours ce qu'il veut. M. Joxe me le demandait encore récemment : «Qu'est-ce qu'il cherche, ton Barre?» Quand, moi, je pose la question à M. Barre, il me répond que sa seule «lucarne» politique est d'espérer, un jour, imposer les grandes échéances.»

Mitterrandiste? M. Durieux s'est découvert, depuis six mois, cette vocation. A l'en croire, il n'aurait jamais rencontré le président avant son entrée au gouvernement. Aujourd'hui, ils devisent régulièrement, ensemble, de poli-

tique. «J'ai l'intime conviction, explique-t-il, que le chef de l'Etat est fermement décidé à maintenir l'ouverture. C'est pour cela que ceux qui, à droite, veulent exploiter de manière politique les difficultés de la conjoncture en seront pour leurs frais. Mais des gens comme M. Méhaignerie, M. Mitterrand ne le font pas. Le France, m'a-t-il dit l'autre jour, n'a qu'un grand leader centriste, c'est M. Barre!»

Heureux à Paris, M. Durieux dit l'être aussi à Lille, où il prétend avoir été localement bien compris. «Ma nomination, juge-t-il au bout du compte, n'a pas jeté le trouble dans les appareils politiques. Incapables de créer un mouvement positif, ceux-ci n'ont plus, aujourd'hui, qu'un pouvoir de nuisance. Notre situation politique exige, maintenant, de la mobilité, de la fluidité. L'électorat, lui, a fait sa mutation. Tous les centristes devraient s'en convaincre. Chez moi, les gens ont fini par comprendre que je n'avais pas changé d'idées. C'est tout ce qui leur importe.»

Pour vérifier tous ces propos optimistes sur l'ouverture et sur son «bon choix», M. Durieux compte ne pas rester sur le bas-côté des prochaines élections. Aux régionales de l'an prochain dans le Nord, il songe à conduire une liste d'ouverture, au label bien centriste. Aux législatives qui suivront, il promet déjà de se représenter devant les électeurs de sa quatrième circonscription. Spécimen d'une nouvelle race «mitterrand-bariste», ce ministre de la santé a, décidément, un moral d'acier. Et comme on dit dans le Nord comme partout ailleurs, tant qu'on a la santé...

DANIEL CARTON

Elu par vingt-cinq voix sur quarante et une

M. Flosse a formé le nouveau gouvernement de la Polynésie française

PAPEETE

de notre correspondant

Fin provisoire du feuilleton post-électoral polynésien : M. Gaston Flosse, ancien secrétaire d'Etat, ancien député RPR, chef du Tahiti Nui (Rassemblement du peuple), a retrouvé la présidence du gouvernement territorial dont il avait été chassé, en décembre 1987, par une coalition formée à l'initiative de son ancien protégé, M. Alexandre Léontoff, député non inscrit de la première circonscription.

Il a été élu, jeudi 4 avril, au premier tour du scrutin organisé au sein de la nouvelle assemblée locale, par vingt-cinq voix contre quatre au candidat indépendantiste, M. Oscar Temaru, maire de Faaa. Il a bénéficié des suffrages des sept élus du groupe du Aia Api (Parti nouvelle), dirigé par son nouvel allié, M. Emile Verneudon, député non inscrit de la deuxième circonscription, qui préside désormais l'Assemblée territoriale. M. Léontoff et les onze autres membres de l'Union polynésienne, qui constitue maintenant l'opposition, n'ont pas participé au scrutin; ils ont quitté la salle après que M. Verneudon eut rejeté une demande liminaire de prière collective formulée par M. Moioi Tcuiant, élu des îles Sous-le-Vent, au motif qu'il était préférable que chacun des deux camps fit sa prière dans son coin.

Le nouveau gouvernement de la Polynésie, dont la composition a aussitôt été annoncée par M. Flosse, comporte, comme prévu, huit membres.

Conformément à l'accord de majorité conclu entre M. Flosse et M. Verneudon, le Tahiti Nui dispose de cinq portefeuilles (vice-présidence, santé, solidarité, habitat et recherche : M. Michel Buillard; finances, réformes administratives : M. Patrick Peauclier; mer, archipels, affaires foncières, relations avec l'Assemblée territoriale et le comité économique, social et culturel : M. Edouard Fritch; aménagement, urbanisme, équipement et écologie : M. Gaston Tong Sang; agriculture et artisanat : M. Hamoetini Legrand) et le Aia Api en détient trois (PTT, jeunesse, sports : M. Jean-Claude Terrierot; éducation, emploi, travail, formation professionnelle : M. Joël Buillard; qualité de la vie, culture, environnement et transports terrestres : M. Pierre Debors).

La présence de M. Debors au sein de cette équipe semble traduire la fin de la brouille entre le maire de Moorea et M. Verneudon. Celui-ci avait guère goûté le rôle déterminant de celui-là dans l'alliance avec M. Flosse imposée à M. Verneudon par ses propres colistiers au lendemain des élections du 17 mars.

MICHEL YENCKOW

POINT DE VUE

Le nécessaire électrochoc du Parti socialiste

par Gérard Lindeberg

La crise du Parti socialiste est devenue un sujet à la mode. De savants politologues se sont penchés sur son chevet et ont rendu un verdict sans appel. Parmi nous, certains affichent un scepticisme désabusé, alors que d'autres se livrent à des exercices publics d'autoflégalation. Le pessimisme de ce diagnostic est-il justifié, et serions-nous condamnés à assister en spectateurs passifs au théâtre de notre impuissance?

Si nous ne voulons pas éliminer le sinistère ambiant, il faut commencer par nous délivrer d'une certaine vision mythique du passé. A bien des égards, plusieurs acteurs de notre parti fonctionnent mieux aujourd'hui qu'hier : un hebdomadaire, *Vendredi*, apprécié par les militants et sympathisants; une fondation qui se met en place; un centre de formation qui offre des perspectives sans précédent à la formation des élus et des militants.

Une «synthèse» cotonneuse

On nous objecte que ces outils nouveaux tournent à vide, car ils ne peuvent embrayer sur un parti à la recherche de son identité. Mais qui aurait pu imaginer qu'un parti comme le nôtre serait épargné par une mutation qui efface, par son ampleur et sa rapidité, aussi bien la vie économique que le terrain social et culturel? Qui ne croit qu'il nous faut encore beaucoup d'efforts sur nous-mêmes pour intégrer pleinement dans notre analyse, dans notre mentalité collective et dans nos comportements, toutes les conséquences de l'effondrement du communisme et de notre exercice du pouvoir sur une longue période?

En lançant notre débat sur le «projet socialiste» de façon efficace et érudite, nous nous sommes donnés les moyens de réussir notre indispensable aggrégation. Pourtant, il faut bien reconnaître qu'en dépit de l'ouverture du vaste chantier du «projet» et de la mise en œuvre de ces nouveaux moyens d'action, le dialogue reste profondément entre ces éléments objectifs et l'image que nous renvoyons à nos militants et à nos électeurs. Et nos militants réagissent de plus en plus comme nos électeurs : par l'abstention.

Depuis le congrès de Rennes, nous vivons la «synthèse», mais une synthèse de cohabitation plus que de collaboration, une synthèse insaisissable et cotonneuse, assez éloignée de la synthèse dynamique et vigoureuse que Pierre Mauroy appelle de ses vœux. Quelques-uns s'évertuent à jouer le jeu, alors que quelques autres ont un pied

dans la synthèse et un pied dehors. Certains fonctionnent en autarcie, tandis qu'une minorité de militants «on l'a vu au moment de la guerre du Golfe» se comportent en électrons libres et vibrent dans un autre espace que celui de la discipline de parti et de la solidarité gouvernementale.

Lorsque les universités d'été des différents courants rassemblent plus de monde que l'université d'été du parti, nous sommes obligés de constater que la vie des courants est en train de l'emporter sur la vie du parti. Ce sont les courants qui produisent de l'idéologie, ce sont les courants qui désignent les candidats, ce sont les courants qui négocient les frontières du pouvoir. Du coup, le parti apparaît de plus en plus comme une structure fédérale, voire, parfois, confédérale.

En vérité nous ne nous sommes toujours pas remis du congrès de Rennes, et il faut se rendre à l'évidence : nous ne sortons de ce traumatisme que par un électrochoc. Faut-il élever le débat du congrès? Faut-il réexaminer le fonctionnement de notre vie interne en cassant ou en atténuant la logique des courants? Faut-il restructurer la direction du parti et réorganiser la maison de la rue de Solferino? Toutes les propositions susceptibles de redonner lien et cohésion à notre parti doivent être examinées sans a priori. Rien ne serait pire qu'un lent et inévitable effacement du parti sur lui-même.

► Gérard Lindeberg est le chef de file des rattachés au secrétariat national du Parti socialiste, où il est chargé de la formation.

Les socialistes divisés à la mairie de Béziers. M. Alain Barrau, maire socialiste de Béziers depuis mars 1989, a été mis en minorité par son conseil municipal, jeudi 4 avril, sur le vote de son budget, qui a été repoussé par vingt-deux voix contre quinze seulement et douze abstentions. Ce rejet traduit une fracture de la majorité socialiste de la deuxième ville de l'Hérault : onze élus de la majorité, dont quatre adjoints et quatre délégués, ont rejoint les contestataires. Ces derniers reprochent à M. Barrau une gestion qu'ils jugent trop personnelle, une floraison d'études et trop peu de décisions. «L'équipe ne respire plus, elle est morte», a lancé au cours du conseil M. Jean-Paul Courtonne, adjoint chargé de l'urbanisme.

JOURNAL D'UN AMATEUR

KOWEIT. Le droit, au nom duquel les Nations unies avaient voté la résolution du Koweït le 2 août dernier, les Koweïtiens montrent le cas qu'ils en font dès que le pouvoir leur est rendu. En dépit des promesses de l'axe, les Koweïtiens garantissent des élections au plus tard pour le saint-glin-glin et, superant, décrètent une loi marseillaise qui fait, de celui qui était déjà monarche, un tyran légal. Les gouvernés, au moins tolérants, contre les pouvoirs publics de l'émirat, lancent, contre les Palestiniens, des chasses aux fées qui se nomment pogroms si elles visent d'autres victimes.

Mais c'est au nom du droit, celui qui découle du principe de souveraineté, que les forces coalisées négurent d'abandonner maintenant et avec le même unanimité de tout mouvement pour que cessent des violences qui, au choix, rappellent les règlements de comptes qui accompagnèrent la libération de la France en 1944 ou la Terreur blanche qui suivit la restauration des Bourbons après la chute de Napoléon 1^{er}.

C'est au nom du droit, encore, et du principe de souveraineté, pas moins, que les Kurdes (et les Chittes) sont pourchassés en Irak par les troupes et les armes de M. Saddam Hussein qui n'est plus, mais alors plus du tout, si l'on s'en rapporte au mutisme quasi-général, le barbare, le sanguinaire, l'ennemi de Hitler que l'on voyait en lui lorsqu'il s'empara du Koweït et de ses puits. Il est de nouveau l'innocent, au sens premier l'innocent chef d'Etat d'un pays souverain, donc à l'abri de toute question, de tout reproche. M. François Mitterrand doit se sentir un peu seul d'avoir rompu ce concert de silence. Les Etats-Unis et le Conseil de sécurité ont consenti à l'entendre, sans hâte.

Appliqué aux Etats, le principe de lever son linge sale en famille, qui ne fut jamais dénié officiellement qu'à l'Afrique du sud, c'est le permis de tuer, lequel, sur une grande échelle, ordonné par l'Etat, devient politique, maintien de l'ordre, cohésion nationale. «Il faut aussi bousculer le droit quand c'est nécessaire», disait M. Roland Dumas, mercredi, à l'Assemblée nationale. Bousculez, Moneigneur, bousculez! sinon le respect du droit tuera plus de gens qu'il n'en sauve.

ECONOMIE. Son fondateur renvoyé à l'éternité et à ce qu'elle contient, le cas échéant rien, ce qui subsiste de cette aventure, qu'on soit croyant ou qu'on ne le soit pas, c'est le bruit étonnant fait à propos du schéma qui s'est développé autour d'un éminence suisse d'Ecône. Comme si ce qui arrive à une église devait intriquer, de gré ou de force, ceux qui la racontent toutes. On jointrait pour ainsi dire la Terre à la Lune si l'on mettait bout à bout les kilomètres de papier et de bande magnétique imprimés pour relater les épisodes de ce qui n'est, après tout, qu'un microscopique affaire de famille.

Que les pays déchristianisés qu'est la France, enfin libérés de la millénaire tutelle catholique

sur la vie temporelle, dont les manifestations de foi se réduisent, pour ses habitants, aux cérémonies, plus mondaines que pieuses le plupart du temps, du baptême, du mariage et de l'enterrement, ait connu un tel tapage par le fait d'un évêque qui ne brille jamais que d'avoir préféré le rite du crû Pie V à celui du généré Jean XXIII, voilà qui passe l'entendement. En cherchant bien, on pourrait peut-être même trouver sur le sujet des éditoriaux de l'Humanité ou de Rouge.

Familles

Querelle d'autant plus mineure que ces échiasses (sans foi fait), numériquement négligeables, soutenus ou non par qui, ne sont guère éloignés, quant au reste, de ce qu'il faut penser selon le Vatican de Jean-Paul II. Avènement, sexualité, contraception, sans oublier la vie politique en général, suprématie du religieux, y compris pour l'imposer à ceux qui vivent et meurent en dehors de lui, on ne glisserait pas une feuille de papier à cigaretes entre Ecône et Rome. Quel tintamarre pour une dissension qui n'existe pas!

SOcialisme. Pour n'être pas une surprise, l'investiture de M. Bernard Tapie, avant même qu'il ne l'ait sollicitée, comme tête de liste du PS pour les élections régionales de Provence-Alpes-Côte d'Azur laisse entendre qu'il est possible de s'étonner encore des sinuosités socialistes. On sent bien, a dit pour s'en expliquer M. Pierre Mauroy qui e du flair comme personne, que M. Tapie «s'apparente à la gauche par bien des aspects». Outre que ce n'est pas aimable pour la gauche, grande fleur à laquelle? S'il existe une personnalité politiquement inclassable, c'est M. Tapie tout le premier. Si ce dernier convient si fort au parti socialiste, lui ressemble tant, serait-ce que ce parti est, lui aussi, inclassable aujourd'hui?

Socialiste, en quoi l'est-il? Parce qu'il s'est rangé parmi les non-inscrits de l'Assemblée nationale quand il fut élu député grâce au soutien socialiste? Parce qu'il soutient le PS de ses cotisations? Ce ne ferait pas cher le label, mais ce n'est même pas le cas puisqu'il s'est gardé d'en être membre. Parce qu'il siège à gauche au Palais Bourbon? Encore faudrait-il qu'il siège plutôt que de se vendre publiquement du contraire. M. Mauroy supplie M. Tapie d'être le champion du PS, c'est l'Académie française démerchant Henry de Montherlant pour être élu sans se porter candidat, c'est le paucien romain levant dans ses bras pour le reconnaître sien le fils qu'il a eu d'une volage.

Mais, dans ces conditions, s'il se trouve que M. Yvon Gettez, qui fut du CNPF, ou M. Ambroise Roux, qui fut de la CGE, ou même M. Jacques Calvet, qui est de PSA, président l'Olympique de Marseille ou qu'il se montrent beaux parleurs, à l'aise à l'écran

PHILIPPE BOUCHER

حکومت الراحل

هكذا ان الامل

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Selon les résultats d'une enquête aux États-Unis

M. Jacques Médecin aurait bénéficié de fonds versés par Nice-Opéra à une société panaméenne

Les enquêteurs de la police judiciaire tiendraient désormais la preuve que l'ancien maire (CNI) de Nice, M. Jacques Médecin, aurait bénéficié, aux États-Unis, de versements de fonds effectués, notamment, par l'association paramunicipale Nice-Opéra, sur le compte d'une société panaméenne de façade, la Costa Real.

NICE
de notre correspondant régional

Ce rebondissement a pour origine une information judiciaire pour abus de confiance instruite, depuis neuf mois, par M. Jean-Marc Armengaud, conseiller à la cour d'appel de Grenoble, parallèlement à l'affaire de délit d'ingérence dans laquelle l'ancien maire de Nice a été inculpé le 17 novembre 1989. Auparavant, en avril 1987, une vérification fiscale effectuée au siège de Nice-Opéra avait permis d'établir que cette association, présidée de

droit par M. Médecin et largement subventionnée par la municipalité, avait fait verser au profit de la Costa Real une somme de 12 000 dollars sur un compte ouvert à la Bank of California de Los Angeles.

« Par erreur »

Selon Nice-Opéra - dont le directeur, M. Lucien Salles, a été, depuis, inculpé d'abus de biens sociaux dans l'affaire Europe Show - ce versement correspondait au premier terme d'un contrat annuel de 48 000 dollars passé avec la société, en mai 1983, pour la recherche de « nouveaux talents » sur le territoire américain. Or la Costa Real ne disposait que d'une boîte aux lettres à Los Angeles dans les locaux d'une autre société, Atlantis Investments Inc. où apparaissait, notamment, un proche de M. Médecin, M. Jean-Dominique Fratoni, ancien PDG, ex-fuite, du casino Ruhl.

Par ailleurs, un an auparavant, des agents de la direction nationale des enquêtes douanières (DNED) avaient saisi le répertoire d'un archi-

teco oïcois, M. Georges Margarita, sur lequel figurait, au dessous du nom de M. Médecin, la mention d'un compte de la Costa Real à la Bank of California. En novembre 1989, M. Médecin avait reconnu qu'il avait bien ouvert, momentanément et « par erreur », un compte à la Bank of California, mais s'était défendu de tout lien avec la Costa Real.

Il aurait été finalement confondu par les résultats d'une commission rogatoire internationale délivrée, en juin 1990, par M. Armengaud et exécutée aux États-Unis, le mois dernier, par deux enquêteurs de la direction centrale de la police judiciaire, le commissaire principal Jean-Paul Bouzou et l'inspecteur divisionnaire Pierre Murio. Ces deux spécialistes des affaires financières auraient recueilli, auprès de leurs collègues américains, des informations selon lesquelles des fonds transférés sur le compte de la Costa Real auraient été ensuite versés sur les comptes personnels de M. Médecin et de son épouse à la Bank of

California. Les mouvements se seraient poursuivis jusqu'en 1986.

En plus des sommes versées par Nice-Opéra, les comptes de M. et M^{me} Médecin auraient été également alimentés par des fonds provenant d'autres sources, notamment de Suisse où réside un expert-comptable et conseiller juridique, M. Jean-Paul Rossier, dont le nom revient constamment dans les enquêtes sur les sociétés du système Médecin. Comme l'exige le code de procédure pénale, l'ancien maire de Nice devrait probablement être inculpé du délit d'abus de confiance.

Dans les milieux proches de l'enquête on n'écartera pas, non plus, la possibilité d'une qualification criminelle des faits. D'autre part, l'insurrection sur l'affaire du délit d'ingérence est désormais close. Le dossier a été transmis, pour règlement, au parquet général de Grenoble, qui doit prendre, très prochainement, ses décisions.

GUY PORTE

DÉFENSE

Écartant indirectement une proposition soviétique

Les armées française et allemande s'intéressent à une version militaire de l'Airbus

Les armées de l'air française et allemande envisagent l'acquisition de versions militaires du nouvel Airbus A-340 à long rayon d'action pour le transport de troupes, de charges lourdes et pour le ravitaillement en vol d'avions de combat.

A la lumière de ce qui s'est passé lors de la guerre dans le Golfe, les états-majors de deux armées de l'air, notamment en France, étudient comment pallier - autrement qu'en affrétant des long-courriers civils - l'insuffisance de leurs moyens de transport militaire intercontinental et de ravitaillement en vol. Dans le cas de la France, par exemple, la flotte actuelle des C-160 Transall et des C-130 Hercules est à vocation plus tactique que stratégique. Pour les longues étapes sans escale, la France ne dispose que de cinq DC-8 anciens, comme elle ne peut allier que onze C-135 F pour le ravitaillement en vol.

L'intérêt des deux états-majors se porte aujourd'hui sur la ver-

sion A-340-300 quadrimoteur de l'Airbus européen, qui peut parcourir plus de 9 000 kilomètres. Cet avion peut donner naissance à diverses versions militaires : l'A-340 M pour le transport de 295 passagers et 20 tonnes de fret (ou de 434 passagers) avec deux points d'accrochage sous voilure pour le ravitaillement en vol, et l'A-340 M cargo pour l'acheminement de charges lourdes (comme des blindés) avec, aussi, deux points d'accrochage sous la voilure et le fuselage, d'emporter 128 tonnes de carburant pour des avions en vol.

Selon le choix des états-majors, le modèle retenu et sous réserve que la décision relève de la programmation militaire 1992-1996 en cours d'élaboration au ministère de la défense, l'armée française pourrait commencer à recevoir ses premiers avions A-340 militarisés vers le milieu de cette décennie.

Premier vol en octobre

Des informations de source étrangère font état de la possibilité d'une commande de dix appareils par l'Allemagne. En France, on évoque la perspective de six à huit avions : deux pour le transport de troupes et de fret, et quatre à six en versions cargos et ravitailleurs. Dans le premier cas, il s'agirait d'un engagement financier estimé à 1 400 millions de francs et, dans le second cas, entre 4 et 5,5 milliards de francs selon qu'il serait acquis quatre ou six exemplaires.

Ce coût implique les dépenses de « militarisation » de l'Airbus. En assemblée aux usines d'Airbus à Toulouse, le prototype A-340-300, qui est un concurrent du Boeing 777 et du MD 11 de McDonnell-Douglas, devrait faire son premier vol en octobre. En examinant les chances d'une version militaire de l'Airbus A-340 européen, le commandement écarte indirectement une proposition - assez surprenante - des Soviétiques, qui consisterait à monter des réacteurs occidentaux (ceux de la SNECMA et de General Electric) sur leur long-courrier IL-76 pour équiper la flotte de transport militaire français.

J. I.

Nominations militaires

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres du mercredi 3 avril a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• Terre. - Sont nommés : directeur de l'enseignement militaire supérieur et commandant l'école supérieure de guerre, le général de corps d'armée Michel Guignou ; inspecteur des troupes de marine, le général de division Yann Rousseau-Dumaret.

• Marine. - Sont promus : vice-amiral, les contre-amiraux Pierre Bonnot et Michel Debray ; contre-amiral, les capitaines de vaisseau Claude Musset et Xavier de Lussy.

• Air. - Est nommé adjoint opérationnel au général commandant la IV^e région aérienne et la zone aérienne de défense sud-est (Aix-en-Provence), le général de brigade aérienne Claude Mennessier.

• Armement. - Est nommé chef de la mission « prix et marchés » auprès du délégué aux programmes d'armement, l'ingénieur général de deuxième classe Maximilien Lisbonis.

PARIS

Les réactions au projet de schéma directeur de l'Île-de-France

Pour M. Pierre-Charles Krieg, président RPR du conseil régional d'Île-de-France, l'enquête sur le prochain schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme présentée jeudi 4 avril par le préfet de région, M. Christian Sautter, contredit « des omissions extrêmement graves à notre environnement et à notre patrimoine naturel ». M. Krieg relève aussi « la volonté de concentrer les investissements publics dans quelques pôles privilégiés », et l'annonce « de règles et de contraintes nouvelles, qui seraient imposées aux maires pour l'implantation d'activités ou de logements à partir d'objectifs chiffrés fixés par l'administration ».

Le président du conseil régional souligne que les projets d'urbanisation figurant dans le document « ont jamais été discutés », ni dans les instances de concertation, « ni dans un dialogue direct entre l'État et la région », et que la prise en compte des

projets de la région n'est, dans ces conditions, « qu'une illusion et une manœuvre ».

« Le projet du gouvernement socialiste » comporte « deux erreurs majeures », estime M. Jean-Yves Le Gallou, président du groupe Front national au conseil régional : « L'installation de nouvelles universités dans les villes nouvelles plutôt que dans les villes du bassin parisien d'une heure de Paris ». Ce qui lui fait dire que « le projet consacre la vaine illusion de la province par Paris ». Deuxième erreur selon lui : « L'acceptation de la poursuite de l'immigration pourtant clairement rejetée par une majorité de Français ». Le gouvernement, conclut l'élu lepeniste, « prépare le saut sur la tête de l'Île-de-France ».

« L'État avance, tient ses engagements et prend ses responsabilités », considère pour sa part M. Yannick Bodin, président du groupe socialiste

et radical de gauche au conseil régional. Le document, précise-t-il, marque, « notamment par ses préoccupations sociales et de qualité de vie au quotidien, un net inflexionisme, positif par rapport au Livre blanc ».

M. Bodin demande que « la politique de la ville, la lutte contre la ségrégation, la relance du logement social, la priorité aux transports en commun, l'accès à un environnement de qualité pour tous » s'affirment « plus nettement encore » dans l'avant-projet prévu pour juin et dans l'action que mène l'État en Île-de-France. Elue socialiste au conseil régional, membre du courant Socialisme et République, M^{me} Nicole Briq regrette « qu'aucune des grandes options retenues ne remette en cause les mécanismes ségrégatifs générés par les mutations urbaines de la capitale alors qu'une partie des déséquilibres existants provient de Paris et de sa banlieue proche ».

RELIGIONS

À l'ouverture d'un consistoire extraordinaire à Rome

Le cardinal Ratzinger dénonce « la complicité des États » dans l'avortement et l'euthanasie

Un consistoire extraordinaire, réunissant cent dix cardinaux, s'est ouvert au Vatican, jeudi 4 avril. Jusqu'au dimanche 7, il doit examiner, avec le pape, les « menaces contre la vie » et le développement des sectes, qui inquiètent particulièrement l'Eglise catholique.

L'ouverture de ce consistoire a été marquée par un réquisitoire du cardinal Josef Ratzinger, préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi. Celui-ci a dénoncé « la complicité des États qui permettent que des moyens colossaux soient consacrés » à l'avortement et à l'euthanasie ; trente à quarante millions d'avortements seraient pratiqués chaque année dans le monde et des millions de dollars investis pour mettre au point des pilules abortives.

« C'est une véritable guerre des puissances contre les faibles dont nous sommes les témoins », a dit le cardinal, qui a également dénoncé la congélation des embryons produits pour la fécondation in vitro, leur utilisation comme « coproies », le risque pour les nouveau-nés handicapés d'être supprimés et l'utilisation des « cadavres chauds » pour l'expérimentation des victimes d'un coma irréversible. Pour le préfet de la Doctrine de la foi, « l'homme se méprise. La perte de Dieu est à la base de toutes les attaques contre la vie humaine. Là où Dieu disparaît, la dignité absolue de la vie humaine disparaît aussi ».

Le pape prépare une encyclique consacrée à la défense de la vie humaine, et ce consistoire exceptionnel de cardinaux a précisément pour but d'éclairer sa réflexion.

ESPACE

Ariane a mis son premier satellite canadien sur orbite

Pour la quarante-troisième fois, la fusée européenne Ariane a décollé de la base spatiale de Kourou (Guyane française), vendredi 5 avril à 1 h 33 (heure de Paris), pour placer en orbite son premier satellite canadien, Anik-E2, centième satellite commercial à partir dans l'espace, à inaugurer avec succès la version 44 P d'Ariane, dotée de quatre propulseurs d'appoint à poudre. Son frère jumeau Anik-E1 devait suivre en juillet prochain (vol 46), embarqué par un lanceur similaire.

« Réalisé à la seconde près, le lancement était fabuleux », a déclaré

M. Harry Kowalik, vice-président de la société de télécommunications Téléat Canada pour le compte de laquelle cette cinquième génération d'Anik était lancée. M. Charles Bigot, PDG d'Arianespace, a pour sa part qualifié ce vol de « grande première ». La société européenne poursuit en effet le Canada de ses assiduités depuis une dizaine d'années, mais ce pays, premier au monde à s'être doté dès 1972 d'un satellite de communications intercontinentales, avait jusqu'à présent utilisé les services des lanceurs américains.

MÉDECINE

Le maire de New-York favorable à l'importation de la pilule RU 486. - M. David Dinkins, maire de New-York, a écrit à M. George Bush pour lui demander de lever l'interdiction d'importation de la pilule française RU 486, dite pilule « abortive », afin qu'elle puisse être testée aux États-Unis. Il précise dans sa lettre que des « considérations politiques » ne doivent pas empêcher l'étude scientifique des effets de cette pilule. (AP, Reuter.)

S. Fauchoux et J.-F. Noel
Les menaces globales sur l'environnement
REPÈRES
W. Andreff
Les multinationales
REPÈRES
J. Vallin
La population mondiale
REPÈRES
128 p., 42 F., 100 titres
LA DÉCOUVERTE

日本
DE NOMBREUX VOYAGES AU JAPON
A GAGNER AU GRAND CONCOURS STAR
"L'AVENIR, PASSION DU MONDE"

Pour vous faire découvrir le Japon, pays aux mille facettes, les imprimeries STAR lancent un grand concours : "L'AVENIR, PASSION DU MONDE". Vous êtes lycéen, vous êtes en second cycle, formez dès aujourd'hui votre équipe en réunissant 3 élèves et 1 adulte (parent ou professeur) et inscrivez-vous en ligne, sur votre minitel, le 3615 code L'ÉTUDIANT. Trois sujets de dissertation vous seront proposés et un jury d'exception sélectionnera les meilleures d'entre elles. 24 voyages au Japon sont à gagner, alors : tous à vos copies et que l'esprit des Samouraïs souffle sur vos imaginations débordantes.

3615 L'ÉTUDIANT
star vos imprimeries
L'AVENIR

Demande d'inscription au grand concours Star "L'AVENIR, PASSION DU MONDE" à retourner à : L'ÉTUDIANT Service 3615 L'ÉTUDIANT 27 rue du Commerce, 75003 PARIS cedex 11. Je désire recevoir un prospectus d'inscription au grand concours STAR.

Nom : _____ Prénom : _____ Date de naissance : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

FESTIVAL DES LIVRES À PRIX RÉDUITS
(1100 m² d'exposition)

LIVRES NEUFS - LIVRES ANCIENS LIVRES D'OCCASION

Romans, ésotérisme, histoire, bandes dessinées, essais, livres d'art, livres d'enfants...

Un très grand choix dans tous les domaines

5-6-7 avril 1991, de 9 h à 19 h 30
Hôtel Mercure - Paris Vaugirard - 69, boulevard Victor, Paris-15^e

ENTRÉE : 10 F. Métro : Porte de Versailles

هكذا من الاصل

٥٠ من الاجل

On redécouvre sans cesse avec émerveillement la modernité des Ballets russes

er
r

ROCHET du 4 avril
au 5 mai
THEATRE du GYMNASIE
42.46.79.79 - AGENCES - FNAC

Jean-Laurent COCHET du 4 avril
LE TARTUFFE au 5 mai
MOLIERE **THEATRE du GYMNASIE**
LOCATION : 42.46.79.79 - AGENCES - FNAC



3^{ème} chaîne nationale sur les 15-34 ans*

*** source médiamat 3 h/3 h**

Depuis début Mars, M6 est passée troisième chaîne nationale sur les 15/34 ans derrière TF1 et Antenne 2.

En 4 ans, M6 s'est assuré une progression régulière. Aujourd'hui, avec plus de 19 millions de téléspectateurs quotidiens, vous comprendrez pourquoi nous ne pouvons plus nous vanter d'être la "petite" chaîne qui monte.

LA MONTÉE CHÂÎNE QUI MONTE, QUI MONTE.

هكذا من الاول

SPECTACLES

VENDREDI 5 AVRIL

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT

(47-04-24-24)

Princesse Zorine (1934, v.o. s.r.f.), de Georges Jacoby, 16 h ; Hommage à Viviane Bachmann, 19 h ; Hommage à Viviane Bachmann, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

Le Festival nordique de Rouen : la Lumière éternelle (1987, v.o. s.r.f.), d'Alain Resnais, 18 h ; Le Réveil (1989, v.o. s.r.f.), de Jonas Mekas, 20 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Les Cinéma d'Asie centrale soviétique : l'Épopée d'une mère (1983, v.o. traduction simultanée), d'Alexandre Karpov, 14 h 30 ; Manaschi (1985, v.o. traduction simultanée), de Solot Chomchev, Djiguit (1985, v.o. traduction simultanée), de Nabil Ghaniev, 17 h 30 ; l'Alguila (1988, v.o. s.r.f.), de Rashid Nugmouev, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles

(40-28-34-30)

Gamins de Paris : Portraits : Que deviendront-ils ? (1984) de Michel Fresnel, Que deviendront-ils ? (1984) de Michel Fresnel, 14 h 30 ; Révoltes : Bande annonce : la Bête noire (1983) de Patrick Chaput, le Mal-être (1983) de Claude Coubert, L'Asie béton (1984) de Sargis Le Parc, 16 h 30 ; Appartenance : Antoine et Collette (1982) de François Truffaut, le Roman de Léo (1988) de Graham Guit, l'Amour en herbe (1978) de Roger Andrieux, 18 h 30 ; Soirée spéciale abonnés : Opening of stage door canten (1980), Désir (1986) de Frank Borzage et Ernst Lubitsch, 20 h ; Ecole : Les Rois Fainéants chantent Social Case (1984) de Philippe Gaudy, Diabolo menthe (1877) de Diane Kurys, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (*) (A. v.o.)

Cinéma, 6 (48-33-10-82).

ALICE (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-75-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-82-20-40) ; UGC Opéra, 6 (45-74-90-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Saugrenelle, 15 (45-75-79-79).

LES ARNAQUEURS (A. v.o.)

Cinéma, 6 (45-33-10-82) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

AUJOURD'HUI PEUT-ÊTRE... (Fr.)

Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE

PEROU (Can.) : Latine, 4 (42-78-47-88) ; Le Berry Zébre, 11 (43-67-51-58).

BONS SAISIRS D'HOLLYWOOD

(A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Pathé Hauteville, 6 (48-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Saugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (43-31-55-85) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-47-94).

LE BUCHER DES VANITÉS (A. v.o.)

Gaumont Les Halles, 1 (40-28-34-30) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-92-82) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-67) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Montparnos, 14 (43-27-52-37).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.)

Studio des Ursulines, 5 (43-25-92-82) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-52-37).

COMING UP ROSES (Brit. v.o.)

Saint-André-des-Arts II, 8 (43-26-80-25).

COUPS POUR COUPS (*) (A. v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnos, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-80-33) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.)

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-80-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Cinéma, 6 (48-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-48).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.)

Studio des Ursulines, 5 (43-25-92-82) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-52-37).

COMING UP ROSES (Brit. v.o.)

Saint-André-des-Arts II, 8 (43-26-80-25).

COUPS POUR COUPS (*) (A. v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnos, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-80-33) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.)

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-80-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Cinéma, 6 (48-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-48).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.)

Studio des Ursulines, 5 (43-25-92-82) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-52-37).

COMING UP ROSES (Brit. v.o.)

Saint-André-des-Arts II, 8 (43-26-80-25).

COUPS POUR COUPS (*) (A. v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnos, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-80-33) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.)

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-80-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Cinéma, 6 (48-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-48).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.)

Studio des Ursulines, 5 (43-25-92-82) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-52-37).

COMING UP ROSES (Brit. v.o.)

Saint-André-des-Arts II, 8 (43-26-80-25).

COUPS POUR COUPS (*) (A. v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnos, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-80-33) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.)

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-80-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Cinéma, 6 (48-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-48).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.)

Studio des Ursulines, 5 (43-25-92-82) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-52-37).

COMING UP ROSES (Brit. v.o.)

Saint-André-des-Arts II, 8 (43-26-80-25).

COUPS POUR COUPS (*) (A. v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnos, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-80-33) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.)

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-80-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Cinéma, 6 (48-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-48).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.)

Studio des Ursulines, 5 (43-25-92-82) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-52-37).

COMING UP ROSES (Brit. v.o.)

Saint-André-des-Arts II, 8 (43-26-80-25).

COUPS POUR COUPS (*) (A. v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnos, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-80-33) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.)

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-80-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Cinéma, 6 (48-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-48).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.)

Studio des Ursulines, 5 (43-25-92-82) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-52-37).

COMING UP ROSES (Brit. v.o.)

Saint-André-des-Arts II, 8 (43-26-80-25).

COUPS POUR COUPS (*) (A. v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnos, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-80-33) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.)

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-80-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Cinéma, 6 (48-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-48).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.)

Studio des Ursulines, 5 (43-25-92-82) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-52-37).

COMING UP ROSES (Brit. v.o.)

Saint-André-des-Arts II, 8 (43-26-80-25).

COUPS POUR COUPS (*) (A. v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnos, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-80-33) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.)

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-80-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Cinéma, 6 (48-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-48).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.)

Studio des Ursulines, 5 (43-25-92-82) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-52-37).

COMING UP ROSES (Brit. v.o.)

Saint-André-des-Arts II, 8 (43-26-80-25).

COUPS POUR COUPS (*) (A. v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnos, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-80-33) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.)

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-80-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Cinéma, 6 (48-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-48).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.)

Studio des Ursulines, 5 (43-25-92-82) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-52-37).

COMING UP ROSES (Brit. v.o.)

Saint-André-des-Arts II, 8 (43-26-80-25).

COUPS POUR COUPS (*) (A. v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnos, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-80-33) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.)

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-80-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Cinéma, 6 (48-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-48).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.)

Studio des Ursulines, 5 (43-25-92-82) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-52-37).

COMING UP ROSES (Brit. v.o.)

Saint-André-des-Arts II, 8 (43-26-80-25).

COUPS POUR COUPS (*) (A. v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnos, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-80-33) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.)

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-80-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Cinéma, 6 (48-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-48).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.)

Studio des Ursulines, 5 (43-25-92-82) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-52-37).

COMING UP ROSES (Brit. v.o.)

Saint-André-des-Arts II, 8 (43-26-80-25).

COUPS POUR COUPS (*) (A. v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnos, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-80-33) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.)

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-80-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Cinéma, 6 (48-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-48).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.)

Studio des Ursulines, 5 (43-25-92-82) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-52-37).

COMING UP ROSES (Brit. v.o.)

Saint-André-des-Arts II, 8 (43-26-80-25).

COUPS POUR COUPS (*) (A. v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnos, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-80-33) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.)

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-80-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

Cinéma, 6 (48-33-10-82) ; George V, 8 (45-62-41-48).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.)

Studio des Ursulines, 5 (43-25-92-82) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-52-37).

24 M. Jacques d'Estimot quitte le groupe Dassault.
25 Un entretien avec M^{me} Catherine Tasca.
26 Heurs et malheurs des compagnies aériennes.

25 Un entretien avec M^{me} Catherine Tasca.
26 Heurs et malheurs des compagnies aériennes.

26 Marchés financiers.
27 Bourse de Paris.

BILLET

Le Brésil dans le piège de la dette

Certains pays paraissent se sortir peu à peu du piège de la dette. La Pologne, pour des raisons politiques, a bénéficié récemment de l'effacement de plus de la moitié de ses créances publiques. Le Mexique, grâce à l'annulation d'une partie de sa dette bancaire dans le cadre du plan Brady et surtout à la poursuite d'une politique économique ouverte et rigoureuse, retrouve le chemin de la croissance.

Pendant ce temps, le Brésil, premier débiteur du monde en développement avec plus de 115 milliards de dollars de dettes, s'enfoncé dans la récession et pratique un dialogue de sourds avec ses créanciers. Depuis six mois, les représentants des banques internationales pour régler le problème des arriérés. Le Brésil n'assure plus le service de sa dette depuis la mi-1989 et le règlement du contentieux sur les arriérés n'est qu'un préalable à une négociation globale sur la restructuration des créances. On est encore bien loin de parler d'annulation de dette.

De passage à Paris en juillet, dernier, le président du Brésil, M^{me} Collor, avait fait grande impression à Bercy, avec son franc-parler. Surtout, le programme économique du nouveau président, M. Collor, entraînait alors en action, et suscitait de grands espoirs. Aujourd'hui, de nouvelles mesures d'ajustement ont été engagées, sous le nom de plan Collor II, et il paraît clair que ni l'inflation ni les déficits publics ne sont sur le point d'être maîtrisés. La rencontre de M^{me} Collor avec M. Borzovoy, le 3 avril, est loin de s'être bien passée, le ministre français estimant que les 9 milliards de francs d'arriérés accumulés auprès de la Coface interféraient tout nouveau concours public. Là où l'on appréciait l'audace, on critique aujourd'hui la prétention et la fierté. D'autant que la rencontre parisienne intervient au lendemain d'une attaque lancée par le Brésil contre la Banque Interaméricaine de développement, accusée d'avoir bloqué un prêt important sous la pression des pays industrialisés. Le Brésil ne dispose pas actuellement, contrairement à l'Égypte ou à la Pologne, d'un politique de taille, capable de concilier sa position avec celle de ses débiteurs. Mais il demeure le plus grand État latino-américain, et sa sortie de crise, au moment où des pays comme le Chili ou le Mexique retrouvent une conjoncture florissante, pourrait modifier radicalement le visage économique de l'Amérique latine.

FRANÇOISE LAZARE

Le chômage en Allemagne est au plus bas à l'Ouest et au plus haut à l'Est

Le chômage a de nouveau baissé en mars en Allemagne de l'Ouest, pour atteindre son plus bas niveau depuis dix ans. On comptait le mois passé 1 731 000 chômeurs, soit une baisse de 138 000 personnes par rapport au début de l'année. Le taux de chômage s'est établi à 5,8 % contre 6,9 % en mars 1990 (taux calculé par rapport à la population active).

A l'est de l'Allemagne, l'effondrement économique a provoqué une nouvelle hausse du taux (mesuré sur la seule population salariée, ce qui sous-estime le phénomène), qui a atteint en mars 9,2 % contre 8,9 % en février. On comptait 808 000 chômeurs et 2 millions de personnes au chômage partiel.

Eviction de M. Maurice Derlin (FO) et de M. Emile Boursier (CNPF)

Double relève à la tête de la Caisse nationale d'assurance-maladie

M. Jean-Claude Mallet, membre du bureau confédéral de Force ouvrière, a été élu, jeudi 4 avril, président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS). M. Maurice Derlin (FO), qui devait succéder à lui-même, a été écarté au dernier moment. Le renouvellement concerne également le patronat, qui a désigné M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du CNPF, à la vice-présidence de la Caisse nationale.

Solidement installé à la présidence de la CNAMTS depuis 1967, M. Maurice Derlin, soixante-six ans, se croyait sans doute invulnérable. L'ancien aviateur, il avait survécu aux turbulences des négociations sur les tarifs médicaux et aménagé les différents ministères des affaires sociales à composer avec lui. Outre que la Cour des comptes ait relevé les incohérences de la gestion de la CNAMTS et se soit étonné des notes de frais excessives de son président, M. Derlin s'en était pris dernièrement en termes fort peu flatteurs aux magistrats de la Cour, ce qui lui avait valu une condamnation à verser 20 000 francs par diffamation. Atteint en principe par la limite d'âge, il n'en venait pas moins de contraindre le gouvernement à annuler la loi de 1985 demandée au Conseil d'État au sujet de sa rééligibilité.

On ne s'étonne donc pas que la chute de ce Machiavel boursier et secret, qui prôlait les conspirations de couloirs aux négociations au grand jour, se soit jouée au terme d'une révolution de palais et que son éviction ait été précisée par ceux qui étaient censés le soutenir. Il y a quelques semaines, la position de président était officiellement désignée par FO pour succéder à lui-même, paraissait encore solide. Le « pape de l'assurance-maladie » avait passé avec le gouvernement un des marchés dont il a le secret : les pouvoirs

publics acceptaient de fermer les yeux sur les problèmes juridiques liés à son âge comme candidat - l'ambiguïté des textes pouvait permettre ce genre d'entorse - en échange d'un déblocage du dossier de la formule d'abonnement entre les médecins généralistes et leurs patients. Allié traditionnel et vice-président de la CNAMTS, M. Emile Boursier, soixante-deux ans, représentant du patronat de la métallurgie, n'avait pas fait obstacle à cet arrangement, malgré l'opposition du CNPF.

Le jeu de M. Giral

Cette fois, la manœuvre a échoué. Malgré l'avis favorable des CNAMTS, M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du CNPF, a tapé du poing sur la table, estimant que l'introduction de l'abonnement, qui prévoit une généralisation du tiers payant (dispense d'avance de frais) est de nature à encourager les dépenses. Mercredi, M. Giral a prévenu M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, que le patronat ne voterait pas pour le candidat de son organisation. Prédiction officiel : l'orthographe pressant sur son épaule. En fait, M. Giral, nouveau venu au sein du conseil d'administration installé le 4 avril, trouvait un moyen d'installer son autorité. Après avoir ravi la vice-présidence à M. Boursier, il boudait la boucle.

Soucieux de maintenir l'alliance traditionnelle avec le CNPF, M. Blondel a d'autant moins les moyens de résister qu'il doit également compter avec l'opposition de ses militants trotskystes, adversaires résolus de M. Derlin et fortement implantés parmi les syndicalistes FO de la CNAMTS. Ceux-ci redoutent que la formule d'abonnement, qui prévoit de développer les instruments monétaires, n'engendre des surcoûts supplémentaires. Le nouveau tandem qui va devoir gérer les 400 milliards de francs de l'assurance-maladie est celui des paradoxes. Proche du RPR, M. Giral plaide pour une stricte limi-

tation des dépenses, quitte à réduire les remboursements. Le président de la commission sociale du CNPF, qui vient d'annoncer qu'il ne demandera pas un nouveau mandat, ne pourra s'opposer à la CNAMTS qu'avec l'accord de son successeur. Quant à M. Mallet, opposé à toute baisse des remboursements, il entretient des rapports privilégiés avec la minorité gauchiste, et l'on voit mal comment il pourra contrôler la remuante fédération FO des organismes sociaux.

Ces contradictions expliquent sans doute le ton très modéré adopté jeudi par les nouveaux élus à propos de l'abonnement auprès du généraliste. Alors que FO comme le CNPF réclament que la CNAMTS soit de nouveau saisie de cette réforme, M. Mallet a adopté un profil bas en réaffirmant son attachement au « libre choix du praticien par le malade » et se déclarant partisan de « l'accès à un système de tiers-payant ». Quant à M. Giral, il a préconisé « des compromis les plus larges possible ».

Il est vrai qu'en relançant trop brutalement leur offensive contre la formule d'abonnement, les deux partisans risquent de faire voler en éclat le fragile édifice de la convention médicale de mars 1990. Compte tenu de leurs divergences, les deux hommes n'ont sans doute pas intérêt à déclencher dans l'immédiat une telle épreuve de force.

JEAN-MICHEL NORMAND

M. Jean-Marie Speth élu président de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse. M. Jean-Marie Speth, quarante-cinq ans, secrétaire national de la CFDT, a été élu, jeudi 4 avril, à la présidence du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés (CAVTS). Il succède à M. Roger Meudec (CFE-CGC). M. Paul Aubert (CNPF) a été élu vice-président du conseil d'administration, qui s'est réuni, jeudi pour la première fois après son renouvellement.

Acteur du système financier français

Paribas, an I

ne fuit plus la position d'actionnaire dominant, elle la recherche. Mieux, elle considère qu'il n'est plus dans sa politique de prendre des participations dans des sociétés où il y a déjà un actionnaire majoritaire. Ce qui élimine, de facto, les entreprises publiques. A de rares exceptions près : par exemple, lorsqu'une telle prise de participation viendrait conforter des relations bilatérales fortes. Ainsi, Paribas n'exclut pas de faire partie du tour de table des AGF (Assurances générales de France), majoritairement contrôlées par l'Etat, lors d'une augmentation de capital de la compagnie d'assurances, parce qu'il existe une coopération commerciale entre les deux groupes.

Solide, fidèle et actif

L'opération que Paribas lance aujourd'hui sur Ciments français et Poliet (le Monde du 24-25 mars) est révélatrice de cette nouvelle logique. Paribas, déjà actionnaire de ces deux sociétés, veut prendre, à travers des échanges de titres, le contrôle total de Ciments français et majoritaire, sinon total, de Poliet, afin de constituer un vaste ensemble de matériaux de construction et de tenir à son égard le rôle d'un actionnaire solide, fidèle et actif, prêt à le suivre dans des projets de développement que l'état actuel du marché boursier ne lui permettrait pas de financer.

Certes, au passage, l'opération permet à Paribas de renforcer son propre actionnariat, d'augmenter son capital, de réduire son auto-contrôle et de consolider les résultats des deux sociétés. Ce n'est pas négligeable, mais il n'est pas l'essentiel. « Nous avons voulu donner aux Ciments français et à Poliet les moyens financiers de se développer », explique M. André Lévy-Lang. Les Ciments français avaient beaucoup investi (acquisitions en Espagne, en Belgique) et s'étaient endettés au point de ne pouvoir aller plus loin. S'ils avaient fait appel au marché, Poliet, leur actionnaire principal, n'aurait pas eu les moyens de suivre. « Le problème n'était pas urgent - il

n'y a pas d'opération industrielle immédiate à la clé -, mais c'est la propre d'un actionnaire financier de voir à long terme ».

« Actionnaire financier » : la formule est lâchée et traduit bien la façon dont Paribas entend jouer son rôle dans le paysage économique français et dans le développement de ses entreprises. Avec un engagement moral et financier qui n'est pas celui des sociétés où il n'y a pas toujours été de règle dans le passé. Et, par voie de conséquence, avec le désir de ne pas connaître les déboires des années 80.

Pour M. André Lévy-Lang, le métier de prises de participations est un métier différent de celui de la banque : le premier doit être rentable par lui-même et non par les retombées commerciales que le second peut en espérer, même si celui-ci sont élevées. « C'est vrai qu'il y a souvent une assez forte corrélation entre la présence au capital d'une société et l'obtention du chef de file pour les émissions de cette société », constate-t-il. Mais il refuse pour Paribas cette synergie banque-industrie, réelle chez les banquiers allemands comme la Deutsche Bank ou désirée par le Crédit lyonnais. « C'est dangereux, car il y a concentration des risques sur une même société. En outre, ce n'est pas toujours souhaitable pour les entreprises. Au moins, nous leur disons clairement que nous sommes leur actionnaire, mais pas forcément leur banquier ».

« Anomalie biologique »

Le président du directoire de Paribas refuse tout autant d'intervenir dans la gestion des entreprises dont la compagnie est actionnaire, même en position dominante. Pas question donc d'imiter Suez, opérateur dans la Société générale de Belgique. Une fois les moyens donnés aux Ciments français et à Poliet, M. Lévy-Lang laisse à leurs patrons le soin de mener leurs opérations stratégiques.

Inclassable Paribas? M. Lévy-Lang veut bien l'admettre, la situation est inhabituelle. La compagnie d'« anomalie biologique ». Comment trouver une cohérence et une rentabilité économique.

CLAIRE BLANDIN

Assouplissement du ni nationalisations ni privatisations

Le capital des groupes publics ouvert en cas d'accord stratégique

Les privatisations partielles d'entreprises publiques sont désormais autorisées en cas d'accord stratégique, industriel, commercial ou financier avec un partenaire français ou étranger. En publiant un décret au Journal officiel, jeudi 5 avril, le gouvernement généralise une politique d'application qui se veut « souple et pragmatique » du principe présidentiel du « ni-ni » (ni nationalisation ni nationalisation, avait écrit M. Mitterrand dans sa lettre électorale à tous les Français), comme on le souligne au ministère de l'économie. Ce pragmatisme avait été employé lors du mariage de Renault avec Volvo, créant un précédent. Le groupe suédois avait été autorisé à y aller à hauteur de 25 % au capital du groupe automobile symbole des entreprises nationalisées.

Le besoin était urgent. D'abord parce que la loi de privatisation du 6 août 1986, votée sous le gouvernement Chirac pour 5 ans, est venue à expiration le 1^{er} mars. Elle mandait le gouvernement pour privatiser 63 entreprises. La gauche n'avait pas aboli la loi après 1988 pour différentes raisons, mais aucune entreprise n'a été privatisée, conformément à la promesse de M. Mitterrand. Une partie utilisée de la loi (l'aspect respiratoire c'est-à-dire la vente de filiales de second rang) est prorogée et, au passage, le gouvernement en profite pour assouplir le principe des privatisations partielles.

Désormais, le capital d'une entreprise publique peut être ouvert à un groupe privé en cas de conclusion avec elle d'un accord stratégique. Il n'y a pas de limite de participation si ce n'est 49,9 %, l'Etat conservant donc en tout état de cause la majorité. Pour Renault et pour les assurances, une limite de 25 % avait été posée. Il ne s'agit pas d'une vente car l'opération doit se passer par augmentation de capital. En outre, il ne s'agit pas d'un droit pour les nationalisées mais d'une opération de cas par cas dûment autorisée par le ministre de l'économie et des finances.

Urgence aussi, car deux entreprises publiques en avaient besoin : Bull, qui veut faire entrer le Japonais NEC au capital de sa holding (la Compagnie des machines Bull). Et le Crédit lyonnais.

E. L. B.

Première illustration

Projet d'échange de participations entre le Crédit lyonnais et la Commerzbank

L'échange de participations entre le Crédit lyonnais et la Commerzbank, troisième banque commerciale allemande, pourrait être la première application du décret sur l'ouverture minoritaire du capital des entreprises publiques, publié ce 5 avril. Dans l'air depuis plusieurs mois, ce projet pourrait, selon la Tribune de l'Expansion du 5 avril, se traduire par une entrée de la Commerzbank à hauteur de 7 % dans le Crédit lyonnais qui, en

contrepartie, prendrait une participation de 10 % chez son homologue allemande. Une opération connue de longue date puisque les deux banques appartiennent, aux côtés de l'italien Banco Di Roma et l'espagnol Banco Hispano Americano, au club européen Europaners, créé en avril 1970, et qu'elles se sont engagées dans une coopération étroite. Celle-ci est traduite récemment par la constitution d'une société commune à Londres destinée à commercialiser des actions allemandes et par des initiatives pour le financement d'investissements en Allemagne orientale.

L'ouverture du capital du Crédit lyonnais à son partenaire allemand entrerait donc bien dans le cadre d'un « accord de coopération industrielle, commerciale ou financière », prévu par le décret du 5 avril. Du côté des pouvoirs publics français, qui doivent donner leur aval à une telle opération, comme au Crédit lyonnais, on ne voit faire aucun commentaire. A la Commerzbank, on dément qu'il y ait déjà un protocole d'accord mais on confirme l'existence de négociations et la volonté de parvenir à un accord. D'autant plus que cela constituerait une sortie en fanfare pour l'actuel président du conseil de surveillance de la Commerzbank, M. Walter Seipp, qui doit partir à la retraite cette année.

L'entrée de la Commerzbank à hauteur de 7 % dans le tour de table du Crédit lyonnais, à l'occasion d'une augmentation de capital, renforcerait les fonds propres de la banque française, qui en a bien besoin pour respecter les normes internationales de solvabilité - le fameux ratio Cooke, rapport entre les engagements et les fonds propres - après les investissements nombreux et importants que celle-ci a réalisés au cours des deux dernières années en France comme à l'étranger.

Cette prise de participation allemande ne remettrait pas en cause la majorité détenue directement ou indirectement par l'Etat. Actuellement, le capital du Crédit lyonnais est détenu en direct à 50,87 % par l'Etat et à 5,44 % par Thomson-CSF, ces deux actionnaires possédant en outre 20,45 % du Lyonnais à travers la Société de participation banque-industrie. Le reste du capital est détenu par la Caisse des dépôts et consignations pour 4,67 % et en certificats d'investissements pour 18,55 %.

CL. B.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
RADIO
Le Monde TÉLÉVISION

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Un divorce symbolique

M. Hugues de l'Etoile quitte le groupe Dassault

Nommé vice-président de Dassault-Aviation en 1986, M. Hugues de l'Etoile, soixante ans, quitte, le 10 avril, le célèbre groupe aéronautique français, auquel il appartenait depuis 1977 et dont il était le responsable des exportations militaires. C'est une séparation à l'amiable. M. de l'Etoile symbolise, à sa façon, les succès de la France en matière de ventes d'armes.

Après quatorze ans de bords et loyaux services, M. de l'Etoile divorce donc d'avec Dassault. A soixante ans dans moins d'un mois, le vice-président du groupe, au crédit duquel on porte généralement l'exportation de plus de sept cents avions de combat entre 1978 et 1990, entame une nouvelle carrière. Au profit d'une multinationale, d'une banque d'affaires ou comme conseil de gouvernements étrangers? A cette interrogation, M. de l'Etoile ne répond pas.

Tout un symbole, ce départ à l'amiable. L'homme irrite ou séduit, il ne laisse pas indifférent. Ce polytechnicien est arrivé très jeune à tous les postes de responsabilité qui lui furent confiés. A vingt-sept ans, il conduisit les études sur la rentrée dans l'atmosphère des ogives des premiers missiles balistiques français. A trente-trois ans, il est sollicité par M. Pierre Messmer, alors ministre des armées du général de Gaulle, puis par M. Michel Debré, alors ministre

d'Etat chargé de la défense nationale de Georges Pompidou, pour lancer les premières analyses prospectives dans l'ordre de la dissuasion nucléaire. A trente-neuf ans, il devient, à la délégation générale pour l'armement (DGA), directeur des affaires internationales, c'est-à-dire l'homme qui promeut les exportations et la coopération en matière d'armements, ainsi que les transferts de technologie, pour le compte du gouvernement français et de tous les industriels en cause.

Entre 1970 et 1974, sous l'impulsion de M. de l'Etoile, la France gagne la confiance de vingt-trois pays, en Amérique latine, au Proche-Orient ou en Asie, qui seront ses nouveaux clients. A la demande de Georges Pompidou, il aura à négocier secrètement deux contrats « sensibles » avec des Etats soumis à embargo : l'Arabie saoudite, qui achète trente-six Mirage III, et Israël, qui recevra en pièces détachées certains Mirage-3 interdits de livraison.

Sous le septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing, M. Michel d'Ornano, puis M. René Monory en feront un nouveau directeur général de l'industrie, à charge pour l'intérêt d'installer des structures compétitives avec l'étranger dans le nucléaire, l'informatique, la chimie, l'électronique et l'automobile, où - soit dit en passant - il cherche déjà à rapprocher la régie Renault avec le suédois Volvo.

C'est en juillet 1977 que Marcel

Dassault l'appelle pour occuper, aux côtés du PDG du groupe Dassault-Breguet, Benno Claude Vallières, les fonctions de directeur général chargé des affaires internationales, autrement dit la promotion et la vente des avions de combat. Entre 1978 et 1990, calcule M. de l'Etoile, lui et ses « commandos », comme il appelle ses commerciaux, ont vendu plus de sept cents appareils à l'exportation. Le nombre des pays clients a grimpé de vingt-trois à trente-cinq. Le chiffre d'affaires de l'entreprise est estimé à quelque 110 milliards de francs (valeur 1990). En quatorze ans, M. de l'Etoile a passé l'équivalent de quinze cents jours à l'étranger. A la mort de son père, M. Serge Dassault, l'héritier, le nouveau vice-président en 1986.

Un départ prémoniteur

Deux ombres, pourtant, au tableau. Le « protégé » de Marcel Dassault croyait aux chances du Mirage 4000 (la version bi-réacteur du Mirage 2000) et il se sera trompé : cet appareil n'eut jamais de suite. M. de l'Etoile n'a pas davantage réussi en 1989-1990 à exporter, et les carnets de commandes de Dassault sont restés plats : seuls les avions civils du type Falcon se sont vendus.

Aujourd'hui, la séparation est consommée avec le fils du constructeur. Un divorce sans débats. Mais un divorce, tout de même, pour cause

d'incompatibilité. Face à face : une stratégie d'exportation agressive et de présence commerciale tous azimuts à l'étranger - celle de M. de l'Etoile - et une politique du repli sur soi - celle de M. Serge Dassault, qui a « dimensionné » la production de sa société jusqu'en 1995 pour qu'elle tienne le choc en se contentant de la seule clientèle nationale - si, d'ailleurs, aucun autre contrat extérieur ne devait intervenir avant l'entrée en service de l'avion Rafale.

A ce jeu-là, disent les adversaires de cette dernière option, le groupe Dassault court le risque de devenir - sans l'avoir cherché - un arsenal qui dépeçait des commandes du seul Etat français et, accessoirement, il donnera alors des arguments aux partisans de sa nationalisation définitive.

Les efforts actuels de Dassault pour que la Finlande et la Suisse inclinent en faveur du Mirage 2000-5, contre le F-16 ou le F-18 américains, ne changent pas fondamentalement le débat. Au contraire.

A l'heure où M. François Mitterrand évoque la perspective d'un contrôle accru - à la condition qu'il soit exercé - à l'échelle internationale - sur les ventes d'armes à certains Etats, le départ de M. de l'Etoile pour d'autres horizons professionnels ressemble fort à la prémonition d'un homme qui a connu « l'âge d'or » des industries de l'armement et qui a choisi de s'éloigner au moment où ce temps est derrière lui.

JACQUES ISNARD

Réaffirmant sa combativité

Philips met au point un système d'éclairage « révolutionnaire »

AMSTERDAM

de notre correspondant

Plongé dans la restructuration la plus draconienne de son histoire, Philips ne laisse passer aucune occasion de souligner la créativité de ses chercheurs et d'illustrer sa combativité. Trois petits mois après avoir fait part de la naissance, d'ici à l'an 2000, de la cassette digitale, la multinationale néerlandaise a annoncé, jeudi 4 avril, la mise au point d'un système d'éclairage « révolutionnaire ».

Pouvant fonctionner pendant 60 000 heures d'affilée, soit cinquante fois plus longtemps qu'une ampoule à incandescence et six fois plus longtemps qu'un oéon, la nouvelle lampe est composée d'un ballon rempli de vapeurs métalliques qui, sous l'effet de l'énergie, dégage des ultraviolets. Cette « lumière invisible » est ensuite transformée et répercutée par la poudre réfléchissante qui tapisse la paroi du ballon. Dénotant Q.L.

Indocoo lighting, ce système était à l'étude depuis dix ans et a été développé au cours des cinq dernières années.

Il a enté « beaucoup de millions », selon un porte-parole de la firme d'Eindhoven, qui nous a précisé que les premiers exemplaires de la nouvelle ampoule seraient introduits sur le marché européen en septembre prochain. Fabriqué en Belgique et aux Pays-Bas, le produit est destiné au marché professionnel : éclairage public et éclairage routier, essentiellement.

Son adaptation aux ampoules grand public n'est pas exclue mais elle prendra « des années » : outre que « de nombreux progrès techniques sont encore nécessaires », Philips n'a pas intérêt à commercialiser une génération d'ampoules pouvant « vampiriser » les lampes à économie d'énergie que la firme a récemment lancées. En attendant, le message en provenance d'Eindhoven est... lumineux : pendant la crise, les travaux et les ventes continuent.

CHRISTIAN CHARTRIER

Allemands, Britanniques et Japonais pourraient s'allier dans les télécommunications

British Telecom, Deutsche Bundespost Telecom et Nippon Telegraph and Telephone, les trois plus grands opérateurs de télécommunications en Grande-Bretagne, en Allemagne et au Japon, mènent actuellement des discussions pour créer un service commun dans le domaine des télécommunications internationales.

Les trois entreprises, réunies pour l'occasion au sein d'un consortium répondant au nom de code de Pathfinder, proposeraient aux multinationales de prendre en charge leurs problèmes mondiaux de télécommunications, les déchargeant ainsi d'une tâche qu'elles

assumaient jusqu'à présent avec leurs propres spécialistes.

Si cet accord se concrétisait, il pourrait représenter une concurrence sérieuse au groupement constitué en novembre dernier, pour offrir le même type de services, entre France Télécom et trois autres opérateurs : l'américain ATT, le japonais KDD (Kokusai Denshin Daiwa Co) et British Telecom, qui aurait ainsi un pied dans chaque camp.

A la différence de NTT, autorisé à offrir ses services sur le territoire japonais exclusivement, KDD peut opérer internationalement.

ÉTRANGER

Moins d'acquisitions d'entreprises et de bons du Trésor

Forte baisse des investissements étrangers aux Etats-Unis en 1990

Le montant total des investissements étrangers aux Etats-Unis a plongé de 71 % l'an dernier, passant de 170 milliards de dollars en 1989 à 48,9 milliards, en raison notamment du ralentissement de l'économie américaine et de la baisse des taux d'intérêt américains, selon une étude publiée jeudi par l'Association américaine des firmes de courtage.

La chute a touché tous les secteurs. Le montant des acquisitions d'entreprises américaines ou d'actifs immobiliers est tombé à 25,7 milliards de dollars (contre 72,2 milliards en 1989), tandis que les achats nets (achats moins ventes) de titres boursiers (actions et obligations) ont baissé de 76 % à 23,2 milliards (contre 98,1 milliards).

Le portefeuille détenu par les investisseurs étrangers privés de bons du Trésor américains a aussi diminué de 4,3 milliards, alors qu'il avait progressé de 27,4 milliards en 1989.

Les Japonais ont été l'an dernier les plus gros vendeurs de bons du Trésor avec des ventes nettes totalisant 14,9 milliards, a précisé la SIA.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 4 avril :

DES DÉCRETS

- Du 3 avril 1991 portant nomination du directeur général de l'Ecole nationale supérieure d'arts et métiers.

- Du 2 avril 1991 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française en République de Corée.

- Du 2 avril 1991 portant nomination d'un consul général de France à Bombay.

DES ARRÊTÉS

- Du 21 mars 1991 relatif au traitement informatisé de la gestion des dossiers des étrangers en préfecture.

- Du 29 mars 1991 portant nomination du secrétaire général de l'Observatoire juridique des technologies de l'information.

Les investisseurs américains ont en revanche fortement accru en 1990 leurs achats de titres boursiers étrangers, qui ont atteint le montant record de 30,8 milliards, contre 19,1 milliards en 1989. Ces achats ont dépassé ceux des étrangers réalisés aux Etats-Unis (23,2 milliards), phénomène inédit depuis 1974, souligne la SIA.

SOCIAL

Un milliard de francs d'économies en 1991

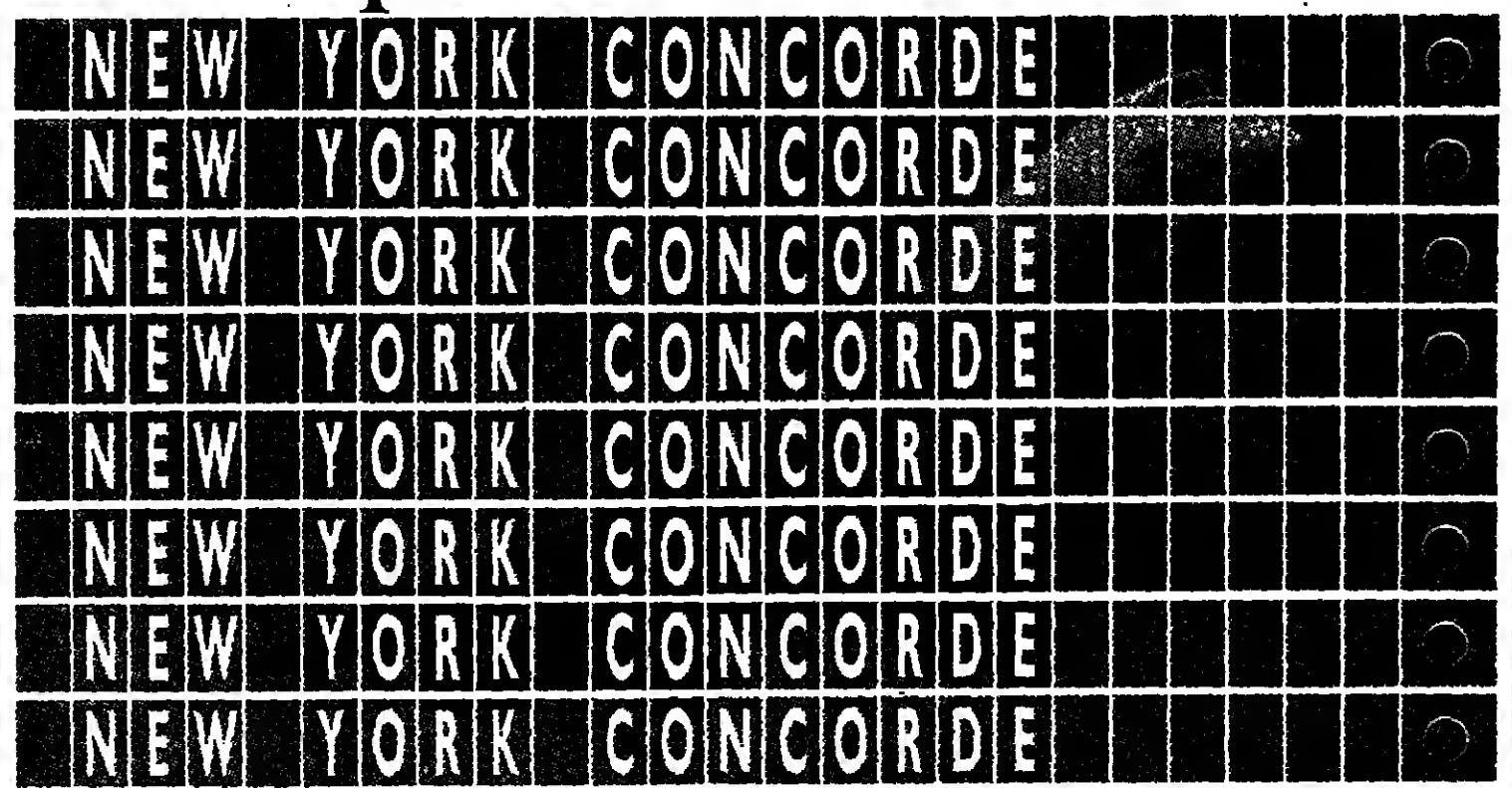
Un accord est signé entre le gouvernement et les cliniques privées

Un accord est intervenu, jeudi soir 4 avril, entre M. Claude Evin, ministre des affaires sociales, et M. André Talbot, président de l'Union hospitalière privée (UHP), sur une réforme du mode de tarification des cliniques privées. La FIEHP, l'autre fédération représentative, n'a pas donné son accord.

M. Evin déposera au cours de la présente session parlementaire un projet de loi définissant un nouveau système de tarification qui entrera en vigueur en 1992. Celui-ci reprend les mêmes modalités que le récent accord signé par les biologistes, soit une enveloppe globale, répartie régionalement. La tarification sera calculée non plus sur la base d'un prix de journée mais en fonction de groupes de pathologies.

Cet accord prévoit, dans l'immédiat, l'abrogation de l'arrêté du 28 décembre 1990, limitant le forfait de soins d'opération (FSO). Cette formule sera remplacée par un nouveau système de calcul de ce forfait, qui réduira le coefficient qui rémunère les actes d'anesthésie. Une économie de 1 milliard de francs en 1991 est escomptée. Par ailleurs, sera créé à partir du 1^{er} octobre 1991 un forfait de sécurité d'environnement (FSE) applicable aux actes exploratoires effectués dans les établissements privés conventionnés. Les tarifs des cliniques autres que psychiatriques devront appliquer, rétroactivement au 1^{er} avril, un taux directeur de 3,3 %.

Pour gagner 100 Paris-New York en Concorde: Embarquement immédiat.



Air France a choisi le Concorde comme symbole de son efficacité.

Du 2 au 19 avril, Air France vous donne la possibilité de gagner des voyages à bord du plus bel avion du monde.

Tous les passagers voyageant en Europe sur vol Air France participent

automatiquement à un tirage au sort.

Celui-ci est également ouvert à tous ceux qui en feront la demande par un simple coup de fil au Numéro Vert : 05.124.124.

L'appel est gratuit. Les gagnants pourront choisir leurs dates de voyage à l'aller comme au retour*.

AIR FRANCE
C'est le moment!



TRANSPORTEUR OFFICIEL INTERNATIONAL DES JEUX OLYMPIQUES D'ÉTÉ

Pages jaunes d'appel du Numéro Vert : 09 11 00 - 12 11 01 et 14 11 04 - 18 11 00 du lundi au vendredi. Extrait du règlement : Air France Délégation Générale France organise un tirage au sort. Les 100 personnes tirées au sort gagnent un voyage aller-retour Paris-New York en Concorde. Ces personnes pourront bénéficier de cette offre du 01.05.91 au 31.08.91 et du 13.11.91 au 31.12.91 et ne, dans la limite des places disponibles, au moment de la réservation. La participation au grand tirage est gratuite et n'est liée à aucune obligation d'achat. Les gagnants seront avertis par courrier par l'Agence Air France dans la mesure où ils sont joignables. La liste des gagnants sera mise à disposition dans les agences Air France jusqu'à la fin du mois de mai. Si, pour ce délai, les gagnants ne se sont pas manifestés, les gagnants seront déclarés gagnants. La compagnie Air France ne pourra être tenue responsable si l'opération devait être prolongée, courcée, modifiée ou annulée et si des changements imprévus ou exceptionnels l'exigeaient. Le règlement complet est déposé chez Maître CABOUR, Huissier de Justice, et sera envoyé gratuitement, ainsi que la liste des gagnants sur simple demande adressée à : AIR FRANCE - Opération Concorde - FCEJS, 119, avenue des Champs-Élysées, 75384 Paris Cedex 08, France.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Bourse de Paris		Bourse de Lyon		Bourse de Marseille		Bourse de Bordeaux		Bourse de Nantes		Bourse de Lille		Bourse de Rouen		Bourse de Caen		Bourse de Orléans		Bourse de Angoulême		Bourse de Cognac		Bourse de Bergerac		Bourse de Périgueux		Bourse de Agen		Bourse de Montauban		Bourse de Toulouse		Bourse de Nîmes		Bourse de Montpellier		Bourse de Béziers		Bourse de Narbonne		Bourse de Carcassonne		Bourse de Perpignan		Bourse de Colmar		Bourse de Strasbourg		Bourse de Metz		Bourse de Nancy		Bourse de Epinal		Bourse de Besançon		Bourse de Dijon		Bourse de Yverdon		Bourse de Lausanne		Bourse de Genève		Bourse de Zurich		Bourse de Bâle		Bourse de Lucerne		Bourse de Berne		Bourse de Fribourg		Bourse de Schaffhouse		Bourse de St Gallen		Bourse de Appenzel		Bourse de Glarus		Bourse de Grisons		Bourse de Valais		Bourse de Vaud		Bourse de Neuchâtel		Bourse de Jura		Bourse de Basle		Bourse de Soleure		Bourse de Thurgovie		Bourse de TESSIN		Bourse de Val de Saône		Bourse de Val de Drôme		Bourse de Val de Rhône		Bourse de Val de Gard		Bourse de Val de Hérault		Bourse de Val de Pyrénées		Bourse de Val de Gascogne		Bourse de Val de Poitou		Bourse de Val de Saintonge		Bourse de Val de Bretagne		Bourse de Val de Normandie		Bourse de Val de Picardie		Bourse de Val de Flandre		Bourse de Val de Brabant		Bourse de Val de Liège		Bourse de Val de Namur		Bourse de Val de Luxembourg		Bourse de Val de Belgique		Bourse de Val de Hollande		Bourse de Val de Zélande		Bourse de Val de Frieslande		Bourse de Val de Groningue		Bourse de Val de Drenthe		Bourse de Val de Overijssel		Bourse de Val de Gueldre		Bourse de Val de Utrecht		Bourse de Val de Flevoland		Bourse de Val de Zeelande		Bourse de Val de West-Vlaanderen		Bourse de Val de Flandre Occidentale		Bourse de Val de Flandre Orientale		Bourse de Val de Brabant Occidental		Bourse de Val de Brabant Oriental		Bourse de Val de Namur Occidental		Bourse de Val de Namur Oriental		Bourse de Val de Luxembourg Occidental		Bourse de Val de Luxembourg Oriental		Bourse de Val de Belgique Occidental		Bourse de Val de Belgique Oriental		Bourse de Val de Hollande Occidental		Bourse de Val de Hollande Oriental		Bourse de Val de Zélande Occidental		Bourse de Val de Zélande Oriental		Bourse de Val de Frieslande Occidental		Bourse de Val de Frieslande Oriental		Bourse de Val de Groningue Occidental		Bourse de Val de Groningue Oriental		Bourse de Val de Drenthe Occidental		Bourse de Val de Drenthe Oriental		Bourse de Val de Overijssel Occidental		Bourse de Val de Overijssel Oriental		Bourse de Val de Gueldre Occidental		Bourse de Val de Gueldre Oriental		Bourse de Val de Utrecht Occidental		Bourse de Val de Utrecht Oriental		Bourse de Val de Flevoland Occidental		Bourse de Val de Flevoland Oriental		Bourse de Val de Zeelande Occidental		Bourse de Val de Zeelande Oriental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Occidental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Oriental		Bourse de Val de Flandre Occidentale Occidental		Bourse de Val de Flandre Occidentale Oriental		Bourse de Val de Flandre Orientale Occidental		Bourse de Val de Flandre Orientale Oriental		Bourse de Val de Brabant Occidental Occidental		Bourse de Val de Brabant Occidental Oriental		Bourse de Val de Brabant Oriental Occidental		Bourse de Val de Brabant Oriental Oriental		Bourse de Val de Namur Occidental Occidental		Bourse de Val de Namur Occidental Oriental		Bourse de Val de Namur Oriental Occidental		Bourse de Val de Namur Oriental Oriental		Bourse de Val de Luxembourg Occidental Occidental		Bourse de Val de Luxembourg Occidental Oriental		Bourse de Val de Luxembourg Oriental Occidental		Bourse de Val de Luxembourg Oriental Oriental		Bourse de Val de Belgique Occidental Occidental		Bourse de Val de Belgique Occidental Oriental		Bourse de Val de Belgique Oriental Occidental		Bourse de Val de Belgique Oriental Oriental		Bourse de Val de Hollande Occidental Occidental		Bourse de Val de Hollande Occidental Oriental		Bourse de Val de Hollande Oriental Occidental		Bourse de Val de Hollande Oriental Oriental		Bourse de Val de Zélande Occidental Occidental		Bourse de Val de Zélande Occidental Oriental		Bourse de Val de Zélande Oriental Occidental		Bourse de Val de Zélande Oriental Oriental		Bourse de Val de Frieslande Occidental Occidental		Bourse de Val de Frieslande Occidental Oriental		Bourse de Val de Frieslande Oriental Occidental		Bourse de Val de Frieslande Oriental Oriental		Bourse de Val de Groningue Occidental Occidental		Bourse de Val de Groningue Occidental Oriental		Bourse de Val de Groningue Oriental Occidental		Bourse de Val de Groningue Oriental Oriental		Bourse de Val de Drenthe Occidental Occidental		Bourse de Val de Drenthe Occidental Oriental		Bourse de Val de Drenthe Oriental Occidental		Bourse de Val de Drenthe Oriental Oriental		Bourse de Val de Overijssel Occidental Occidental		Bourse de Val de Overijssel Occidental Oriental		Bourse de Val de Overijssel Oriental Occidental		Bourse de Val de Overijssel Oriental Oriental		Bourse de Val de Gueldre Occidental Occidental		Bourse de Val de Gueldre Occidental Oriental		Bourse de Val de Gueldre Oriental Occidental		Bourse de Val de Gueldre Oriental Oriental		Bourse de Val de Utrecht Occidental Occidental		Bourse de Val de Utrecht Occidental Oriental		Bourse de Val de Utrecht Oriental Occidental		Bourse de Val de Utrecht Oriental Oriental		Bourse de Val de Flevoland Occidental Occidental		Bourse de Val de Flevoland Occidental Oriental		Bourse de Val de Flevoland Oriental Occidental		Bourse de Val de Flevoland Oriental Oriental		Bourse de Val de Zeelande Occidental Occidental		Bourse de Val de Zeelande Occidental Oriental		Bourse de Val de Zeelande Oriental Occidental		Bourse de Val de Zeelande Oriental Oriental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Occidental Occidental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Occidental Oriental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Oriental Occidental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Oriental Oriental		Bourse de Val de Flandre Occidentale Occidental		Bourse de Val de Flandre Occidentale Oriental		Bourse de Val de Flandre Orientale Occidental		Bourse de Val de Flandre Orientale Oriental		Bourse de Val de Brabant Occidental Occidental		Bourse de Val de Brabant Occidental Oriental		Bourse de Val de Brabant Oriental Occidental		Bourse de Val de Brabant Oriental Oriental		Bourse de Val de Namur Occidental Occidental		Bourse de Val de Namur Occidental Oriental		Bourse de Val de Namur Oriental Occidental		Bourse de Val de Namur Oriental Oriental		Bourse de Val de Luxembourg Occidental Occidental		Bourse de Val de Luxembourg Occidental Oriental		Bourse de Val de Luxembourg Oriental Occidental		Bourse de Val de Luxembourg Oriental Oriental		Bourse de Val de Belgique Occidental Occidental		Bourse de Val de Belgique Occidental Oriental		Bourse de Val de Belgique Oriental Occidental		Bourse de Val de Belgique Oriental Oriental		Bourse de Val de Hollande Occidental Occidental		Bourse de Val de Hollande Occidental Oriental		Bourse de Val de Hollande Oriental Occidental		Bourse de Val de Hollande Oriental Oriental		Bourse de Val de Zélande Occidental Occidental		Bourse de Val de Zélande Occidental Oriental		Bourse de Val de Zélande Oriental Occidental		Bourse de Val de Zélande Oriental Oriental		Bourse de Val de Frieslande Occidental Occidental		Bourse de Val de Frieslande Occidental Oriental		Bourse de Val de Frieslande Oriental Occidental		Bourse de Val de Frieslande Oriental Oriental		Bourse de Val de Groningue Occidental Occidental		Bourse de Val de Groningue Occidental Oriental		Bourse de Val de Groningue Oriental Occidental		Bourse de Val de Groningue Oriental Oriental		Bourse de Val de Drenthe Occidental Occidental		Bourse de Val de Drenthe Occidental Oriental		Bourse de Val de Drenthe Oriental Occidental		Bourse de Val de Drenthe Oriental Oriental		Bourse de Val de Overijssel Occidental Occidental		Bourse de Val de Overijssel Occidental Oriental		Bourse de Val de Overijssel Oriental Occidental		Bourse de Val de Overijssel Oriental Oriental		Bourse de Val de Gueldre Occidental Occidental		Bourse de Val de Gueldre Occidental Oriental		Bourse de Val de Gueldre Oriental Occidental		Bourse de Val de Gueldre Oriental Oriental		Bourse de Val de Utrecht Occidental Occidental		Bourse de Val de Utrecht Occidental Oriental		Bourse de Val de Utrecht Oriental Occidental		Bourse de Val de Utrecht Oriental Oriental		Bourse de Val de Flevoland Occidental Occidental		Bourse de Val de Flevoland Occidental Oriental		Bourse de Val de Flevoland Oriental Occidental		Bourse de Val de Flevoland Oriental Oriental		Bourse de Val de Zeelande Occidental Occidental		Bourse de Val de Zeelande Occidental Oriental		Bourse de Val de Zeelande Oriental Occidental		Bourse de Val de Zeelande Oriental Oriental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Occidental Occidental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Occidental Oriental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Oriental Occidental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Oriental Oriental		Bourse de Val de Flandre Occidentale Occidental		Bourse de Val de Flandre Occidentale Oriental		Bourse de Val de Flandre Orientale Occidental		Bourse de Val de Flandre Orientale Oriental		Bourse de Val de Brabant Occidental Occidental		Bourse de Val de Brabant Occidental Oriental		Bourse de Val de Brabant Oriental Occidental		Bourse de Val de Brabant Oriental Oriental		Bourse de Val de Namur Occidental Occidental		Bourse de Val de Namur Occidental Oriental		Bourse de Val de Namur Oriental Occidental		Bourse de Val de Namur Oriental Oriental		Bourse de Val de Luxembourg Occidental Occidental		Bourse de Val de Luxembourg Occidental Oriental		Bourse de Val de Luxembourg Oriental Occidental		Bourse de Val de Luxembourg Oriental Oriental		Bourse de Val de Belgique Occidental Occidental		Bourse de Val de Belgique Occidental Oriental		Bourse de Val de Belgique Oriental Occidental		Bourse de Val de Belgique Oriental Oriental		Bourse de Val de Hollande Occidental Occidental		Bourse de Val de Hollande Occidental Oriental		Bourse de Val de Hollande Oriental Occidental		Bourse de Val de Hollande Oriental Oriental		Bourse de Val de Zélande Occidental Occidental		Bourse de Val de Zélande Occidental Oriental		Bourse de Val de Zélande Oriental Occidental		Bourse de Val de Zélande Oriental Oriental		Bourse de Val de Frieslande Occidental Occidental		Bourse de Val de Frieslande Occidental Oriental		Bourse de Val de Frieslande Oriental Occidental		Bourse de Val de Frieslande Oriental Oriental		Bourse de Val de Groningue Occidental Occidental		Bourse de Val de Groningue Occidental Oriental		Bourse de Val de Groningue Oriental Occidental		Bourse de Val de Groningue Oriental Oriental		Bourse de Val de Drenthe Occidental Occidental		Bourse de Val de Drenthe Occidental Oriental		Bourse de Val de Drenthe Oriental Occidental		Bourse de Val de Drenthe Oriental Oriental		Bourse de Val de Overijssel Occidental Occidental		Bourse de Val de Overijssel Occidental Oriental		Bourse de Val de Overijssel Oriental Occidental		Bourse de Val de Overijssel Oriental Oriental		Bourse de Val de Gueldre Occidental Occidental		Bourse de Val de Gueldre Occidental Oriental		Bourse de Val de Gueldre Oriental Occidental		Bourse de Val de Gueldre Oriental Oriental		Bourse de Val de Utrecht Occidental Occidental		Bourse de Val de Utrecht Occidental Oriental		Bourse de Val de Utrecht Oriental Occidental		Bourse de Val de Utrecht Oriental Oriental		Bourse de Val de Flevoland Occidental Occidental		Bourse de Val de Flevoland Occidental Oriental		Bourse de Val de Flevoland Oriental Occidental		Bourse de Val de Flevoland Oriental Oriental		Bourse de Val de Zeelande Occidental Occidental		Bourse de Val de Zeelande Occidental Oriental		Bourse de Val de Zeelande Oriental Occidental		Bourse de Val de Zeelande Oriental Oriental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Occidental Occidental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Occidental Oriental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Oriental Occidental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Oriental Oriental		Bourse de Val de Flandre Occidentale Occidental		Bourse de Val de Flandre Occidentale Oriental		Bourse de Val de Flandre Orientale Occidental		Bourse de Val de Flandre Orientale Oriental		Bourse de Val de Brabant Occidental Occidental		Bourse de Val de Brabant Occidental Oriental		Bourse de Val de Brabant Oriental Occidental		Bourse de Val de Brabant Oriental Oriental		Bourse de Val de Namur Occidental Occidental		Bourse de Val de Namur Occidental Oriental		Bourse de Val de Namur Oriental Occidental		Bourse de Val de Namur Oriental Oriental		Bourse de Val de Luxembourg Occidental Occidental		Bourse de Val de Luxembourg Occidental Oriental		Bourse de Val de Luxembourg Oriental Occidental		Bourse de Val de Luxembourg Oriental Oriental		Bourse de Val de Belgique Occidental Occidental		Bourse de Val de Belgique Occidental Oriental		Bourse de Val de Belgique Oriental Occidental		Bourse de Val de Belgique Oriental Oriental		Bourse de Val de Hollande Occidental Occidental		Bourse de Val de Hollande Occidental Oriental		Bourse de Val de Hollande Oriental Occidental		Bourse de Val de Hollande Oriental Oriental		Bourse de Val de Zélande Occidental Occidental		Bourse de Val de Zélande Occidental Oriental		Bourse de Val de Zélande Oriental Occidental		Bourse de Val de Zélande Oriental Oriental		Bourse de Val de Frieslande Occidental Occidental		Bourse de Val de Frieslande Occidental Oriental		Bourse de Val de Frieslande Oriental Occidental		Bourse de Val de Frieslande Oriental Oriental		Bourse de Val de Groningue Occidental Occidental		Bourse de Val de Groningue Occidental Oriental		Bourse de Val de Groningue Oriental Occidental		Bourse de Val de Groningue Oriental Oriental		Bourse de Val de Drenthe Occidental Occidental		Bourse de Val de Drenthe Occidental Oriental		Bourse de Val de Drenthe Oriental Occidental		Bourse de Val de Drenthe Oriental Oriental		Bourse de Val de Overijssel Occidental Occidental		Bourse de Val de Overijssel Occidental Oriental		Bourse de Val de Overijssel Oriental Occidental		Bourse de Val de Overijssel Oriental Oriental		Bourse de Val de Gueldre Occidental Occidental		Bourse de Val de Gueldre Occidental Oriental		Bourse de Val de Gueldre Oriental Occidental		Bourse de Val de Gueldre Oriental Oriental		Bourse de Val de Utrecht Occidental Occidental		Bourse de Val de Utrecht Occidental Oriental		Bourse de Val de Utrecht Oriental Occidental		Bourse de Val de Utrecht Oriental Oriental		Bourse de Val de Flevoland Occidental Occidental		Bourse de Val de Flevoland Occidental Oriental		Bourse de Val de Flevoland Oriental Occidental		Bourse de Val de Flevoland Oriental Oriental		Bourse de Val de Zeelande Occidental Occidental		Bourse de Val de Zeelande Occidental Oriental		Bourse de Val de Zeelande Oriental Occidental		Bourse de Val de Zeelande Oriental Oriental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Occidental Occidental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Occidental Oriental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Oriental Occidental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Oriental Oriental		Bourse de Val de Flandre Occidentale Occidental		Bourse de Val de Flandre Occidentale Oriental		Bourse de Val de Flandre Orientale Occidental		Bourse de Val de Flandre Orientale Oriental		Bourse de Val de Brabant Occidental Occidental		Bourse de Val de Brabant Occidental Oriental		Bourse de Val de Brabant Oriental Occidental		Bourse de Val de Brabant Oriental Oriental		Bourse de Val de Namur Occidental Occidental		Bourse de Val de Namur Occidental Oriental		Bourse de Val de Namur Oriental Occidental		Bourse de Val de Namur Oriental Oriental		Bourse de Val de Luxembourg Occidental Occidental		Bourse de Val de Luxembourg Occidental Oriental		Bourse de Val de Luxembourg Oriental Occidental		Bourse de Val de Luxembourg Oriental Oriental		Bourse de Val de Belgique Occidental Occidental		Bourse de Val de Belgique Occidental Oriental		Bourse de Val de Belgique Oriental Occidental		Bourse de Val de Belgique Oriental Oriental		Bourse de Val de Hollande Occidental Occidental		Bourse de Val de Hollande Occidental Oriental		Bourse de Val de Hollande Oriental Occidental		Bourse de Val de Hollande Oriental Oriental		Bourse de Val de Zélande Occidental Occidental		Bourse de Val de Zélande Occidental Oriental		Bourse de Val de Zélande Oriental Occidental		Bourse de Val de Zélande Oriental Oriental		Bourse de Val de Frieslande Occidental Occidental		Bourse de Val de Frieslande Occidental Oriental		Bourse de Val de Frieslande Oriental Occidental		Bourse de Val de Frieslande Oriental Oriental		Bourse de Val de Groningue Occidental Occidental		Bourse de Val de Groningue Occidental Oriental		Bourse de Val de Groningue Oriental Occidental		Bourse de Val de Groningue Oriental Oriental		Bourse de Val de Drenthe Occidental Occidental		Bourse de Val de Drenthe Occidental Oriental		Bourse de Val de Drenthe Oriental Occidental		Bourse de Val de Drenthe Oriental Oriental		Bourse de Val de Overijssel Occidental Occidental		Bourse de Val de Overijssel Occidental Oriental		Bourse de Val de Overijssel Oriental Occidental		Bourse de Val de Overijssel Oriental Oriental		Bourse de Val de Gueldre Occidental Occidental		Bourse de Val de Gueldre Occidental Oriental		Bourse de Val de Gueldre Oriental Occidental		Bourse de Val de Gueldre Oriental Oriental		Bourse de Val de Utrecht Occidental Occidental		Bourse de Val de Utrecht Occidental Oriental		Bourse de Val de Utrecht Oriental Occidental		Bourse de Val de Utrecht Oriental Oriental		Bourse de Val de Flevoland Occidental Occidental		Bourse de Val de Flevoland Occidental Oriental		Bourse de Val de Flevoland Oriental Occidental		Bourse de Val de Flevoland Oriental Oriental		Bourse de Val de Zeelande Occidental Occidental		Bourse de Val de Zeelande Occidental Oriental		Bourse de Val de Zeelande Oriental Occidental		Bourse de Val de Zeelande Oriental Oriental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Occidental Occidental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Occidental Oriental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Oriental Occidental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Oriental Oriental		Bourse de Val de Flandre Occidentale Occidental		Bourse de Val de Flandre Occidentale Oriental		Bourse de Val de Flandre Orientale Occidental		Bourse de Val de Flandre Orientale Oriental		Bourse de Val de Brabant Occidental Occidental		Bourse de Val de Brabant Occidental Oriental		Bourse de Val de Brabant Oriental Occidental		Bourse de Val de Brabant Oriental Oriental		Bourse de Val de Namur Occidental Occidental		Bourse de Val de Namur Occidental Oriental		Bourse de Val de Namur Oriental Occidental		Bourse de Val de Namur Oriental Oriental		Bourse de Val de Luxembourg Occidental Occidental		Bourse de Val de Luxembourg Occidental Oriental		Bourse de Val de Luxembourg Oriental Occidental		Bourse de Val de Luxembourg Oriental Oriental		Bourse de Val de Belgique Occidental Occidental		Bourse de Val de Belgique Occidental Oriental		Bourse de Val de Belgique Oriental Occidental		Bourse de Val de Belgique Oriental Oriental		Bourse de Val de Hollande Occidental Occidental		Bourse de Val de Hollande Occidental Oriental		Bourse de Val de Hollande Oriental Occidental		Bourse de Val de Hollande Oriental Oriental		Bourse de Val de Zélande Occidental Occidental		Bourse de Val de Zélande Occidental Oriental		Bourse de Val de Zélande Oriental Occidental		Bourse de Val de Zélande Oriental Oriental		Bourse de Val de Frieslande Occidental Occidental		Bourse de Val de Frieslande Occidental Oriental		Bourse de Val de Frieslande Oriental Occidental		Bourse de Val de Frieslande Oriental Oriental		Bourse de Val de Groningue Occidental Occidental		Bourse de Val de Groningue Occidental Oriental		Bourse de Val de Groningue Oriental Occidental		Bourse de Val de Groningue Oriental Oriental		Bourse de Val de Drenthe Occidental Occidental		Bourse de Val de Drenthe Occidental Oriental		Bourse de Val de Drenthe Oriental Occidental		Bourse de Val de Drenthe Oriental Oriental		Bourse de Val de Overijssel Occidental Occidental		Bourse de Val de Overijssel Occidental Oriental		Bourse de Val de Overijssel Oriental Occidental		Bourse de Val de Overijssel Oriental Oriental		Bourse de Val de Gueldre Occidental Occidental		Bourse de Val de Gueldre Occidental Oriental		Bourse de Val de Gueldre Oriental Occidental		Bourse de Val de Gueldre Oriental Oriental		Bourse de Val de Utrecht Occidental Occidental		Bourse de Val de Utrecht Occidental Oriental		Bourse de Val de Utrecht Oriental Occidental		Bourse de Val de Utrecht Oriental Oriental		Bourse de Val de Flevoland Occidental Occidental		Bourse de Val de Flevoland Occidental Oriental		Bourse de Val de Flevoland Oriental Occidental		Bourse de Val de Flevoland Oriental Oriental		Bourse de Val de Zeelande Occidental Occidental		Bourse de Val de Zeelande Occidental Oriental		Bourse de Val de Zeelande Oriental Occidental		Bourse de Val de Zeelande Oriental Oriental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Occidental Occidental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Occidental Oriental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Oriental Occidental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Oriental Oriental		Bourse de Val de Flandre Occidentale Occidental		Bourse de Val de Flandre Occidentale Oriental		Bourse de Val de Flandre Orientale Occidental		Bourse de Val de Flandre Orientale Oriental		Bourse de Val de Brabant Occidental Occidental		Bourse de Val de Brabant Occidental Oriental		Bourse de Val de Brabant Oriental Occidental		Bourse de Val de Brabant Oriental Oriental		Bourse de Val de Namur Occidental Occidental		Bourse de Val de Namur Occidental Oriental		Bourse de Val de Namur Oriental Occidental		Bourse de Val de Namur Oriental Oriental		Bourse de Val de Luxembourg Occidental Occidental		Bourse de Val de Luxembourg Occidental Oriental		Bourse de Val de Luxembourg Oriental Occidental		Bourse de Val de Luxembourg Oriental Oriental		Bourse de Val de Belgique Occidental Occidental		Bourse de Val de Belgique Occidental Oriental		Bourse de Val de Belgique Oriental Occidental		Bourse de Val de Belgique Oriental Oriental		Bourse de Val de Hollande Occidental Occidental		Bourse de Val de Hollande Occidental Oriental		Bourse de Val de Hollande Oriental Occidental		Bourse de Val de Hollande Oriental Oriental		Bourse de Val de Zélande Occidental Occidental		Bourse de Val de Zélande Occidental Oriental		Bourse de Val de Zélande Oriental Occidental		Bourse de Val de Zélande Oriental Oriental		Bourse de Val de Frieslande Occidental Occidental		Bourse de Val de Frieslande Occidental Oriental		Bourse de Val de Frieslande Oriental Occidental		Bourse de Val de Frieslande Oriental Oriental		Bourse de Val de Groningue Occidental Occidental		Bourse de Val de Groningue Occidental Oriental		Bourse de Val de Groningue Oriental Occidental		Bourse de Val de Groningue Oriental Oriental		Bourse de Val de Drenthe Occidental Occidental		Bourse de Val de Drenthe Occidental Oriental		Bourse de Val de Drenthe Oriental Occidental		Bourse de Val de Drenthe Oriental Oriental		Bourse de Val de Overijssel Occidental Occidental		Bourse de Val de Overijssel Occidental Oriental		Bourse de Val de Overijssel Oriental Occidental		Bourse de Val de Overijssel Oriental Oriental		Bourse de Val de Gueldre Occidental Occidental		Bourse de Val de Gueldre Occidental Oriental		Bourse de Val de Gueldre Oriental Occidental		Bourse de Val de Gueldre Oriental Oriental		Bourse de Val de Utrecht Occidental Occidental		Bourse de Val de Utrecht Occidental Oriental		Bourse de Val de Utrecht Oriental Occidental		Bourse de Val de Utrecht Oriental Oriental		Bourse de Val de Flevoland Occidental Occidental		Bourse de Val de Flevoland Occidental Oriental		Bourse de Val de Flevoland Oriental Occidental		Bourse de Val de Flevoland Oriental Oriental		Bourse de Val de Zeelande Occidental Occidental		Bourse de Val de Zeelande Occidental Oriental		Bourse de Val de Zeelande Oriental Occidental		Bourse de Val de Zeelande Oriental Oriental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Occidental Occidental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Occidental Oriental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Oriental Occidental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Oriental Oriental		Bourse de Val de Flandre Occidentale Occidental		Bourse de Val de Flandre Occidentale Oriental		Bourse de Val de Flandre Orientale Occidental		Bourse de Val de Flandre Orientale Oriental		Bourse de Val de Brabant Occidental Occidental		Bourse de Val de Brabant Occidental Oriental		Bourse de Val de Brabant Oriental Occidental		Bourse de Val de Brabant Oriental Oriental		Bourse de Val de Namur Occidental Occidental		Bourse de Val de Namur Occidental Oriental		Bourse de Val de Namur Oriental Occidental		Bourse de Val de Namur Oriental Oriental		Bourse de Val de Luxembourg Occidental Occidental		Bourse de Val de Luxembourg Occidental Oriental		Bourse de Val de Luxembourg Oriental Occidental		Bourse de Val de Luxembourg Oriental Oriental		Bourse de Val de Belgique Occidental Occidental		Bourse de Val de Belgique Occidental Oriental		Bourse de Val de Belgique Oriental Occidental		Bourse de Val de Belgique Oriental Oriental		Bourse de Val de Hollande Occidental Occidental		Bourse de Val de Hollande Occidental Oriental		Bourse de Val de Hollande Oriental Occidental		Bourse de Val de Hollande Oriental Oriental		Bourse de Val de Zélande Occidental Occidental		Bourse de Val de Zélande Occidental Oriental		Bourse de Val de Zélande Oriental Occidental		Bourse de Val de Zélande Oriental Oriental		Bourse de Val de Frieslande Occidental Occidental		Bourse de Val de Frieslande Occidental Oriental		Bourse de Val de Frieslande Oriental Occidental		Bourse de Val de Frieslande Oriental Oriental		Bourse de Val de Groningue Occidental Occidental		Bourse de Val de Groningue Occidental Oriental		Bourse de Val de Groningue Oriental Occidental		Bourse de Val de Groningue Oriental Oriental		Bourse de Val de Drenthe Occidental Occidental		Bourse de Val de Drenthe Occidental Oriental		Bourse de Val de Drenthe Oriental Occidental		Bourse de Val de Drenthe Oriental Oriental		Bourse de Val de Overijssel Occidental Occidental		Bourse de Val de Overijssel Occidental Oriental		Bourse de Val de Overijssel Oriental Occidental		Bourse de Val de Overijssel Oriental Oriental		Bourse de Val de Gueldre Occidental Occidental		Bourse de Val de Gueldre Occidental Oriental		Bourse de Val de Gueldre Oriental Occidental		Bourse de Val de Gueldre Oriental Oriental		Bourse de Val de Utrecht Occidental Occidental		Bourse de Val de Utrecht Occidental Oriental		Bourse de Val de Utrecht Oriental Occidental		Bourse de Val de Utrecht Oriental Oriental		Bourse de Val de Flevoland Occidental Occidental		Bourse de Val de Flevoland Occidental Oriental		Bourse de Val de Flevoland Oriental Occidental		Bourse de Val de Flevoland Oriental Oriental		Bourse de Val de Zeelande Occidental Occidental		Bourse de Val de Zeelande Occidental Oriental		Bourse de Val de Zeelande Oriental Occidental		Bourse de Val de Zeelande Oriental Oriental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Occidental Occidental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Occidental Oriental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Oriental Occidental		Bourse de Val de West-Vlaanderen Oriental Oriental		Bourse de Val de Flandre Occidentale Occidental		Bourse de Val de Flandre Occidentale Oriental		Bourse de Val de Flandre Orientale Occidental		Bourse de Val de Flandre Orientale Oriental		Bourse de Val de Brabant Occidental Occidental		Bourse de Val de Brabant Occidental Oriental		Bourse de Val de Brabant Oriental Occidental		Bourse de Val de Brabant Oriental Oriental		Bourse de Val de Namur Occidental Occidental		Bourse de Val de Namur Occidental Oriental		Bourse de Val de Namur Oriental Occidental		Bourse de Val de Namur Oriental Oriental		Bourse de Val de Luxembourg Occidental Occidental		Bourse de Val de Luxembourg Occidental Oriental		Bourse de Val de Luxembourg Oriental Occidental		Bourse de Val de Luxembourg Oriental Oriental		Bourse de Val de Belgique Occidental Occidental		Bourse de Val de Belgique Occidental Oriental		Bourse de Val de Belgique Oriental Occidental		Bourse de Val de Belgique Oriental Oriental		Bourse de Val de Hollande Occidental Occidental		Bourse de Val de Hollande Occidental Oriental		Bourse de Val de Hollande Oriental Occidental		Bourse de Val de Hollande Oriental Oriental		Bourse de Val de Zélande Occidental Occidental		Bourse de Val de Zélande Occidental Oriental		Bourse de Val de Zélande Oriental Occidental		Bourse de Val de Zélande Oriental Oriental		Bourse de Val de Frieslande Occidental Occidental		Bourse de Val de Frieslande Occidental Oriental		Bourse de Val de Frieslande Oriental Occidental		Bourse de Val de Frieslande Oriental Oriental		Bourse de Val de Groningue Occidental Occidental		Bourse de Val de Groningue Occidental Oriental		Bourse de Val de Groningue Oriental Occidental		Bourse de Val de Groningue Oriental Oriental		Bourse de Val de Drenthe Occidental Occidental</	
-----------------	--	----------------	--	---------------------	--	--------------------	--	------------------	--	-----------------	--	-----------------	--	----------------	--	-------------------	--	---------------------	--	------------------	--	--------------------	--	---------------------	--	----------------	--	---------------------	--	--------------------	--	-----------------	--	-----------------------	--	-------------------	--	--------------------	--	-----------------------	--	---------------------	--	------------------	--	----------------------	--	----------------	--	-----------------	--	------------------	--	--------------------	--	-----------------	--	-------------------	--	--------------------	--	------------------	--	------------------	--	----------------	--	-------------------	--	-----------------	--	--------------------	--	-----------------------	--	---------------------	--	--------------------	--	------------------	--	-------------------	--	------------------	--	----------------	--	---------------------	--	----------------	--	-----------------	--	-------------------	--	---------------------	--	------------------	--	------------------------	--	------------------------	--	------------------------	--	-----------------------	--	--------------------------	--	---------------------------	--	---------------------------	--	-------------------------	--	----------------------------	--	---------------------------	--	----------------------------	--	---------------------------	--	--------------------------	--	--------------------------	--	------------------------	--	------------------------	--	-----------------------------	--	---------------------------	--	---------------------------	--	--------------------------	--	-----------------------------	--	----------------------------	--	--------------------------	--	-----------------------------	--	--------------------------	--	--------------------------	--	----------------------------	--	---------------------------	--	----------------------------------	--	--------------------------------------	--	------------------------------------	--	-------------------------------------	--	-----------------------------------	--	-----------------------------------	--	---------------------------------	--	--	--	--------------------------------------	--	--------------------------------------	--	------------------------------------	--	--------------------------------------	--	------------------------------------	--	-------------------------------------	--	-----------------------------------	--	--	--	--------------------------------------	--	---------------------------------------	--	-------------------------------------	--	-------------------------------------	--	-----------------------------------	--	--	--	--------------------------------------	--	-------------------------------------	--	-----------------------------------	--	-------------------------------------	--	-----------------------------------	--	---------------------------------------	--	-------------------------------------	--	--------------------------------------	--	------------------------------------	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

BOURSE DU 5 AVRIL

Règlement mensuel

Competition	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Competition	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Competition	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Competition	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
3500	CNEP-2	3510				3500	GO. Brown	218	218	218	+0.46	3500	Lufkin	402	403	403	+0.25	3500	Scargis (P)	1550			
3200	BEP-7	3500	350		+2.70	3500	Camp Hill	218	218	218	+0.67	3500	Lufkin	402	403	403	-2.23	3500	Scargis	1550	1570		
3200	Clydes T.P.	3116				3500	Comstock S.A.	1210	1210	1210		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1350	Wheat Hill T.P.	1340				3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Saint George T.P.	1120	1122		+0.18	3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
980	Wheat Hill T.P.	980	987		+0.72	3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
720	Wheat Hill T.P.	720	722		+0.28	3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
680	Alumina	722	722			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
680	Alumina	722	722			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1850	ALSP	355	355		+0.71	3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
2000	Alumina	2350	2351			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
540	Alumina	540	540		+0.18	3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	1570		
1120	Alumina	1118	1118			3500	GO. Brown	218	218	218		3500	Lufkin	402	403	403		3500	Scargis	1550	157		

COMPTANT (sélection)

[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS	Emission Frans Int.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans Int.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans Int.	Rachet net
A.A.A.	1057.83	1051.90	Fract. Court	127928.22	127318.22	Méridale	12007.95	1234.14
Acadian	248.48	218.47	Fracteur	327.34	327.34	P&G Canada	95707.98	95007.98
Aggrégée	729.39	749.98	Fracteur	361.82	30.85	P&G Canada	11373.71	11373.71
Aggrégée	7447.86	7447.86	Fracteur	81.40	835.52	P&G Canada	112.50	111.39+
Aggrégée	115.89	105.91	Fracteur	29.77	29.77	P&G Canada	28519.01	28519.01
Aggrégée	118.83	118.83	Fracteur	13121.79	1154.41	P&G Canada	1056.70	1040.88
Aggrégée en CP	622.10	604.93	Fracteur	6001.97	4869.75	P&G Canada	131.48	125.26
Aggrégée	106.94	104.43	Fracteur	1293.18	1261.84	P&G Canada	538.93	511.55
Aggrégée	117.73	114.86	Fracteur	13323.83	13236.54	P&G Canada	160.69	152.32
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	5345.10	5282.24
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	180.21	180.21	P&G Canada	1194.98	1137.01
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	938.67	865.30
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	10336.87	10086.87
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	241.74	234.84
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	719.78	718.78
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	195.48	190.48
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	608.25	578.25
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	518.32	497.32
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	1548.01	1491.28
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	539.29	495.70
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	1580.10	1580.10
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	1283.77	1223.77
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	1257.98	1257.98
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	711.67	711.67
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	1089.24	1069.24
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	695.65	695.10
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	417.36	408.36
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	1469.68	1399.68
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	676.86	657.86
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	622.47	612.47
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	218.46	218.46
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	464.75	458.75
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	1208.48	1171.35
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	322.88	311.88
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	2280.44	2280.44
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	509.81	495.81
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	1578.53	1586.53
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	2124.37	2119.07
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	833.86	801.86
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	2284.04	2243.62
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	1006.42	986.28
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	594.38	589.50
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	143.89	137.69
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	116.21	115.21
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	12835	12835
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	1183.04	1183.04
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	5129.91	5079.12
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	445.88	439.77
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	960.33	947.83
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	018.25	596
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	598.04	574.50
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	196.46	189.36
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	154.67	148.98
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	125.38	121.38
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	10718.90	10078.58
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	12.51	12.51
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	1378.60	1384.39
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	512.54	500.89
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	1312.22	1302.48
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	1420.10	1420.10
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	2587.78	2524.64
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	215.22	215.22
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	1300.75	1286.02
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	1732.01	1681.91
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	1088.04	1088.04
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	4802.32	4802.32
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada	25084.28	25084.28
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86	Fracteur	126.76	123.59	P&G Canada		
Aggrégée	107.73	114.86						

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
5-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

هكذا في الأصل

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◄ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 5 avril

TF 1

20.50 Variétés : Tous à la Une.
22.50 Sport : Boxe. Championnat du monde-WBA des super-moyens, à Marseille : Christophe Tiozzo (France)-Victor Cordoba (Paraguay).
23.55 Série : Chutes passionnelles.
0.50 Au trot.
0.55 Journal.
1.45 Série : Intrigues.

A 2

20.45 Divertissement : Avant que le ciel nous tombe sur la tête. Avec Smith, Henri Salvador, Roch Voisine, Elsa, Laurent Violette, Patrick Timsit, Mory Kanté.
22.00 Magazine : Caractères. Présenté par Bernard Rapp. La 30^e année en questions. Invités : Alain Toffler (les Nouveaux Pouvains : savoir, richesse et violence à la veille du XXI^e siècle), Albert Jacquard (Voici le temps du monde fin), Thierry Gaudin (2100, récit du prochain siècle).
23.20 Journal et Météo.
23.40 Cinéma : Ma vie de chien. ■■ Film suédois de Lasse Hallström (1989).
2.00 Magnétophone : Un mois de sport dans le monde (120 min.).

FR 3

20.35 Magazine : Thalassa. La Série de Bahia. De Gonzalo Arjón.
21.35 Feuilleton : L'Affaire Saint-Romans.

Journal et Météo.

22.55 Documentaire : Traversées. L'Afrique acquiesce de Jean-Pierre Zim et Hervé Poiré.
23.45 Tous pour un. Compétition entre deux jeunes créateurs d'entreprises.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : Le Plombier. Documentaire : Spécial Allumés. Flash d'informations. Cinéma : Milou en mal. ■■■ Film français de Louis Malle (1989).
0.45 Cinéma : Shockar. ■■ Film américain de Wes Craven (1989).

LA 5

20.50 Téléfilm : Diabolique machination. 22.40 Série : Capitaine Furillo. 23.35 Magazine : Ciné Cinq. 23.50 Journal de la nuit. 23.57 Demain se décide aujourd'hui.

M 6

20.35 Téléfilm : Un jumeau de trop. 22.20 Série : La Malédiction du loup-garou. 22.50 Magazine : Vénus. 23.25 Magazine : Le 6 Dimension. Le débat politique dans le trou. 23.55 Capital. 0.05 Six minutes d'informations.

Musique : Live. Muzkara (rediff.).

2.00 Rediffusions.

LA SEPT

21.00 Téléfilm : Moi, Antoine de Tournes, roi de Patagonie. 22.45 Documentaire : Chapelleiro. D'Adrian Cooper. 23.10 Animation : Pièces de théâtre de Gertrude Stein. 23.50 Danse : Entre-temps. Chorégraphie de Gilles Musard.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Poésies et lectures. 21.30 Musique : Black and blue. 22.40 Les Petites Ondes : Les Nuits magnétiques. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 18 janvier à Sarabud) : Concerto pour deux violoncelles, cordes et contrebasse en sol mineur RV 531. Concerto pour violoncelle et orchestre en si mineur RV 424, de Vivaldi ; Sostegno pour violoncelle et orchestre, de Krumpholtz ; Symphonie n° 8 en si mineur D 758, de Schubert, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarabud, dir. Heinrich Schiff ; sol : Mario Blaumier violoncelle, Heinrich Schiff, violoncelle.

23.07 Poussières d'étoiles.

Dimanche 7 avril

TF 1

10.50 Magazine : Les Animaux de mon cœur. 11.20 Magazine : Auto-moto. 11.50 Jeu : Tournez-moi, manège. 12.25 Jeu : Le Juste Prix. 12.53 Météo. 13.00 Journal. 14.15 Série : Hooker. 15.10 Série : Rick Hunter, inspecteur choc (rediff.). 15.00 Série : Agence tous risques (rediff.). 16.35 Disney Parade. 18.00 Magazine : 7 sur 7. 19.05 Jean Popereau, ministre chargé des relations avec le Parlement. 20.00 Journal, Météo et Tapis. 20.45 Cinéma : Papy fait de la résistance. ■■ Film français de Jean-Marie Poiré (1983). Avec Christian Clavier, Michel Galabru, Gérard Jugnot. 22.35 Magazine : Ciné dimanche. 22.45 Châteauneuf district. ■■ Film français de Philippe Chatriot (1987). Avec Nathalie Nelli, Guy Marchand, Anate Jannet. 0.15 Journal et Météo. 0.40 Série : Intrigues (rediff. et à 2.40, 5.35). 1.05 Concert : Soirée Schubert-Bach.

A 2

11.00 Messe. Célébrée à la paroisse du Christ-Ressuscité, à Strasbourg. 12.05 Dimanche Martin (et à 13.30, 15.50). 13.00 Journal et Météo. 15.00 Série : Mac Gyver. 16.40 Série : Euroflics. 17.30 Documentaire : L'Équipe Cousteau à la redécouverte du monde. Au pays des totems vivants. 18.30 Magazine : Stade 2. Cyclisme : Footbal : Rugby : Images et résultats de la semaine ; Pentathlon : Pentathlon artistique ; Ski-alpinisme : Automobile ; Basket-ball. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Magazine : Journal et Météo. 20.45 Série : Taggart. 22.25 Musiques au cœur. Avec... Sissi ! Extraits de films : Sissi, Mayerling et Ludwig. 23.35 Journal et Météo. 23.50 Série : Le Saint (rediff.).

FR 3

10.30 Magazine : Mascarnes. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Musicales. Mozart 1779. 14.30 Expression directe. 14.50 Magazine : Sports 3 dimanche. Cyclisme : Patinage ; Saut à ski. 17.30 Magazine : Montagne. Les Arrière-pensées du ciel, de Jean-Pierre Locatelli. 18.30 Amuse 3. 19.00 Le 19-20 de l'information. Grand témoin : Alain Juppé. De 19.12 à 19.30, Meg Cité. 20.05 Série : Benny Hill. 20.35 Magazine : Mille Bravo. 22.00 Magazine : Le Divan. Invité : Marjani Lamoine. 22.20 Journal et Météo. 22.45 Cinéma : La Tornade hindoue. ■■ Film allemand de Fritz Lang (1958). Avec Dabra Paget, Paul Hubschmid, Walter Rayer (v.o.).

Audience TV du 4 avril 1991

Audience échantillonée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	53,3	Roue fortune 14,4	McGyver 12,8	Journal rég. 18,2	Bande ann. 2,8	Ligne chance 1,3	Petite maison 4,1
19 h 45	58,3	Roue fortune 23,7	McGyver 16,0	Journal 10,8	Nulle part 3,8	Léon Duras 1,2	Petite maison 4,1
20 h 18	69,3	Journal 27,1	Édition 18,7	La classe 10,0	Nulle part 4,3	Journal 4,1	M-est servie 8,8
20 h 56	72,8	Nouvelles 28,3	Envoyé spéc. 15,9	Paradis 11,6	Jeu d'enfant 1,8	Les oiseaux... 7,4	Des anges 7,4
22 h 8	64,3	Nouvelles 25,8	Notre hist. 8,7	Paradis 11,4	Flash 0,5	Les oiseaux... 14,2	Des anges 7,8
22 h 44	33,9	Ex-libris 7,9	Notre hist. 9,3	Dern. séance 9,1	Autre femme 0,5	Conséquences 3,1	Des serpents 4,0

0.25 Musique :

Carnet de notes. Gustav Mahler. Le Chant de la Terre.

CANAL PLUS

10.45 Cinéma : Milou en mal. ■■■ Film français de Louis Malle (1989).
En clair jusqu'à 14.00
12.30 Flash d'informations. 12.35 Mon Zénith à moi. Invitée : Judith Godrèche. 13.30 Magazine : Rapido. 14.00 Téléfilm : Le Choix tragique. 15.35 Documentaire : Spécial allumés. 16.40 Dessin animé : Les Simpson. 17.05 Les Nuls... (émission rediff.). 18.00 Cinéma : Can't buy me love. ■■ Film américain de Steve Rash (1989).
En clair jusqu'à 20.40
19.30 Flash d'informations. 19.35 Ça cartoon. 20.30 Dis Jérôme... ? 20.35 Magazine : L'équipe du dimanche. 20.40 Cinéma : Femmes au bord de la crise de nerfs. ■■ Film espagnol de Pedro Almodovar (1987). Avec Carmen Maura, Antonio Banderas, Julieta Serrano. 22.05 Flash d'informations. 22.10 Magazine : L'équipe du dimanche. Football : L'événement : Basket-ball américain. 0.50 Cinéma : La Plage de Vénus. ■■ Film allemand de Robert Van Ackeren (1988) (v.o.).

LA 5

10.45 Divertissement : Supershorts. 11.15 Pronostics du tiercé. 11.20 Série : Tarzan. 12.10 Divertissement : Rire parade. 12.40 Météo (et à 13.20). 12.45 Journal. 13.30 Série : L'Enfer du devoir. 14.25 Série : La Loi de Los Angeles. 15.20 Série : Lou Grant. 16.12 Série : Frog Show. 16.25 Tiercé à Longchamp. 16.50 Documentaire : La Grande Saga des animaux. La grande saga des crocodiles. 17.20 Cirque. 18.25 Série : La Famille des collines. 19.15 Contes à dormir debout. 19.55 Journal. 20.10 Magazine : Elkabbach. 20.45 Journal des courses. 20.50 Cinéma : La Petite Voleuse. ■■ Film français de Claude Miller (1988). Avec Charlotte Gainsbourg, Didier Bessac, Simon de La Brosse. 22.40 Magazine : Reporters. Est-ce le rideau rose (sex o'clock, de Guillaume d'Allessandro et Jean-Luc Pignatelli). 23.40 Magazine : Top chrono. Le Grand Prix moto d'Australie : Le Safari Rallye. 0.20 Le Club du Télé-achat. 0.30 Le Club du Télé-achat.

M 6

10.30 Magazine : Turbo. 11.00 Série : Hongkong Connection. 11.50 Magazine : Sport 6 première. 11.55 Infoconsommation. 12.00 Informations : M 6 express (et à 22.15). 12.05 Série : Murphy Brown. 12.30 Série : Ma sorcière bien-aimée.

13.00 Série : Aline et Cathy.

13.25 Série : Madams est servie (rediff.).

13.55 Série :

Le Famille Remdam.

14.20 Musique : Les Starclips.

16.00 Série : L'Ami des bêtes.

16.45 Série : Laredo.

17.40 Série : L'Homme de fer.

18.30 Série : Les Routes du paradis.

19.25 Magazine : Culture pub.

19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Madame est servie.

20.30 Magazine : Sport 5.

20.35 Cinéma : La Ligne de démarcation. ■■ Film français de Claude Chabrol (1985). Avec Jean Serruys, Maurice Ronet, Daniel Gelin.

22.20 Capital.

22.30 Cinéma : Pleurs de femme. ■■ Film italien de Giovanni Soldati (1985). Avec Stefania Sandrelli, Ben Cross, Amanda Sandrelli.

0.10 Six minutes d'informations.

0.15 Magazine : Sport 6.

0.25 Magazine : Boulevard des clips.

2.00 Rediffusions.

LA SEPT

12.30 Documentaire : Style Wars.

13.30 Histoire parallèle.

14.30 Animation : Pièces de théâtre de Gertrude Stein.

15.15 Danse : Entre-temps.

15.30 Téléfilm : Moi, Antoine de Tournes, roi de Patagonie (2).

17.00 Chroniques de France.

18.00 Danse : Le Corsaire.

19.30 Documentaire : Martial Solal.

20.00 Documentaire : Putting up the Pickles.

20.30 Cinéma : Qu'il était bon mon petit Français. ■■ Film brésilien de Nelson Pereira Dos Santos (1971).

21.45 Portrait sentimental d'un cinéaste brésilien.

22.30 Cinéma : De sable et de sang. ■■ Film français de Jeanne Labrousse (1987).

0.10 Court métrage.

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radio-phonique. Textes et musiques.

22.35 Musique : Le concert. Musique souf.

0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de Strasbourg) : Compositions inédites et originales commandées pour l'occasion à Patrice Caratini, Laurent Cuny, Andy Enler.

23.05 Poussières d'étoiles. Paris, géographie musicale (3).

De lundi au vendredi,

à 9 heures,

sur FRANCE-INTER

« ZAPPING »

Une émission de GILBERT BENOYAN

avec ANNICK COJEAN

et la collaboration de « Monde ».

سكزنا لالاحل

سكرا من الوجل

30 • Samedi 6 avril 1991 •

Le Monde

La visite de M. Roland Dumas au Maroc

La France veut « relancer » sa politique maghrébine

1991 doit marquer une « nouvelle phase » dans les rapports entre la France et le Maghreb. M. Roland Dumas a ainsi donné le ton à la série de visites qu'il effectue, ce mois-ci, dans les cinq pays rassemblés au sein de l'Union du Maghreb arabe (UMA), à savoir l'Algérie, le Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie. De sérieux différends ont récemment opposé Paris à Rabat, et ce n'est pas un hasard si le ministre des affaires étrangères a choisi de commencer son périple par le royaume chrétien, jeudi 4 avril, avant de se rendre, vendredi, à Nouakchott, puis, à compter du 20 avril, à Alger, à Tunis et à Tripoli.

RABAT

de notre envoyé spécial
« Une page difficile est tournée, il faut regarder vers l'avenir », avait

affirmé M. Dumas avant même de rencontrer les dirigeants marocains, au cours d'un débat organisé par la radio bilingue Média 1. Page tournée par les manifestations pro-irakiennes et anti-occidentales qui ont agité tout le Maghreb. S'y ajoutait, pour ce qui concerne Rabat, une incompréhension persistante avec Paris à propos de certains aspects du régime d'Hassan II.

Le chef de la diplomatie a préféré évoquer avec le roi un « plan de relance » des relations bilatérales. Il a fait observer, pour motiver les bonnes intentions de la France, qu'il avait tenu à être accompagné de M. Thierry de Beaucourt, secrétaire d'Etat aux relations culturelles internationales, et annoncé que d'autres ministres lui emboîteraient le pas, comme celui du commerce extérieur. Il a, en outre, précisé que Paris appuierait Rabat dans ses négociations avec le FMI et le Club de Paris.

Ce souci de tourner la page est autant celui de la France que des gouvernements maghrébins. Paris souhaite renouer le contact avec un monde arabe déconcerté, voire courroucé par l'« alignement » de la France sur la position des autres pays occidentaux pendant la crise du Golfe. Hassan II, tout particulièrement, pourrait jouer un rôle d'utile intermédiaire, lui qui avait marqué une relative solidarité avec « son » peuple tout en maintenant un contingent auprès des forces de la coalition. De leur côté, les dirigeants maghrébins veulent, plus que jamais, se rapprocher de l'Europe et pensent que Paris peut les y aider.

M. Dumas a donc cherché à les rassurer. « La France a et aura une politique à l'égard du Maghreb », a-t-il dit. Ainsi, a-t-il prêté un « nouveau type de relations élargies » et annoncé que, dans le cadre de l'Europe des Douze, Paris

jouerait « un rôle moteur » pour promouvoir le « partenariat » entre les deux « blocs » que forment la CEE et l'UMA. « La politique européenne à l'égard de l'Est ne se fera pas au détriment du Sud », a-t-il répété.

Il a souligné que, « dès cette année », s'amorcerait une réelle concertation entre les Etats des deux rives de la Méditerranée et que soit convoquée la conférence « 3 + 4 » qui rassemblerait les ministres des affaires étrangères de l'UMA et ceux du Portugal, de l'Espagne, de l'Italie et de la France. Le ministre a même évoqué, pour « plus tard », une réunion de tous les pays du bassin méditerranéen autour du thème de la sécurité régionale, à l'image de la CSCE en Europe.

L'« honneur » de la communauté internationale

A l'issue de son entretien avec le roi, M. Dumas a souligné « la grande convergence de vues » entre le Maroc et la France sur l'ensemble des problèmes du Proche-Orient, précisant qu'un début de solution de la question palestinienne était « urgent », qu'il y allait « de l'honneur » de la communauté internationale qui vient de se prévaloir du droit à propos du Koweït. « La France, a-t-il promis, n'admettra pas une contrefaçon du processus de paix ».

Le ministre a indiqué qu'il avait transmis un message d'amitié de M. Mitterrand à Hassan II et rappelé que celui-ci était toujours invité à faire une visite à Paris, à la date qui lui conviendrait. Aurait-on donc oublié les souvenirs du sommet franco-arabe de La Baule en juin 1990 au cours duquel le souverain émirien s'était montré peu réceptif aux appels à la démocratisation ? Aurait-on aussi oublié la brouille

entre Rabat et Paris après la sortie du livre de Gilles Perrault, *Notre ami, le roi*, et les continuelles infractions marocaines aux droits de l'homme, encore récemment détaillées par Amnesty International (le Monde du 28 mars), les émeutes de Fès en décembre et la répression qui s'ensuivit ?

Le roi a fait récemment quelques concessions symboliques. Mais, de là à dire que la page est complètement tournée, il y a un pas que M. Dumas n'a pas tout à fait franchi. Il n'a pas manqué de déclarer que « démocratie et développement sont liés », laissant entendre que ce constat fait par M. Mitterrand à La Baule n'avait pas cessé de se vérifier depuis lors. « Là où il n'y a pas eu de progrès (vers la démocratie) des troubles politiques et sociaux se sont produits », a-t-il constaté.

Usant d'un langage moins elliptique, M. Dumas a ajouté : « Tenir compte des mœurs et de l'histoire particulières d'un pays ne doit pas servir de prétexte à ne rien faire ! ». Réponse à Hassan II qui ne cesse d'affirmer que les droits de l'homme ne doivent pas porter atteinte aux trois « valeurs sacrées » du Maroc, « Dieu, la patrie et le Roi »...

FRANCIS CORNU

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

La gauchère

C'est que j'en ai marre d'appréhender à une minorité, vous pouvez pas savoir ! Et quand je dis une, façon de parler. Je suis minoritaire en tout, moi. Côté vieux, côté juif, côté nana et côté gaucher. Il me manque plus que d'être gay, black et handicapé. Eh ben, ça y est, je le suis, handicapée ! Non, ce choc quand j'ai appris ça, ce matin ! Je me suis retenue au *Herald Tribune*, c'était marqué dessus, pour pas tomber sur le cul.

Figurez-vous que ces seldus d'Amerlague, pourtant à la pointe du combat pour l'égalité des droits, viennent de se livrer à des travaux ignobles, établissant que si vous ne vous levez pas les dents de la main droite vous ne pouvez pas espérer vivre plus de soixante-six ans et quatre mois.

La raison ? Une maladresse congénitale, une inadaptation à la civilisation moderne qui tient aux circonvolutions du cerveau. Enfin, voyez la topo ! Bien dans le

style des études menées il y a quelques années à Yale sur le quotient intellectuel des Noirs comparé à celui des Blancs. Intéressant, naturellement. A l'époque, ces conclusions avaient fait scandale.

Aujourd'hui, on condamne à mort dix pour cent de la population du globe, et personne ne moufte. Heureusement que je suis là pour alerter l'opinion. S'agit d'une intolérable atteinte au droit le plus sacré : la liberté d'enfiler son dé à enrouler sur tel doigt plutôt que sur tel autre. Enfin, c'est insensé ! Qu'est-ce qu'ils foutent à Amnesty International ? Qu'est-ce qu'ils attendent pour empêcher cet épouvantable génocide, en rappelant les démocrates à leur sens des responsabilités.

C'est pas parce que Saddam est en train de liquider les Kurdes qu'il faut effacer de la surface de la Terre tous ceux qui souffrent de vivre dans un monde où l'absence de la tasse à café ignore leur différence et ne répand qu'eux exigences de la majorité.

Réunie à Cachan

La convention nationale du PS doit tirer les leçons de la guerre du Golfe

Le Parti socialiste réunit, samedi 6 et dimanche 7 avril, à Cachan (Val-de-Marne), une convention nationale consacrée au « nouvel ordre mondial ». Le bureau exécutif du PS a voté, à l'unanimité, le 13 mars, en vue de cette convention, un texte préparatoire approuvant l'action du président de la République dans la crise du Golfe. La convention doit se prononcer, à ce sujet, sur les sanctions applicables aux onze parlementaires qui n'avaient pas respecté la discipline de vote, le 16 janvier dernier, lors du débat sur l'ouverture des hostilités contre l'Irak.

La guerre du Golfe a imposé aux socialistes, dans leur vision des relations internationales, une conversion comparable à celle à laquelle ils avaient été contraints, en matière économique et sociale, par le tournant de la « rigueur » en 1982-1983. S'engager dans une guerre pour défendre, aux côtés des Etats-Unis, un régime irakien paré, jusqu'alors, des vertus de la laïcité et du progrès : le choc, pour beaucoup d'entre eux, était rude, et certains n'ont pu se résoudre à se plier à l'ineffable « logique de guerre », dont M. François Mitterrand avait constaté, dès le début de la crise, qu'elle était à l'œuvre.

M. Jean-Pierre Chevènement, qui s'était démis, le 29 janvier, de son portefeuille de ministre de la Défense, persiste dans son refus d'admettre que les « faits », selon le texte adopté par le bureau exécutif,

aient « validé » l'action du président de la République. Pour les autres, l'heure est venue de tirer les conséquences de cette épreuve et de mettre à jour les conceptions internationales du PS. M. Jean Poperen propose d'aller loin dans cet agissement, en purgeant la culture socialiste du tiers-mondisme et de l'anti-américanisme qu'il dédouble dans l'hostilité des uns envers l'action de M. Mitterrand ou dans la mauvaise conscience avec laquelle d'autres l'ont soutenue. M. Lionel Jospin, dont les questions internationales sont un des terrains de réflexion privilégiés, a prévu de faire, à la convention, un discours destiné à montrer qu'il ne limite pas ses préoccupations au seul secteur de l'éducation nationale.

Le canton de M. Mélenchon

Les députés socialistes doivent se prononcer aussi, à Cachan, sur les sanctions que M. Pierre Mauroy avait prises à l'encontre des douze parlementaires - dont huit membres du courant Socialisme et République de M. Chevènement - qui n'ont pas respecté la discipline de vote sur la déclaration gouvernementale engageant la France dans les opérations militaires contre l'Irak, le 16 janvier dernier. Sept députés et trois sénateurs avaient voté « contre », un député s'était abstenu. En outre, M. Max Gallo, député européen, avait été lui aussi, sanctionné pour ses positions publiques hostiles à la guerre. Ces douze élus avaient été suspendus de délégation, ce qui leur interdisait de s'exprimer ou d'agir au nom du PS. La direction du parti propose, aujourd'hui, de confirmer

cette mesure pour huit d'entre eux jusqu'à la fin de la session parlementaire de printemps et de la prolonger pour les quatre autres, coupables, à ses yeux, d'avoir persisté publiquement dans leur indisciplinisme.

Trois parlementaires nationaux - MM. Julien Dray et Jean-Louis Mélenchon, respectivement député et sénateur de l'Essonne, animateurs de la Nouvelle Ecole socialiste, et M. Roland Carraz, député de la Côte-d'Or, membre de Socialisme et République ainsi que M. Gallo devaient, donc, être suspendus de délégation jusqu'au prochain congrès, initialement prévu pour le mois de juin 1992. Or cette mesure aurait pour effet, dans le cas de M. Mélenchon, conseiller général, de lui interdire d'être le candidat du parti, en mars prochain, dans son canton de Massy-Ouest.

M. Laurent Fabius, que MM. Dray et Mélenchon avaient rejoint au congrès de Rennes, a fait valoir qu'une sanction aussi grave pose un problème. « Que feront-ils si M. Chevènement brigue un mandat de député à Belfort ? », a-t-il demandé, le 2 avril, lors du petit déjeuner qui réunissait, comme chaque semaine, les principaux responsables et ministres socialistes autour de M. Michel Rocard. La solution retenue, après bien des débats au bureau exécutif le 3 avril et jeudi au secrétariat national, serait de « suspendre » les quatre « endurcis » jusqu'à la réunion, à l'automne prochain, de la convention ou du comité directeur, qui devra ratifier les candidatures aux élections régionales.

M. Pierre Guisdoni, chargé des relations internationales au secrétariat national et principal représentant, dans cette instance, de Socialisme et République, a pris la défense, au bureau exécutif, de MM. Gallo et Carraz, dont il ne partage pas, pourtant, les positions. Pour M. Guisdoni, le temps de l'équidistance au sein du courant de M. Chevènement est terminé : prochainement nommé ambassadeur de France à Buenos Aires, l'ancien ambassadeur à Madrid tire sa révérence.

PATRICK JARREAU
Lire page 8 le « Point de vue » de M. Lindegar
« La nécessaire électrochoc »

■ Réunion à Paris du Comité France-Japon. - Le Comité France-Japon, qui regroupe des personnalités des deux pays chargées de faire progresser la coopération bilatérale, s'est réuni jeudi 4 avril à Paris. Selon M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat au plan et membre de la délégation française, les participants ont examiné les moyens concrets pour parvenir à un réajustement positif des échanges franco-japonais et devraient proposer une dizaine de projets précis de coopération lors de la réunion plénière du Comité, le 13 juin prochain à Tokyo.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

L'Europe doit rebondir : Un appel de trente-huit personnalités ; « La seconde mort du gaullisme », par Alain Duhamel..... 2

Haiti

Arrestation de l'ancienne présidente Ertha Pascal-Trouillot..... 4

Albanie

La première grève générale..... 3

Le statut de la Corse

Le projet du gouvernement adopté grâce à l'abstention communiste..... 7

Le journal d'un amateur

« Femilles », par Philippe Baudier..... 8

Affaire Médécine

L'ancien maire de Nice aurait bénéficié de fonds versés à une société panaméricaine..... 10

Nijinski-Nijinska, toujours

Chefs d'œuvre en cascade, à la fois chorégraphiques, musicaux et picturaux, au Palais Garnier..... 12

SECTION B

SANS VISA

■ Mozart sur la route du Requiem • La justice en son terrible palais • Bayeux fait tapissier • Louis XI devait aimer ce vin • T.E. Lawrence dit d'Arabie..... 15 à 22

SECTION C

Paribas, an !

Le groupe financier a fait sa mue et veut être un acteur engagé..... 23

M. de l'Etoile quitte Dassault

La vice-président en désaccord avec M. Serge Dassault sur les exportations militaires..... 23

Double relève à la Caisse nationale d'assurances-maladie

M. Mallet (FO) et M. Giral (CNPP), tandem des paradoxes..... 23

Un rapport sur la production audiovisuelle

M. Alain Moreau souligne la grande dépendance de l'Europe..... 25

Services

Abonnements..... 25
Carnet..... 26
Loto..... 26-27
Marchés financiers..... 28
Météorologie..... 28
Mots croisés..... 20
Philatélie..... 29
Radio-Télévision..... 25
Tao-o-Tao..... 12
Week-end du chineur..... 12
La télématique du Monde : 3615 LEXIKONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 5 avril 1991 a été tiré à 519 150 exemplaires.

De préférence à une offre française

Singapour achètera des avions néerlandais de patrouille maritime

La République de Singapour a donné de préférence à l'achat d'un avion de patrouille maritime néerlandais, dérivé du Fokker-50, au détriment d'une proposition conjointe de Dassault et Aérospatiale. Le contrat, qui devrait être conclu prochainement, porte sur la commande ferme de quatre appareils (pour un coût de 34 millions de dollars), livrables dans les trois ans, et sur une option de quatre autres exemplaires.

Conçu par Fokker, l'Enforcer, choisi par Singapour, est un bi-turbopropulseur qui emprunte beaucoup au Fokker-50 civil et qui est spécialisé dans la lutte contre les navires de surface (sans capacité dans la détection des sous-marins). Face à l'offre néerlandaise, Dassault et Aérospa-

tiale ont proposé le Petrel, un bi-turbopropulseur de lutte anti-sous-marine et de patrouille maritime dérivé du court et moyen - courrier civil ATR-72 produit en coopération avec le groupe italien Aeritalia.

L'originalité de cette transaction tient au fait que le client singapourien s'est intéressé, avec l'avion Enforcer, à un appareil qui n'a pas été acquis par la marine néerlandaise, équipée de patrouilleurs maritimes Atlantic et Orion. L'usage veut, en effet, qu'un pays étranger prête souvent acquiesce une production déjà éprouvée et soutenue par l'armée du pays fournisseur. Il est vraisemblable, en la circonstance, que Singapour a été sensible à des offres de compensation au terme desquelles l'Enforcer sera assemblé par l'industrie locale.

Après son échec, la France pourrait recevoir un lot de consolation, avec l'adoption par Singapour de missiles Exocet pour armer les avions néerlandais. Il y a peu, la République de Singapour a commandé à la France des canons légers de 105, à raison de trente-six exemplaires, au groupe GIAT-Industries.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 5 avril

Hésitation

La tendance était hésitante vendredi matin à la Bourse, où, dans un marché calme, les intervenants attendaient la publication dans l'après-midi des chiffres du chômage américain de mars. L'indice CAC 40, après avoir ouvert en très léger recul (-0,03 %), se maintenait à +0,21 % par la suite. En hausse figuraient Ciments français, Valeo et Immobilière Phénix. En baisse, on notait Paribas, BHV et Essilor.

(Publié)

Métros Saint-Sébastien et Duroc, aux Entrepôts du Marais :

pantalon flanelle 189⁰⁰ doublé

et 217 F en serge ; les hommes ont intérêt à fréquenter ces champions du prêt-à-porter de luxe qui proposent aussi une veste pure laine Woolmark à 595 F, en laine et cachemire à 690 F, Costume tissu Noblet à partir de 680 F (ils en ont aussi en Dornes), smoking laine mohair 1.385 F, Rayon spécial grands et longs jusqu'à 62. Deux boutiques : 3, rue du Pont-aux-Choux (9) et 112, rue du Cherche-Midi (6). De 10 h à 19 h, sauf lundi matin.

MODE : ACHETEZ
"DECONTRACTEE"
Zéro pour les prix élevés
qui vous tapent sur les nerfs !
On demande à la création
d'être séduisante, à la qualité
d'être "top niveau". Mais aux
prix de se faire minuscules.
Pour que la mode soit un
plaisir, il faut que le "facteur-
prix" soit presque négligeable.
Depuis 30 F le mètre

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

STYLEWRITER
L'IMPRIMANTE POIDS PLUME D'APPLE
CHEZ KA
LA QUALITÉ LASER
POUR
2900 F HT*
• Poids : 3,4 kg
• Dimensions (h x l x L) :
22 x 14,2 x 33 cm
• Chargeuse facile à ouvrir
• 4 profils de caractères
True Type
* 340 F TTC
L'INFORMATIQUE DOUCE
11, rue Madafahim (75005 Paris) Tél. (1) 47 23 72 00
Fax : (1) 47 23 72 01. Ouvert du lundi au vendredi de 10h à 19h